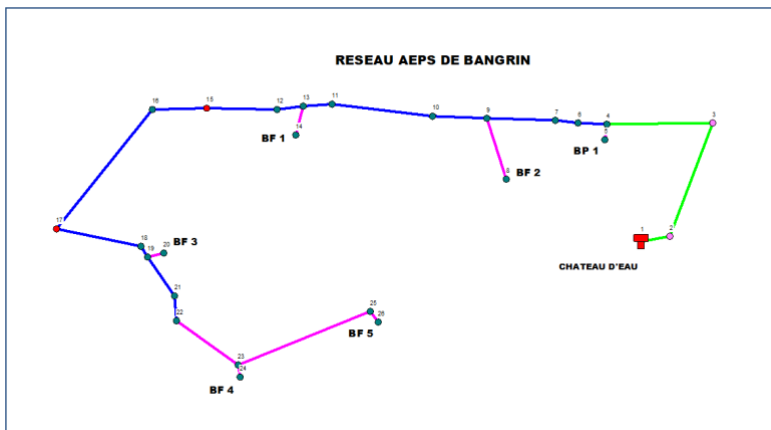




DIRECTION GÉNÉRALE DE L'EAU POTABLE

Projet d'Eau Potable et d'Assainissement en Milieu Rural (PEPA-MR) dans les Régions du Centre-Sud et du Centre-Ouest

RAPPORT DE NOTICE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL PROVINCE DU SANGUIE



Rapport provisoire

Jean de Dieu Hermann ZONGO, Consultant en
Evaluation Environnementale et Sociale
01 BP 6714 Ouagadougou 01 – Burkina Faso
Tél. : (+226) 70 49 41 83 / 78 93 99 79
Email : hermannzongo@hotmail.fr

Octobre 2019

TABLE DES MATIERES

Table des matières

TABLE DES MATIERES	i
LISTE DES ABREVIATIONS	vi
LISTE DES TABLEAUX	viii
LISTE DES FIGURES	viii
LISTE DES PHOTOS	viii
LISTE DES ANNEXES	ix
RESUME NON TECHNIQUE	x
CHAPITRE 1 : INTRODUCTION	13
1.1. Objectifs de la présente étude environnementale et sociale	13
1.2. Contenu et organisation du rapport.....	13
1.3. Méthodologie générale d'étude et d'analyse.....	14
1.3.1. Rencontre avec le maître d'ouvrage	15
1.3.2. Participation du public	15
CHAPITRE 2 : CADRE POLITIQUE, JURIDIQUE ET INSTITUTIONNEL	17
2.1. Cadre politique	17
2.1.1. Plan National de Développement Economique et Social	17
2.1.2. Politique nationale en matière d'environnement	17
2.1.3. Plan d'Environnement pour le Développement Durable	17
2.1.4. Politique Nationale de Développement Durable au Burkina Faso	18
2.1.5. Politique Nationale Genre	18
2.1.6. Politique Nationale en matière de Gestion des Ressources en Eau	19
2.1.7. Politique Nationale de Jeunesse	19
2.1.8. Politique Nationale du Travail	19
2.1.9. Politique Nationale de l'Emploi	20
2.1.10. Politique Nationale d'Hygiène Publique	20
2.1.11. Politique Nationale sur les Zones Humides	20
2.1.12. Politique Forestière Nationale	21
2.1.13. Politique Nationale de Sécurisation Foncière en Milieu Rural	21
2.1.14. Politique Nationale d'Aménagement du Territoire	21
2.1.15. Stratégie nationale de gestion du service public de l'eau potable en milieu rural	22
2.1.16. Politiques du cadre communautaire	22
2.2. Cadre institutionnel.....	22
2.3. Cadre juridique	25
2.3.1. Constitution du 02 Juin 1991	25
2.3.2. Code de l'environnement	26

2.3.3.	Code forestier	27
2.3.4.	Code de santé publique	27
2.3.5.	Code de l'hygiène publique	28
2.3.6.	Loi n°028-2008/An portant code du travail au Burkina Faso	28
2.3.7.	Code général des collectivités territoriales	30
2.3.8.	Réorganisation agraire et foncière	30
2.3.9.	Loi N°034-2009/AN du 16 juin 2009 portant Régime foncier rural.....	31
2.3.10.	Loi n°017-2014/AN portant interdiction de la production, de l'importation, de la commercialisation et de la distribution des emballages et sachets plastiques non biodégradables	32
2.3.11.	Décret portant conditions et procédures de réalisation et de validation de l'évaluation environnementale stratégique, de l'étude et de la notice d'impact environnemental et social	32
2.3.12.	Décret portant normes de rejets des polluants dans l'air, l'eau et le sol au Burkina Faso	34
2.3.13.	Arrêté n° 2004-019/MECV du 07 juillet 2004 portant détermination de la liste des espèces forestières bénéficiant de mesures de protection particulière	34
2.3.14.	Conventions Internationales	35
2.3.15.	Politique environnementale et sociale de la Banque Africaine de Développement (BAD)	35
	CHAPITRE 3 : DESCRIPTION ET JUSTIFICATION DU PROJET	37
3.1.	Description du projet	37
3.1.1.	Contexte du projet.....	37
3.1.2.	Justification du Projet	37
3.1.3.	Objectif principal	38
3.1.4.	Consistance des infrastructures et équipement à réaliser	38
3.2.	Le Promoteur du projet	42
3.3.	Zone d'influence du projet.....	42
3.4.	Principales activités du projet (Phase de construction, Phase exploitation et de fermeture ou de réhabilitation)	42
3.5.	Difficultés et limite de l'étude.....	43
	CHAPITRE 4 : DESCRIPTION L'ENVIRONNEMENT DU PROJET	43
4.1.	Profil biophysique de la zone du projet	44
4.1.1	Situation géographique.....	44
4.1.2	Relief et sols	45
4.1.3	Climat	45
4.1.4	Hydrographie	46
4.2.1	Ressources en eau	46
4.2.	Milieu Biologique.....	46
4.2.2	Végétation.....	46
4.2.3	Espèces fauniques et halieutiques	47

4.3.	Milieu socio-économique.....	47
4.3.1	Populations	47
4.3.2	Organisation traditionnelle	48
4.3.3	Infrastructures de transport.....	48
4.3.4	Habitat.....	48
4.3.5	Régime foncier	49
4.3.6	Education	49
4.3.7	Santé.....	49
4.3.8	Eau potable	50
4.3.9	Assainissement et gestion des ordures	50
4.3.10	Agriculture	50
4.3.11	Elevage.....	50
4.3.12	Foresterie.....	51
4.3.13	Mine et industrie	51
4.3.14	Secteurs principaux d'emploi	51
4.3.15	Artisanat	51
4.3.16	Commerce.....	52
4.4.	Etat des lieux du site acquis dans le cadre du projet.....	52
4.5.	Analyse de la sensibilité environnementale et sociale	52
4.5.1	Préservation du cadre de vie, sécurité et santé.....	52
4.5.2	Pollutions diverses.....	52
4.5.3	Sensibilité des questions foncières	53
4.6.	Importance des enjeux identifiés	53
CHAPITRE 5 : ANALYSE ALTERNATIVES ET SOLUTIONS DE RECHANGE		54
5.1.	Variante « sans projet ».....	54
5.2.	Variante « avec projet » (réalisation des infrastructures du projet)	54
5.3.	Justification de la variante retenue	54
CHAPITRE 6 : METHODES ET TECHNIQUES D'IDENTIFICATION ET D'ANALYSE DES IMPACTS		55
6.1.	Identification des impacts	55
6.2.	Evaluation des impacts du projet sur l'environnement.....	56
6.3.	Elaboration des fiches d'impacts.....	56
6.4.	Utilisation de la grille d'évaluation de Fecteau	57
6.5.	Matrice de caractérisation et d'évaluation de FECTEAU.....	57
6.6.	Identification des sources et récepteurs d'impacts	58
CHAPITRE 7 : EVALUATION DES IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX DE LA VARIANTE SANS LE PROJET.....		62

7.1.	Effets positifs de la variante sans projet.....	62
7.1.1	Au plan social de la variante « sans projet »	62
7.1.2	Au plan environnemental de la variante sans projet	62
7.2.	Effets négatifs de la variante sans projet.....	62
7.2.1.	Impacts négatifs au plan social de la variante sans projet.....	62
7.2.2.	Impacts négatifs au plan environnemental de la variante sans projet.....	62
CHAPITRE 8 : EVALUATION DES IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX DE LA VARIANTE AVEC LE PROJET		
8.1.	Impacts positifs de la variante avec le projet	63
8.2.	Impacts négatifs de la variante avec le projet.....	67
CHAPITRE 9 : EVALUATION DES RISQUES ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX.....		
9.1.	Méthodologie	74
9.2.	Présentation de la grille d'évaluation.....	74
9.3.	Identification des risques	75
9.3.1	Risques de pollution des ressources naturelles	76
9.3.2	Risques de bruit et de vibration	76
9.3.3	Risques liés au manque d'hygiène	76
9.3.4	Risques d'incendie et d'électrocution	76
9.3.5	Risques de blessures	76
9.3.6	Risques liés à la circulation et au déplacement	77
9.4.	Prévention des risques	77
9.4.1.	Protection des ressources naturelles	77
9.4.2.	Hygiène, santé et sécurité du personnel	77
9.4.3.	Protection des sites du chantier.....	77
9.4.4.	Secours.....	78
9.5.	Plan de mesure d'urgence	78
9.5.1.	Elaboration de l'intervention en cas d'urgence	78
9.5.2.	Organisation de l'intervention en cas d'urgence.....	78
CHAPITRE 10 : PLAN DE GESTION ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (PGES)		
10.1.	Objectifs du PGES.....	81
10.2.	Programme de bonification.....	81
10.3.	Programme d'atténuation.....	81
10.3.1.	Mesure d'atténuation des impacts négatifs sociaux	81
10.3.2.	Mesure d'atténuation des impacts négatifs environnementaux.....	84
10.4.	Programme de surveillance et de suivi	85
10.4.1.	Surveillance environnementale	85
10.4.2.	Suivi environnemental	86

10.5.	Plan de Gestion d'Urgence ou de gestion des Risques	94
10.6.	Plan de renforcement de capacités et budgétisation	95
10.7.	Responsabilité de mise en œuvre du PGES	97
10.8.	Budget du PGES.....	97
10.9.	Acceptabilité et faisabilité du projet	98
CHAPITRE 11 : CONSULTATIONS DU PUBLIQUE		99
11.1.	Objectifs de la consultation.....	99
11.2.	Méthodologie	99
11.3.	Synthèse de la consultation du publique	100
11.3.1. Avis général sur le projet		100
11.3.2. Synthèse des préoccupations, craintes et questions		100
CHAPITRE 12 : MECANISME DE GESTION DES PLAINTES		102
CHAPITRE 13 : ACCEPTABILITE DU PROJET		103
CHAPITRE 14 : PLAN DE FERMETURE ET DE REHABILITATION.....		104
CONCLUSIONS – RECOMMANDATIONS		105
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES.....		107
ANNEXES.....		108

LISTE DES ABREVIATIONS

- ADP** : Assemblée des Députés du Peuple
- AEPS** : Adduction d'Eau Potable Simplifiée
- AGR** : Activité Génératrice de Revenus
- AN** : Assemblée Nationale
- APFNL** : Agence de Promotion des Produits Forestiers Non ligneux
- ATPC** : Assainissement Total Piloté par la Communauté
- BAD** : Banque Africaine de Développement
- BF** : Borne Fontaine
- BP** : Branchement Particulier
- BUNEE** : Bureau National des Évaluations Environnementales
- CPE** : Centre de Production d'Eau
- DGEP** ; Direction Générale de l'Eau Potable
- DGESS** : Direction Générale des Etudes et Statistiques Sectorielles
- DGFF** : Direction Générale de la Forêt et de la Faune
- DREA** : Direction Régionale de l'Eau et de l'Assainissement
- DREEVCC** : Direction Régionale de l'Environnement de l'Economie Verte et des Changements Climatique
- ÉIES** : Étude d'Impact Environnemental et Social
- GPS** : Global Positioning System
- IEC** : Information Éducation et Communication
- IMS** : Intermédiation Sociale
- INSD** : Institut National des Statistiques et de la Démographie
- IST** : Infection Sexuellement Transmissible
- MEEVCC** : Ministère de l'Environnement de l'Economie Verte et des Changements Climatique
- NIE** : Notice d'Impact Environnemental et Social
- ODD** : Objectifs de Développement Durable
- ONEA** : Office National des Eaux et de l'Assainissement
- ONG** : Organisation Non Gouvernementale
- PEADL** : Projet d'Eau Potable, de Promotion de l'Assainissement et du Développement Local
- PGES** : Plan de Gestion Environnementale et Sociale
- PIB** : Produit Intérieur Brut

PN AEP : Programme National d'Approvisionnement en Eau Potable

PNAT : Politique Nationale d'Aménagement du Territoire

PNDES : Plan National de Développement Economique et Social

PNE : Politique Nationale en matière d'Environnement

PNG : Politique Nationale du Genre

PNHP : Politique Nationale d'Hygiène Publique

RAF : Réorganisation Agraire et Foncière

RGPH : Recensement Général de la Population et de l'Habitat

RN : Route Nationale

SDAU : Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme

SDSS : Stratégie de Développement Sectoriel de l'enseignement Supérieur

SIDA : Syndrome Immunodéficience Acquise

SONABEL : Société National Burkinabè d'Electricité

ZIP : Zone d'Influence du Projet

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Espèces forestières bénéficiant de mesures de protection particulière	34
Tableau 2: Conventions ratifiées par le Burkina Faso	35
Tableau 3 : Aménagements à réaliser par villages	39
Tableau 4 : Coordonnées géographiques des sites	41
Tableau 5 : Zones d'influence du projet	42
Tableau 6 : Localités concernées	44
Tableau 7 : Estimation population zone du projet	47
Tableau 8 : Importance accordée aux enjeux identifiés	53
Tableau 9: Activités Sources d'impacts du projet	58
Tableau 10 : Impact sociaux positifs de la variante avec le projet	63
Tableau 11 : Matrice d'identification et d'évaluation des impacts sociaux négatifs de la variante avec le projet	67
Tableau 12 : Matrice d'identification et d'évaluation des impacts environnementaux négatifs de la variante avec le projet	70
Tableau 13 : Niveaux des facteurs (P,G) de la grille d'évaluation des risques professionnels	74
Tableau 14 : Grille d'évaluation des risques	75
Tableau 15 : Signification des couleurs	75
Tableau 16 : Démarche matricielle du consultant	75
Tableau 17 : Matrice d'identification et d'évaluation des impacts négatifs sociaux de la variante avec le projet	81
Tableau 18 : Mesures d'atténuation des impacts négatifs environnementaux	84
Tableau 19 : Programme de suivi des impacts sociaux	87
Tableau 20 : : Indicateurs de suivi des impacts environnementaux	91
Tableau 21 : Plan d'urgence	94
Tableau 22 : Plan de renforcement de capacités et budgétisation	96
Tableau 23 : Clauses environnementales à inclure dans le cahier des charges des entreprises	97
Tableau 24 : Estimation des coûts du PGES	98

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Localisation de la zone du projet dans le pays	44
Figure 2 : Localisation de la zone du projet dans le pays	45

LISTE DES PHOTOS

Photo 1 : Séance de consultation publique	100
--	-----

LISTE DES ANNEXES

Annexe 1 : Clauses environnementales et sociales à insérer dans le dossier de Consultation des entreprises.....	108
Annexe 2 : Procédure de découverte fortuite de patrimoine enfoui dans le cadre de la réalisation des travaux.....	113
Annexe 3 : Liste des personnes ressources rencontrées/contactées	115
Annexe 4 : PV Consultation publique et liste de présence dans le village de Bangin	116
Annexe 5 PV Consultation publique et liste de présence dans le village de Bologo	116
Annexe 6 PV Consultation publique et liste de présence dans le village de Nazoanga.....	125
Annexe 7 PV Consultation publique et liste de présence dans le village de Peyiri	130
Annexe 8 PV Consultation publique et liste de présence dans le village de Salbisgo	133
Annexe 9 : Réseau de Bangrin	129
Annexe 10 : Réseau de Bologo	129
Annexe 11 : Réseau de Nazoanga	129
Annexe 12 : Réseau de Peyiri.....	138
Annexe 13 : Réseau de Salbisgo Dapoya	139

RESUME NON TECHNIQUE

Le Projet d'eau potable et d'assainissement en milieu rural (PEPA MR) vise à appuyer les efforts du Gouvernement pour améliorer la qualité de la desserte en eau potable, l'accès à l'assainissement et de renforcer les capacités de gestion du secteur.

Le présent projet qui s'exécutera dans différents centres dans les régions du centre-sud et du du centre ouest est financé par la Banque Africaine de Développement (BAD). Plusieurs centres sont concernés. Il s'agit des centres de Gana, Rakaye, Kossilsé et Targho (province du Bazéga), Zoula, Koukouldi et Bourou (Province du Sanguié), Yalle, Kelindou, Nebielianiyou, Bon, Tuai (Province de la Sissili), Tuiré (Province du Ganzourgou), Mao massira (Province du Ziro), Tiougou (Province de Zoundwéogo) et Péyiri, Nazoanga, Bologo, Salbisgo-Itaoré et Bangrin (Province du Boulkiemdé).

La réalisation ces infrastructures va certainement générer des impacts sociaux, économiques et environnementaux potentiellement positifs certes, mais aussi, négatifs. C'est dans le but de contenir ces impacts potentiels d'une part, et pour se conformer aux exigences nationales et aux systèmes de sauvegardes intégré (SSI) de décembre 2013 à travers sauvegardes opérationnelles d'autre part, que le commanditaire a initié l'élaboration de la présente **Notice d'Impact Environnemental et Social (NIES)**. Cette présente NIES concerne les villages de **Zoula, Koukouldi et Bourou** dans la **province de Sanguié**.

La méthodologie a consisté à :

- l'organisation d'une **rencontre de recadrage avec le projet** qui a permis de s'accorder sur le contenu des Termes de référence (TDR) ;
- la **recherche et à l'analyse** documentaire notamment des textes juridiques en matière de gestion environnementale et sociale ;
- une **collecte de données et la consultation publique qui** a consisté à rencontrer les différentes parties prenantes au projet ;
- une analyse des données qui a permis de rédiger la NIES.

Dans le cadre du projet, il a été déclenché deux sauvegardes opérationnelles : Sauvegarde opérationnelle 1 : Evaluation environnementale et sociale et Sauvegarde opérationnelle 5 : Conditions de travail, santé et sécurité.

S'agissant des ressources naturelles, du milieu humain et des activités socio-économiques, la NIES identifie les potentialités existantes au plan environnemental et social, en termes de ressources en sol, eau, biodiversité. Il donne également une idée de l'état de dégradation de ces ressources naturelles et

des enjeux environnementaux et socio-économiques dans les zones d'intervention du projet, notamment en relation avec le développement des activités du projet.

Les activités prévues dans le cadre du projet apporteront des avantages environnementaux, sociaux et économiques certains aux populations dans la zone du projet.

Au plan environnemental, les impacts positifs se manifestent par une meilleure association des espèces utilitaires non gênantes à des plantes d'embellissement pour donner une belle vue du site pendant la durée de vie du projet. La mise en place des ouvrages d'assainissement et de dispositifs de gestion des déchets solides, liquide permettront d'assainir l'environnement de la zone et donc de protéger le milieu biophysique.

Au plan social, ces impacts positifs se manifestent par la création d'emplois et la réduction de la pauvreté, le développement des activités commerciales et génératrices de revenus, l'amélioration de la performance d'accès à l'eau potable, etc.

Au plan social, les impacts négatifs de la mise en œuvre du projet sont entre autres le risque d'accidents de travail et de circulation, les conflits sociaux entre les populations locales et le personnel de chantier suite au non recrutement des populations locales, les nuisances sonores, les risques de propagation des IST/SIDA, les pertes de revenus, la perturbation des us et coutume (bois sacré, ...) etc. ;

Au plan environnemental, les impacts négatifs sont : de pollutions diverses des sols, des eaux de surface et de l'air, etc.

Dans tous les cas, les différentes alternatives, l'organisation des chantiers et le renforcement de capacités des acteurs se font de façon à minimiser ces impacts.

Les impacts environnementaux et sociaux énumérés ci-dessus appellent différentes alternatives ou mesures pour éliminer ou réduire ces impacts négatifs. En plus de l'organisation du chantier et des mesures identifiées dans le PGES, il est nécessaire de

- (i) mettre en œuvre des programmes de formation des acteurs pour une meilleure responsabilisation afin de réduire les pollutions diverses ;
- (ii) intégrer des clauses contraignantes dans les DAO et le Plan Hygiène Sécurité Environnement de l'entreprise qui devra être vérifié et approuvé avant le démarrage effectif des travaux ;
- (iii) Mettre en œuvre un plan de gestion des déchets ;

Plan de Gestion Environnemental et Social (PGES)

La réalisation de la NIES assortie d'un PGES permet de prendre en charge les impacts négatifs induits par le Projet sur l'environnement et les populations. Cela devrait contribuer à minimiser les impacts négatifs liés à la mise en œuvre des activités du projet.

Ce Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) élaboré, inclut les éléments clefs de la gestion environnementale et sociale, de mise en œuvre et de suivi des mesures, les responsabilités institutionnelles et le budget. Le PGES inclut également des mesures de renforcement institutionnelles et techniques et des mesures de formation et de sensibilisation. La mise en œuvre des activités sera assurée par la coordination du projet sous la supervision de l'Expert de Sauvegarde Environnementale et Sociale du projet avec l'implication des services techniques de l'Etat, la Mairie, le Bureau de contrôle. Le programme de suivi portera sur le suivi permanent et l'évaluation annuelle. La surveillance devra être assuré par le Bureau National des Evaluations Environnementales (BUNEE). La mise en œuvre du PGES est évalué à la somme de **trente-six millions deux cent cinquante mille (36.250.000) dont vingt-sept millions deux cent cinquante mille (27 250 000) financé par le projet et neuf millions (9 000 000) FCFA pris en charge par l'entreprise en charge des travaux.**

Les échanges avec les différents acteurs et bénéficiaires pour l'essentiel ont globalement apprécié le projet. Le consensus général a porté sur les recommandations suivantes :

- ✓ une réalisation très rapidement du projet ;
- ✓ une implication et la formation du conseil communal dans le suivi des activités du projet ;
- ✓ la nécessité de mettre des toilettes publique dans les villages ;
- ✓ la sensibilisation les populations sur la gestion de l'eau ;
- ✓ le recrutement des jeunes de la localité pour la main d'œuvre non qualifiée ;
- ✓ la formation les artisans pour la gestion de l'eau ;
- ✓ la formation des groupements pour l'entretien des équipements ;
- ✓ l'augmentation du nombre de bornes fontaines ;
- ✓ la formation des acteurs notamment le personnel de la mairie et les services départementaux sur la gestion environnementale des projets, etc.

CHAPITRE 1 : INTRODUCTION

Dans le cadre du Projet d'Eau Potable et d'Assainissement en Milieu Rural (PEPA-MR) et pour se conformer aux lois en vigueur au Burkina Faso et aux politiques de sauvegardes de la Banque Afrique de Développement (BAD), le Ministère de l'Eau et de l'Assainissement (MEA) du Burkina Faso, à travers la Direction Générale de l'Eau Potable (DGEP), a requis les prestations d'un Expert pour la réalisation d'une Evaluation d'Impact Environnementale et Sociale dudit projet dans les régions du Centre-Ouest et du Centre-Sud.

En effet ce projet, au regard de son incidence potentielle sur son milieu récepteur, au sens de la réglementation en vigueur au Burkina Faso, est classé Catégorie B et requiert la réalisation d'une Notice d'Impact Environnemental et Social (NIES). Conformément aux règlements en vigueur au Burkina Faso, cette activité est soumise à un avis de faisabilité environnementale et sociale du Ministre en charge de l'environnement sur la base de la réalisation de cette étude.

En outre, conformément aux politiques de sauvegardes du Groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD), le projet est de Catégorie 2 et est donc soumis à la réalisation d'une Evaluation d'Impact Environnemental et Social (ÉIES) assortie d'un Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES).

1.1. Objectifs de la présente étude environnementale et sociale

Selon les Termes de Références (TDR), l'objectif principal de la mission est de produire une NIES. Ce document se présente comme étant un instrument servant à déterminer, à caractériser et à évaluer les impacts environnementaux et sociaux potentiels tant positifs que négatifs associés aux travaux de réalisation et d'exploitation de systèmes d'AEPS des centres de **Zoula, Koukouldi et Bourou** (Province de Sanguié). Outre l'identification et l'évaluation des impacts potentiels, l'étude devra dans un second temps déterminer les mesures de prévention, de suppression, d'atténuation, ou de compensation des impacts négatifs inhérents aux travaux de construction et d'exploitation d'une part, et d'autre part, déterminer les mesures de bonification des impacts positifs tant pendant la phase des travaux qu'au cours de la mise en service des infrastructures. Par ailleurs, elle devra déterminer le cadre de suivi et de surveillance environnementale ainsi que les dispositions institutionnelles à prendre durant la mise en œuvre du projet. Le rapport provisoire de la NIES devra être soumis à une consultation publique. Une synthèse des consultations publiques et les procès-verbaux devront être inclus dans le rapport final.

1.2. Contenu et organisation du rapport

Le présent rapport comporte les sections succinctes suivantes et conforme au canevas type de rapport, suivant le **décret n°2015-1187/PRES-TRANS/PM/MERH/MATD/MME/MS/MARHASA**

/MRA/MICA/MHU/MIDT/MCT du 22 octobre 2015 portant conditions et procédure de réalisation et de validation de l'évaluation environnementale stratégique, l'étude et de la notice d'impact environnementale et sociale, notamment :

- ✓ Un résumé non technique ;
- ✓ Une introduction ;
- ✓ Les objectifs de la présente étude de (NIES/ÉIES/ PGES);
- ✓ Le Contexte, la justification et la description du projet (synthèse des composantes/activités pertinentes) ;
- ✓ Le cadre législatif, juridique et administratif/institutionnel
- ✓ La description de l'environnement du projet (situation initiale des sites, zone d'influence du projet, description succincte du milieu physique, biologique et humain de la ZIP) ;
- ✓ L'analyse des alternatives et solutions de rechange dans le cadre du projet ;
- ✓ L'analyse des impacts environnementaux et sociaux positifs et négatifs potentiels du projet et des interrelations entre les activités du projet et les composantes environnementales et sociales ;
- ✓ L'identification et proposition de mesures d'atténuation, de bonification et initiatives complémentaires ;
- ✓ Les mesures de gestion des impacts résiduels attendus et des risques environnementaux ;
- ✓ L'analyse des impacts sur les différents domaines de l'environnement et la définition des mesures appropriées d'atténuation et de bonification visant à prévenir, minimiser, atténuer ou compenser les risques et impacts négatifs ou à accroître les bénéfices environnementaux et sociaux du projet, incluant les responsabilités, rôles et les coûts associés ;
- ✓ La stratégie de consultations et d'information du publiques, le Plan de Gestion Environnementale et Social incluant les indicateurs, les responsabilités institutionnelles, les coûts associés et le plan de renforcement des capacités institutionnelles, le cas échéant.

1.3. Méthodologie générale d'étude et d'analyse

La démarche méthodologique de l'étude est basée sur une approche intégrée, concertée participative de toutes les catégories d'acteurs impliqués directement ou indirectement pour l'élaboration de la présente NIES dans le cadre de la réalisation et de l'exploitation de systèmes d'AEPS des centres de **Zoula, Koukouldi et Bourou** (Province de Sanguié).

La méthodologie s'articule essentiellement autour des points ci-après :

Une rencontre de recadrage avec la Direction Générale de l'Eau Potable (DGEP) et la Direction Régionale de l'Eau de de l'Assainissement du Centre-Ouest qui a permis de s'accorder sur le contenu des TDR et la mise à la disposition du consultant de l'aide-mémoire, des rapports d'études de faisabilité technique et socio-

économiques du projet de réalisation et d'exploitation de systèmes d'AEPS des différents centres dans la région du Centre-Ouest ;

Une recherche et une analyse documentaire qui a permis de collecter les informations disponibles et portant sur la description du projet, la description des cadres physique et socio-économique de la zone d'étude, le cadre juridique et institutionnel relatif à l'évaluation environnementale et sociale au Burkina Faso notamment le décret N° 2015-1187/PRES-TRANS/PM/ MERH/MATD /MME /MS /MARHASA/MRA/MICA/MHU/MIDT/MCT du 22 octobre 2015, portant conditions et procédures de réalisation et de validation de l'évaluation environnementale stratégique, de l'étude et de la notice d'impact environnemental et social, les Conventions internationales et les Sauvegardes Opérationnelles de la Banque Afrique de Développement ;

Une collecte de données et la consultation publique qui a consisté à rencontrer les différentes parties prenantes au projet. Elle a permis de faire un état de référence du site du projet à travers des observations visuelles, des prises de vue et des coordonnées GPS des limites du site. La collecte des données a consisté à réaliser des rencontres d'échanges et d'informations avec les populations des villages concernés par le projet et des services techniques et à inventorier des espèces ligneuses touchées situés sur les sites des infrastructures. Celle-ci a permis de compléter les informations issues de l'analyse bibliographique, de recueillir des données complémentaires et surtout de discuter des enjeux environnementaux et sociaux des activités du projet avec les populations ;

Une structuration des informations a été réalisée, suivie de leur interprétation et de leur analyse. Ces résultats ont permis de rédiger le rapport de cette étude.

1.3.1. Rencontre avec le maître d'ouvrage

Le Promoteur du projet est le Ministère de l'eau et de l'assainissement, chargé de la mise en oeuvre de la politique de l'eau et de l'assainissement au Burkina Faso. Il est représenté par la Direction Générale de l'Eau Potable (DGEP), comme maître d'ouvrage. Il ambitionne à travers la réalisation des AEPS améliorer durablement les conditions de vie des populations des régions du Centre Ouest. Les objectifs spécifiques sont de : (i) Accroître le taux d'accès à l'eau potable dans la région du Centre Ouest de 70% en 2018 à 80% en 2023 ; (ii) contribuer à faire passer le taux d'accès à l'assainissement dans la région du Centre Ouest de 14,7% en 2018 à 20% en 2023; (iii) augmenter les revenus des femmes et des jeunes des communautés visées par le développement d'activités génératrices de revenus (AGR) et (iv) assurer une gestion durable des infrastructures d'eau potable et d'assainissement.

1.3.2. Participation du public

La participation du public à la planification du projet vise à permettre aux populations concernées et autres acteurs intéressés d'être sensibilisés sur la consistance du projet, ses risques et impacts potentiels et de

recueillir leurs avis et préoccupations sur la réalisation d'un tel projet. Cette approche participative constitue un des piliers de l'acceptabilité sociale d'un projet. Pour ce faire, le consultant, en présence d'un représentant du promoteur à échangé avec les riverains des sites, les Chefs coutumiers, les propriétaires terriens (sites d'implantation des ouvrages et installations), responsables communaux (**Réo, Tenado et Zawara**) et des Comités Villageois de Développement (CVD) des localités cibles (**Zoula, Koukouldi et Bourou**), les services techniques en charge de l'eau et de l'assainissement et en charge de l'environnement. Une liste des acteurs consultés est jointe en annexes.

CHAPITRE 2 : CADRE POLITIQUE, JURIDIQUE ET INSTITUTIONNEL

2.1. Cadre politique

Au Burkina Faso, plusieurs politiques de développement en rapport avec l'environnement et le développement durable ont été adoptées dont quelques-unes peuvent être mises en exergue dans le contexte du présent Projet d'Eau Potable et d'Assainissement en Milieu Rural (PEPA MR).

2.1.1. Plan National de Développement Economique et Social

Le Plan National de Développement Economique et Social (PNDES) couvre la période 2016-2020. L'objectif stratégique 3.5 de ce plan est d'inverser la tendance de la dégradation de l'environnement et d'assurer durablement la gestion des ressources naturelles et environnementales.

L'importance que le PNDES accorde à la gestion durable des ressources forestières et fauniques, à la protection des écosystèmes ainsi qu'à l'amélioration du cadre de vie, impose au projet PEPA MR, le choix d'une approche favorisant la prise en compte des préoccupations environnementales lors de la conception, l'implantation et la mise en service d'adduction d'eau potable simplifiée.

2.1.2. Politique nationale en matière d'environnement

La Politique Nationale en matière d'Environnement (PNE) découle de l'état de l'environnement du Burkina Faso, des problèmes environnementaux, de la nécessaire intégration de la gestion des ressources naturelles à l'économie, de la volonté nationale de lutte contre la pauvreté et des perspectives de développement durable. En outre, elle prend en compte les préoccupations mondiales en matière d'environnement et de développement durable.

Les enjeux de la politique nationale en matière d'environnement sont d'ordre politique, économique, social, éducatif et culturel.

Au titre de la gestion des ressources naturelles, les défis à relever sont entre autres la lutte contre la dégradation des terres, la maîtrise des ressources en eau, l'amélioration de la contribution des ressources naturelles à l'économie nationale, la préservation de la diversité biologique, l'approvisionnement durable en énergie, l'atténuation et l'adaptation des effets des changements climatiques. En ce qui concerne l'amélioration du cadre de vie, les défis à relever couvrent l'assainissement du cadre de vie des populations urbaines et rurales, la promotion des aménagements paysagers, la prévention et gestion des catastrophes. La mise en œuvre du Plan de Gestion Environnementale et Sociale de la NIES du présent projet exploitera les principes directeurs du PNE.

2.1.3. Plan d'Environnement pour le Développement Durable

Le Plan d'Environnement pour le Développement Durable (PEDD) se donne pour objectifs de : (i) relever le niveau de fertilité et de productivité des terres ; (ii) préserver, améliorer et maintenir la qualité et les fonctions

du sol ; (iii) encourager les méthodes de préservation des sols ; (iv) sensibiliser tous les acteurs sur les enjeux liés à cet élément de base de la durabilité des écosystèmes.

Les objectifs poursuivis par le PEDD constituent d'autres matières qui seront prises en compte dans l'élaboration et la mise en œuvre du plan de gestion environnemental et social du projet PEPA MR.

2.1.4. Politique Nationale de Développement Durable au Burkina Faso

Adoptée en 2013, la Politique Nationale de Développement Durable (PNDD) a pour but de définir le cadre global de la mise en œuvre du développement durable au Burkina Faso. Elle définit les orientations générales pour l'élaboration et l'encadrement des politiques sectorielles, des stratégies, plans et programmes de développement, ainsi que la planification et la budgétisation tant au niveau national que décentralisé. Elle fixe les principes et responsabilités de l'intervention de l'administration publique centrale, des collectivités décentralisées, des organisations de la société civile, du privé et des autres acteurs du développement.

La réalisation et la mise en service du projet PEPA MR sont guidées par les principes fondamentaux suivants du PNDD : le principe d'équité et de solidarité sociales, le principe de prise en compte du genre, le principe d'internalisation des coûts, le principe de précaution, le principe de la prévention, le principe d'information et de participation du public, le principe de partenariat, le principe de protection de l'environnement, le principe de redevabilité (ou d'imputabilité), le principe de solidarité nationale, le principe de subsidiarité, Le principe de production et de consommation durables.

En vue de s'assurer que le projet intègre effectivement les principes du développement durable et repose sur les piliers du développement durable, la logique de base décrite dans la figure 1 de la page 47 du PNDD s'appliquera à l'élaboration et la mise en œuvre du projet PEPA MR.

2.1.5. Politique Nationale Genre

L'objectif général de la Politique Nationale Genre (PNG) est de promouvoir un développement participatif et équitable des hommes et des femmes (en leur assurant un accès et un contrôle égal et équitable aux ressources et aux sphères de décision) dans le respect de leurs droits fondamentaux. Les objectifs spécifiques de la PNG sont : (i) promouvoir des droits égaux et des opportunités égales en termes d'accès et de contrôle des services sociaux de base ; (ii) promouvoir un développement économique participatif, un accès et une répartition plus équitables des ressources et des revenus ; (iii) développer une participation égale des hommes et des femmes aux sphères de décision à tous les niveaux ; (iv) promouvoir l'institutionnalisation du genre dans tous les domaines; (v) promouvoir un partenariat dynamique pour le genre et le développement ; (vi) développer les mécanismes d'information et de sensibilisation en direction de tous les acteurs pour un changement de comportement et de mentalité en faveur de l'équité et de l'égalité dans les rapports homme- femme.

Au regard des objectifs et des principes de la PNG, le projet PEPA MR doit intégrer autant que possible des actions en faveur de la promotion de la femme et des personnes vivant avec un handicap. Notamment

en essayant, tant que possible, de respecter l'égalité homme/femme dans le recrutement de la main d'œuvre et en réalisant des infrastructures adaptées aux personnes handicapées.

2.1.6. Politique Nationale en matière de Gestion des Ressources en Eau

La mise en valeur des ressources en eau comporte deux aspects prioritaires : (i) la gestion intégrée de la ressource ; (ii) la mobilisation de l'eau pour satisfaire les besoins de la population et de l'agriculture.

En matière de gestion des ressources en eau, le Burkina Faso s'est engagé dans un processus intégré comportant une politique nationale de l'eau et un plan d'action organisé en différents domaines d'intervention, dont ceux relatifs : (i) au développement d'un système national d'information sur l'eau (SINEau) pour mettre à la disposition de tous les utilisateurs les données indispensables à la prise de décision ; (ii) à la recherche & développement ; (iii) aux mesures d'urgence pour restaurer les milieux.

Le projet PEPA MR veillera à ce que les travaux de réalisation d'ouvrages d'AEPS et assainissement ne puissent pas porter atteinte à la qualité des eaux de surface.

2.1.7. Politique Nationale de Jeunesse

Les autorités burkinabè situent la promotion de la jeunesse dans le cadre général de la dynamique du développement durable et participatif. Cette promotion revêt une dimension économique, sociale, culturelle et politique ; elle est source de progrès, de stabilité politique et de paix. C'est pourquoi, en vue d'intégrer la dimension jeunesse dans tous les projets et programmes de développement et de « susciter la participation consciente de la jeunesse burkinabè à la construction d'une nation unie et prospère », la Politique Nationale de la Jeunesse (PNJ) a été adoptée en août 2008. L'objectif n°12 de la PNJ est de mettre en œuvre des mécanismes capables d'éliminer la pauvreté et de créer un environnement favorable à la valorisation des potentialités des jeunes. L'une des stratégies pour l'atteinte de cet objectif est d'éliminer sur le marché d'emploi toutes les formes de discrimination. C'est pourquoi, l'Objectif n°12 de la PNJ sera internalisé dans le projet PEPA MR tout en accordant une attention particulière à la promotion de la lutte contre la discrimination dans les recrutements du personnel lors des phases de préparation, des travaux de réalisation d'ouvrages d'AEPS et assainissement et de mise en service. De même, l'objectif spécifique n°15 de la PNJ est de sensibiliser les jeunes à l'exploitation rationnelle de la ressource en eau.

Le projet PEPA MR s'insère parfaitement dans les stratégies visant à atteindre l'objectif n°15 de la PNJ.

2.1.8. Politique Nationale du Travail

La Politique nationale du travail (PNT), vise à faire du Burkina Faso un pays émergent, garantissant un niveau de compétitivité très élevé à l'ensemble des entreprises et un travail décent à tous les actifs, grâce au fonctionnement harmonieux du marché du travail à l'horizon 2020. La PNT s'organise autour de deux (02) grandes orientations stratégiques : (i) l'amélioration de la gouvernance du marché du travail, (ii) la promotion de meilleures conditions de travail. Ainsi, elle a pour objectif général d'améliorer les

conditions de travail et la gouvernance du marché du travail en vue d'accroître l'efficacité du marché du travail aux plans économique et social.

Le projet PEPA MR est concerné par cette politique au regard de la nécessité lors des phases d'exécution (préparation, travaux de réalisation d'ouvrages d'AEPS et assainissement, mise en service), de promouvoir la protection sociale, la sécurité et santé au travail ainsi que l'équité-genre en milieu de travail.

2.1.9. Politique Nationale de l'Emploi

La formulation d'une Politique Nationale de l'Emploi (PNE) s'inscrit dans la continuité des efforts du Gouvernement à lutter contre la pauvreté, à promouvoir le développement économique partagé et le progrès social continu. L'approche retenue est celle d'une intervention globale et active visant à agir, de façon systématique et volontaire, sur tous les déterminants et facteurs qui conditionnent, directement ou indirectement, l'emploi.

Le projet est concerné par cette politique au regard de la nécessité lors des phases d'exécution (préparation, travaux de réalisation d'ouvrages d'AEPS et assainissement, mise en service), de promouvoir l'équité dans l'accès à l'emploi.

2.1.10. Politique Nationale d'Hygiène Publique

La Politique Nationale d'Hygiène Publique (PNHP) a été adoptée en mars 2003. Elle vise la prévention des maladies et des intoxications ainsi que l'amélioration du confort et de la joie de vivre. La stratégie du sous-secteur assainissement dont les objectifs visent la sauvegarde des milieux naturel et humain, la prévention de la détérioration des milieux et de la protection des espèces vivantes et des biens, va en droite ligne des objectifs du PNHP.

Le projet PEPA MR est concerné par le PNHP car il est soumis à certaines exigences comme la salubrité des réseaux AEPS, la lutte contre la défécation à l'air libre de son personnel ainsi que l'hygiène de l'eau et des denrées alimentaires qui seront consommées par le personnel travaillant lors de la réalisation d'ouvrages d'AEPS et assainissement et par le personnel affecté aux activités de mise en service du PEPA MR.

2.1.11. Politique Nationale sur les Zones Humides

Afin de se doter d'un outil d'orientation à la planification et à la gestion efficace des zones humides, le Burkina Faso a élaboré la Politique Nationale sur les Zones Humides (PNZH). En rappel, la vision énoncée dans la PNZH s'énonce comme suit : *"A l'horizon 2025, les écosystèmes des zones humides et leur périphérie sont des espaces conservés, viables et durablement gérés afin de fournir des biens et services nécessaires à la lutte contre la pauvreté aux niveaux local et national, et de contribuer à la conservation de la diversité biologique mondiale"*.

Conformément à cette vision, le projet PEPA MR ambitionne de veiller à préserver les écosystèmes des zones humides et leurs périphéries traversées par les réseaux AEPS.

2.1.12. Politique Forestière Nationale

La Politique Forestière Nationale (PFN), adoptée en février 1998, se définit comme étant le reflet global des objectifs qu'elle poursuit, des options qu'elle prend en compte, de la stratégie et des approches opérationnelles qui sous-tendent les activités programmées. Pour toutes les interventions prévues au titre de cette politique, la stratégie adoptée est articulée autour des approches suivantes : l'approche participative, l'approche programme, l'approche gestion de terroirs, l'approche par zone écologique. Cette dernière approche privilégie l'objectif de conservation du capital cynégétique, combiné avec l'accroissement numérique des populations, la diversification d'espèces qui jadis ont existé dans les zones cynégétiques et à une meilleure protection de leur habitat. C'est pourquoi le projet PEPA MR entend favoriser la conservation du capital cynégétique. Par ailleurs, l'élaboration du Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) de la NIES du présent projet est imprégnée entre autres des principes d'action du PNE. La mise en œuvre du PGES exploitera également ces principes.

2.1.13. Politique Nationale de Sécurisation Foncière en Milieu Rural

Les orientations de la Politique Nationale de Sécurisation Foncière en Milieu Rural (PNSFMR) définissent les directions dans lesquelles doit être déployée l'action publique pour apporter des réponses appropriées à la sécurisation foncière de l'ensemble des acteurs ruraux. Les six orientations principales ci-après sont retenues : (i) reconnaître et protéger les droits légitimes de l'ensemble des acteurs ruraux sur la terre et les ressources naturelles; (ii) promouvoir et accompagner le développement d'institutions locales légitimes à la base; (iii) clarifier le cadre institutionnel de gestion des conflits au niveau local et améliorer l'efficacité des instances locales de résolution des conflits; (iv) améliorer la gestion de l'espace rural; (v) mettre en place un cadre institutionnel cohérent de gestion du foncier rural; (vi) renforcer les capacités des services de l'Etat, des collectivités territoriales et de la société civile en matière foncière. La reconnaissance et la protection des droits fonciers de l'ensemble des acteurs ruraux seront obtenues dans le cadre de la mise en œuvre du PNSFMR à travers la réalisation des quatre (04) axes ci-après : (i) reconnaître les droits fonciers locaux des producteurs et productrices ruraux; (ii) reconnaître la maîtrise locale des communautés villageoises et inter villageoises sur les ressources communes de leur terroir; (iii) reconnaître les droits fonciers de l'Etat, des collectivités territoriales et des particuliers; (iv) assurer la sécurisation foncière des «nouveaux acteurs» et du Privé.

2.1.14. Politique Nationale d'Aménagement du Territoire

La Politique nationale d'aménagement du territoire a été adoptée suite au décret n° 2006-362/PRES/PM/MEDEV/MATD/MFD/MAHRH/MID/MECV en tant que texte d'orientation des études d'aménagement et des acteurs agissant sur le terrain. Elle vise à traduire les orientations stratégiques contenues dans l'étude nationale prospective 2025. La politique a trois orientations :

- le développement harmonieux et intégré des activités économiques sur le territoire;
- l'intégration sociale ;

- la gestion durable du milieu naturel basée sur la sécurité foncière, la réhabilitation et la restauration des ressources naturelles dégradées.

2.1.15. Stratégie nationale de gestion du service public de l'eau potable en milieu rural

Le Burkina Faso, dispose d'un Programme National d'Approvisionnement en Eau Potable (PN-AEP) à l'horizon 2030 qui fédère l'ensemble des interventions dans le sous-secteur de l'eau potable. Pour sa mise en œuvre, trois actions ont été définies. Ce sont : i) Action 1 : Assurer un accès universel des populations aux services d'eau potable conformément à l'approche fondée sur les droits humains (AFDH) ; ii) Action 2 : Contribuer à la gestion durable des infrastructures d'AEP, dans le respect de l'accès universel au service de l'eau potable ; iii) action 3 : Améliorer les capacités de pilotage et de gestion du sous-secteur.

C'est dans l'optique de contribuer à l'atteinte de l'action n°2 du PN AEP que la Stratégie nationale de gestion du service public de l'eau potable en milieu rural a été élaborée.

2.1.16. Politiques du cadre communautaire

La politique nationale en matière d'environnement s'intègre d'une part dans un cadre communautaire sous-régional (UEMOA, CEDEAO) et d'autre part, dans les politiques d'intégration du CILSS, de la CEN-SAD, du Liptako Gourma et de l'Union Africaine (Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique).

2.2. Cadre institutionnel

Le cadre institutionnel concerne les différentes structures publiques et privés qui ont des actions de préservation de l'environnement en lien avec ce projet PEPA MR.

Si la coordination globale des questions environnementales est ainsi assurée par le département en charge de l'environnement, de multiples autres départements disposent de charges spécifiques se rapportant à l'application et au respect de la législation en matière d'environnement et, dans une forme plus extensive, en matière d'études environnementales et sociales.

Ministère de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique

Le Ministère de l'Environnement de l'Economie Verte et du Changement Climatique (MEEVCC) est le garant institutionnel en charge de l'environnement au Burkina Faso. Il assure la mise en œuvre et le suivi de la politique du Gouvernement en matière d'environnement, de l'économie verte et du changement climatique. Il définit et met en œuvre la politique de l'Etat en matière d'environnement, élabore les textes législatifs et suit leur application. Il contrôle la réglementation sur l'environnement, la radioprotection, la sûreté nucléaire, l'économie verte et les changements climatiques et fait la promotion de la recherche en matière d'environnement. Selon l'article 11 de la loi N°006-2013/AN du 02 avril 2013, portant Code de

l'environnement au Burkina Faso « Le Ministère chargé de l'environnement est le garant de la coordination institutionnelle de la qualité de l'environnement au Burkina Faso ».

Conformément aux règles de gestion de l'administration, le MEEVCC dispose de structures et unités administratives, notamment des directions centrales et rattachées et des structures déconcentrées que sont les directions régionales et provinciales.

Les Directions Régionales et Provinciales de l'Environnement de l'Economie Verte et du Changement Climatique mettent en œuvre la politique du ministère en matière d'environnement, de forêts, de faune, d'économie verte et de changement climatique respectivement dans les régions et dans les provinces. A ce titre, elles sont chargées entre autres d'assurer l'application des textes en matière d'environnement, de forêts, de faune, d'économie verte et de changement climatique. Ainsi, au niveau régional et provincial, le projet travaillera en prenant en compte si possible, les appréciations, observations et suggestions relatives aux aspects environnementaux des directions régionales et provinciales du MEEVCC.

Structure rattachée au Ministère de l'environnement de l'Economie Verte et du Changement Climatique, le Bureau National des Évaluations Environnementales (BUNEE) a pour mandat de promouvoir, encadrer et gérer tout le processus d'évaluation environnementale du pays. Il a pour missions la coordination de la mise en œuvre, du suivi et de la promotion de la politique nationale en matière d'évaluation et d'inspection environnementale. A ce titre, le processus de validation du présent rapport et l'obtention de l'avis motivé relèvent de sa compétence.

En outre, la Direction Générale de la Préservation de l'Environnement MEEVCC, de par ses missions de suivi de la politique nationale en matière d'amélioration du cadre de vie, et de lutte contre les pollutions et les nuisances diverses peut être impliquée dans le cadre de la mise en œuvre de ce projet.

Par ailleurs, l'Autorité Nationale de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire (ARSN), de par sa mission principale de veiller à la protection des hommes, des biens et de l'environnement contre les effets néfastes des expositions aux rayonnements ionisants et non ionisants, peut être interpellée par le Projet.

Ministère de l'Eau et de l'Assainissement

Le Ministère de l'Eau et de l'Assainissement assure la mise en œuvre et le suivi de la politique du Gouvernement en matière d'eau et d'assainissement.

Il est chargé entre autres :

- de l'élaboration, de la mise en œuvre et du suivi des politiques et stratégies nationale en matière d'eau ;
- de l'élaboration et de la mise en œuvre des stratégies de développement, de mobilisation et de gestion des ressources en eaux ;
- de l'élaboration et du contrôle de la législation en matière d'eau ;
- du suivi et du contrôle et du contrôle de la qualité des ressources en eau ;

- de la capitalisation et de l'harmonisation de l'ensemble des données et informations nécessaires au suivi et à la mise en œuvre de la politique nationale de de la fourniture d'eau potable aux populations ;
- de la prise en compte des études et notices d'impact environnementales et sociales.
- de l'élaboration, de la mise en œuvre et du suivi des politiques et stratégies nationale en matière d'assainissement des eaux usées et excréta ;
- de l'appui à l'élaboration de la réglementation et de la législation des ouvrages d'assainissement des eaux usées et excréta ;
- de la promotion de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) ;
- de l'élaboration de la mise en œuvre et du suivi évaluation des programmes de développement relatif à la GIRE ;
- du renforcement des cadres institutionnelle et juridique favorable à la mise en œuvre de la GIRE ;
- de l'élaboration et de la mise en œuvre des Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SDAGE) et des Schémas d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SAGE) ;
- de la protection et de la restauration des ressources en eau et des systèmes aquatiques.

Ministère de la Santé

Le projet PEPA MR va se conformer aux textes de lois élaborés par ce département ministériel, dont les attributions sont entre autres : (i) la réglementation et le contrôle de la médecine du travail ; (ii) la promotion de l'hygiène publique, la prévention et la lutte contre les épidémies et les endémies.

Le présent projet sera très regardant vis à vis des textes réglementant la santé des travailleurs, suite à l'acceptation du présent rapport d'étude d'impact environnemental et social.

Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale

Le Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale (MFPTPS) assure la mise en œuvre et le suivi de la politique du Gouvernement en matière de fonction publique, de travail, de relations professionnelles et de protection sociale. En matière de travail, le ministère est chargé entre autres : (i) de la promotion de la réinsertion des travailleurs ayant perdu leur emploi ; (ii) du suivi de l'application des normes internationales du travail ; (iii) de la lutte contre le travail des enfants et de ses pires formes, etc. En matière de protection sociale, le ministère est chargé entre autres de l'élaboration et du contrôle de l'application des lois, normes et règlements en matière de sécurité sociale, de mutualité, de santé et sécurité au travail et d'hygiène professionnelle.

Pour le cas particulier du présent projet, il s'agit surtout des travaux de génie civil (préparation, travaux de réalisation d'ouvrages d'AEPS et assainissement), d'installation des équipements, de mise en service des équipements, de mise en service du centre de gestion du réseau, et du fonctionnement de l'ensemble des opérations.

En tant que projet qui mobilise du personnel, le PEPA MR s'engage à respecter scrupuleusement les lois et les règlements (éditées par et/ou produites sous l'égide de ce département ministériel) en lien avec son domaine d'intervention.

Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation

C'est le ministère de tutelle des organes de la décentralisation et des questions d'aménagement (Gouvernorats des Régions, Hauts commissariats, Préfectures, Mairies des Communes). Il est chargé d'assurer la mise en œuvre et le suivi de la politique du Gouvernement en matière de décentralisation. Au regard des zones d'implantation du projet, ce ministère a toute compétence à travers les gouvernorats des régions, les hauts commissariats, les préfectures, les mairies, de faciliter la participation et l'implication des acteurs dans la mise en œuvre du projet.

Ministère de la Jeunesse de la Formation et de l'Insertion Professionnelle

Le MJFIP assure la mise en œuvre et le suivi de la politique du Gouvernement en matière de jeunesse, de formation professionnelle et d'emploi.

Le projet PEPA MR constitue une opportunité pour le Gouvernement de créer des emplois. Le projet contribue davantage à la promotion de l'auto emploi, allant dans le sens de ce département ministériel.

Au niveau local et des communautés de base

Les acteurs au niveau des communautés de base qui interviennent dans la gestion de l'environnement comprennent principalement, les conseils municipaux notamment les commissions environnement et développement local des conseils municipaux, les Conseils Villageois de Développement (CVD), les Organisations Non gouvernementales (ONG), les associations, les organisations professionnelles de producteurs et les organisations spécifiques, notamment les Groupements de Gestion Forestière (GGF), les Comités de Gestion des Feux (CGF).

2.3. Cadre juridique

2.3.1. Constitution du 02 Juin 1991

La Constitution du 02 juin 1991 accorde une place prépondérante à l'environnement. En effet, elle dispose :

- « ...les richesses et les ressources naturelles appartiennent au peuple. Elles sont utilisées pour l'amélioration de ses conditions de vie... » (article 14) ;
- «... le droit à un environnement sain est reconnu, la protection, la défense et la promotion de l'environnement sont un devoir pour tous... » (article 29) ;
- «... tout citoyen a le droit d'initier une action ou adhérer à une action collective sous forme de pétition contre les actes, lésant le patrimoine public, lésant les intérêts des communautés sociales, portant atteinte à l'environnement ou au patrimoine culturel ou historique...» (article 30) ;

- «... la loi détermine les principes fondamentaux de la protection et de la promotion de l'environnement... » (article 101).

La constitution comprend également des dispositions en matière de droits sociaux, économiques et culturels, notamment (i) l'égalité des sexes et la lutte contre la discrimination en matière de genre et (ii) les droits de la jeunesse et les populations ayant des besoins spéciaux en vertu des articles 18 de la Constitution.

2.3.2. Code de l'environnement

Le code de l'environnement du Burkina Faso est défini par la *loi N°006-2013/AN du 02 avril 2013*. L'article 25 stipule que les activités susceptibles d'avoir des incidences significatives sur l'environnement sont soumises à l'avis préalable du ministre chargé de l'environnement. Cet avis est établi sur la base d'une Évaluation environnementale stratégique (EES), d'une Etude d'impact sur l'environnement (EIE) ou d'une Notice d'impact sur l'environnement (NIE). Il ressort de l'article 26 que « *L'Évaluation environnementale stratégique, l'Etude et la Notice d'Impact sur l'Environnement s'inscrivent à l'intérieur d'un processus décisionnel. Elles contribuent à établir la faisabilité des projets au même titre que les études techniques, économiques et financières* ». L'article 27 dispose : « *L'Etude d'Impact sur l'Environnement est complétée par une enquête publique dont le but est de recueillir les avis des parties concernées par rapport à l'Etude d'impact sur l'environnement qui est présentée.....* ».

La conception et la gestion des infrastructures doivent intégrer les aspects de santé et sécurité. Les infrastructures sont construites et entretenues dans des conditions qui préservent la sécurité et la santé publique, précise l'article 99 du code. Les différentes interventions de développement soumises à évaluation environnementale sont mentionnées dans le même code où l'article 29 mentionne que « *la liste des activités, des plans, programmes et politiques soumis à évaluation environnementale est établie par décret pris en Conseil des ministres sur proposition du ministre en charge de l'environnement* ». L'article 31 d'ajouter que tout promoteur de projet soumis à évaluation environnementale doit recourir à une expertise agréée de son choix en vue de la réalisation des études y afférentes. « *Les frais inhérents à la réalisation de l'évaluation environnementale sont à la charge du promoteur* », indique le code en son article 32.

Le code dispose d'une section relative à l'assainissement du cadre de vie dont les articles 48, 49, 51, 52, 58 et 70 portant sur les mesures sur les déchets intéressent le présent projet. Concernant par exemple la détention ou l'abandon des substances ou des matières, l'article 48 en donne la précision : « *Il est interdit de détenir ou d'abandonner des substances ou des matières dans des conditions susceptibles d'avoir des effets négatifs sur : l'homme, la faune, le sol ou la flore, l'esthétique des sites et des paysages, l'air et l'eau. Il en est de même lorsque ces substances ou matières engendrent des odeurs incommodantes pour le voisinage ou portent atteinte à la sécurité et à la santé publique.*

Toute personne dont l'activité génère ou qui détient de telles substances ou matières est tenue de les éliminer dans des conditions permettant d'éviter les inconvénients conformément à la présente loi ». La récupération des déchets est traitée dans l'article 49 qui mentionne qu'il est fait obligation à tout

producteur, importateur, distributeur et transporteur de récupérer les déchets engendrés par les matières ou les produits qu'ils produisent ou écoulent.

Les autorités compétentes les obligent à éliminer ces déchets ou à participer à des systèmes de récupération et d'élimination des déchets provenant d'autres produits identiques ou similaires. Tout refus d'obtempérer aux instructions de l'administration entraîne la suspension des activités du contrevenant sans préjudice des poursuites pénales.

La responsabilité des dommages causés par les tiers du fait de la pollution par les déchets est abordée à l'article 70 du code de l'environnement.

La réalisation du projet PEPA MR est régie par ce code et ne saurait se soustraire de ces exigences.

2.3.3. Code forestier

Le Code Forestier défini par *la loi n°003-2011/AN du 05 Avril 2011* a été promulgué par le *décret N°2011-346/PRES/ du 10 juin 2011*. Il a pour objet de fixer les principes fondamentaux de gestion durable et de valorisation des ressources forestières, fauniques et halieutiques.

Un des principes majeurs est : la participation et la responsabilisation effective des collectivités territoriales dans la conception, l'exécution, le suivi et l'évaluation des projets dont la mise en œuvre engendre des impacts négatifs sur les ressources naturelles.

Le contenu des articles 20, 21 et 22, permet aux différents acteurs de développement d'appréhender les composants du domaine forestier des collectivités territoriales. L'article 41 précise que les forêts sont protégées contre toutes formes de dégradation et de destruction, qu'elles soient naturelles ou provoquées. Dans cette même optique, l'article 42 mentionne que la protection des forêts incombe à l'Etat, aux collectivités territoriales, aux communautés villageoises riveraines et aux personnes physiques ou morales de droit privé. Il ressort de l'article 44 certaines espèces forestières, en raison de leur intérêt ethnobotanique spécifique ou des risques de disparition qui les menacent, bénéficient de mesures de protection particulière.

Selon l'article 48, toute réalisation de grands travaux entraînant un défrichement est soumise à une autorisation préalable sur la base d'une Etude d'Impact sur l'Environnement et l'article 49 mentionne que quel que soit le régime des forêts en cause, le Ministre chargé des forêts peut par arrêté déterminer les zones soustraites à tout défrichement en considération de leur importance particulière pour le maintien de l'équilibre écologique.

Les travaux projetés devront respecter au mieux les dispositions mentionnées dans cette loi.

2.3.4. Code de santé publique

Le Code de la Santé Publique comporte 326 articles répartis en 5 livres dont les 2 premiers, "dispositions générales" et "protection générale et promotion de la santé publique" intéressent le présent projet. Dans ses principes fondamentaux, ce code, en son Article 1, définit les droits et les devoirs inhérents à la protection et à la promotion de la santé de la population. A l'article 3, il est défini la promotion et la protection de la santé de l'individu, de la famille et de la collectivité par l'amélioration des conditions de

vie et de travail et la promotion de la salubrité de l'environnement. Par ailleurs, le code traite de plusieurs autres matières dans le domaine de l'environnement dont la pollution atmosphérique, les déchets toxiques et les bruits et nuisances diverses ainsi que les sanctions encourues pour non-respect des dispositions réglementaires en vigueur. Concernant la pollution atmosphérique, l'article 16 en donne la définition, tandis que l'Article 18 fixe les sanctions pour toute personne qui, par son action, pollue l'air, l'atmosphère et l'environnement. Ainsi (Article 16), on entend par pollution atmosphérique la présence dans l'air et dans l'atmosphère de fumées, poussières ou gaz toxiques, corrosifs, odorants ou radioactifs dus au hasard de la nature ou au fait de l'homme et susceptibles de porter atteinte à l'hygiène de l'environnement et à la santé de la population. Quant aux bruits et nuisances, ils sont traités par les Articles 26, 27 et 28 qui mentionne par exemple dans l'Article 27 que les mesures de prévention et de lutte contre le bruit et autres nuisances doivent être observées dans les locaux à usage d'habitation, sur les lieux de travail et dans les artères des agglomérations.

La mise en œuvre du projet prendra en compte les dispositions de ce code.

2.3.5. Code de l'hygiène publique

La loi n°0022-2005/AN du 24 mai 2005, portant code de l'hygiène publique au Burkina Faso, dans son article 3 mentionne que : « toute personne physique ou morale qui produit ou détient des déchets, dans des conditions de nature à produire des effets nocifs sur le sol, la flore ou la faune, à dégrader les paysages, à polluer l'air ou les eaux, à engendrer des bruits ou des odeurs et d'une façon générale à porter atteinte à la santé de l'homme, de l'animal et à l'environnement est tenue d'en assurer ou d'en faire assurer l'élimination conformément aux dispositions de la présente loi dans les conditions propres à éviter lesdits effets ».

Quant à l'article 106, il responsabilise les communes en mentionnant que : « chaque collectivité décentralisée est tenue de mettre en place un système de traitement de ses déchets industriels ou commerciaux dangereux. Les conditions techniques du système de traitement sont fixées par voie réglementaire ». Outre, l'article 124 précise que : « Les émissions sonores des véhicules et autres engins à moteur doivent être conformes à la réglementation en vigueur ».

L'hygiène constituant un paramètre indispensable pour le bien-être des populations, le projet prend en compte les dispositions qui se trouvent dans le Code de l'hygiène publique.

2.3.6. Loi n°028-2008/An portant code du travail au Burkina Faso

La loi n°028-2008/AN portant code du travail au Burkina Faso, dans son article 4 stipule que : « Toute discrimination en matière d'emploi et de profession est interdite..... ». D'autres articles du code du travail qui réglementent le travail au Burkina Faso intéressent le présent projet. Il s'agit notamment de :

- l'article 37 qui souligne que le harcèlement sexuel dans le cadre du travail est interdit. Le harcèlement sexuel entre collègues, fournisseurs ou clients rencontrés dans le cadre du travail est également interdit. Le harcèlement sexuel consiste à obtenir d'autrui par ordre, parole, intimidation, acte, geste, menace ou contrainte, des faveurs de nature sexuelle ;

- l'article 38 qui stipule que l'employeur doit s'interdire toute discrimination de quelque nature que ce soit en matière d'accès à l'emploi, de conditions de travail, de formation professionnelle, de maintien dans l'emploi ou de licenciement, notamment par rapport au statut sérologique de l'infection à VIH réel ou apparent.
- l'article 40 qui indique que les personnes handicapées, ne pouvant être occupées dans les conditions normales de travail, bénéficient d'emplois adaptés ou, en cas de besoin, d'ateliers protégés ;
- l'article 142 qui précise que la femme travailleuse ne peut être affectée à des travaux susceptibles de porter atteinte à sa capacité de reproduction ou, dans le cas d'une femme en état de grossesse, à sa santé ou à celle de l'enfant ;
- l'article 143 qui stipule qu'une femme employée habituellement à un poste de travail reconnu par l'autorité compétente comme dangereux pour la santé a le droit, lorsqu'elle est enceinte, d'être mutée sans réduction de salaire à un autre poste de travail non préjudiciable à son état ;
- l'article 236 qui mentionne que le chef d'établissement prend toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des travailleurs de l'établissement y compris les travailleurs temporaires, les apprentis et les stagiaires ;
Il doit notamment prendre les mesures nécessaires pour que les lieux de travail, les machines, les matériels, les substances et les procédés de travail placés sous son contrôle ne présentent pas de risques pour la santé et la sécurité des travailleurs ;
- l'article 240 qui précise que toute machine, tout matériel ou équipement dont une défectuosité est susceptible d'occasionner un accident, doit faire l'objet d'une vérification au moins une fois par trimestre. Le résultat des vérifications est consigné sur un registre dit registre de sécurité ouvert par l'employeur et tenu constamment à la disposition de l'inspecteur du travail ;
- l'article 242 qui montre que les travailleurs doivent être informés et instruits de manière complète et compréhensible des risques professionnels existant sur les lieux de travail et recevoir des instructions adéquates relatives aux moyens disponibles et la conduite à tenir pour les prévenir. A ce titre, l'employeur doit leur assurer une formation générale minimale en matière de sécurité et de santé au travail ;
- l'article 243 qui mentionne que tout employeur doit organiser une formation pratique et appropriée en matière de sécurité et de santé au travail au profit des travailleurs nouvellement embauchés, de ceux qui changent de poste de travail ou de technique de travail et de ceux qui reprennent leur activité après un arrêt de travail d'une durée de plus de six mois ;
- l'article 244 qui notifie que dans les ateliers ou chantiers où travaillent en permanence plus de vingt-cinq personnes, deux ou trois personnes doivent recevoir la formation nécessaire pour administrer les soins de premiers secours ;

- L'article 246 ajoute que l'employeur est tenu de déclarer à l'institution de sécurité sociale et à l'inspection du travail du ressort, dans un délai de deux jours ouvrables, tout accident du travail survenu ou toute maladie professionnelle constatée dans l'entreprise.

2.3.7. Code général des collectivités territoriales

La loi n°055-2004/AN du 21 décembre 2004 portant Code Général des Collectivités Territoriales au Burkina Faso stipule que les collectivités territoriales disposent d'un domaine foncier propre, constitué par les parties du domaine foncier national cédées à titre de propriété par l'Etat.

L'article 84 mentionne que l'aménagement et la gestion du domaine foncier transféré incombent aux communes sur l'autorisation préalable de la tutelle. Les compétences spécifiques reçues par les communes sont précisées à l'article 90 du même code en matière d'environnement et de gestion des ressources naturelles. Il s'agit notamment de la :

- gestion de la zone de production aménagée par la commune rurale ;
- participation à la gestion de la zone de production aménagée par d'autres personnes morales, sur le territoire de la commune ;
- création de zones de conservation ;
- participation à la protection et à la gestion des ressources naturelles, de la faune sauvage, des ressources en eau et des ressources halieutiques situées sur le territoire de la commune.

Les différents articles mentionnés attestent que la gestion du foncier au niveau communal relève de l'autorité de ces élus.

Par conséquent la planification, la conception et la mise en œuvre du plan de gestion environnementale et sociale du projet prendra en compte les appréciations, observations, suggestions, recommandations et contre-propositions formulées par des agents communaux, des élus locaux ou par toute personne physique ou morale intervenant au niveau local et dont l'implication est jugée indispensable.

2.3.8. Réorganisation agraire et foncière

La Loi N°034-2012/AN du 02/07/2012 portant Réorganisation Agraire et Foncière au Burkina Faso régit à travers certains de ses articles la gestion du domaine foncier. Il s'agit notamment de :

- l'article 89 qui stipule que l'Etat et les collectivités territoriales peuvent acquérir des terrains à but d'aménagement, par les procédures d'expropriation pour cause d'utilité publique ou par l'exercice du droit de préemption ;
- l'article 93 qui souligne que préalablement à tout aménagement rural, à l'évaluation des potentialités et des contraintes des zones concernées, le ministère en charge de l'environnement veille à la réalisation d'une étude ou notice d'impact sur l'environnement ;
- l'article 96 qui précise que la gestion du domaine foncier de l'Etat est soumise soit aux règles de droit public, soit aux règles de droit privé ;
- l'article 127 qui souligne que toute occupation sans titre des terres du domaine privé de l'Etat est interdite et le déguerpissement ne donne lieu ni à recasement ni à indemnisation ;

-l'article 323 qui précise que l'indemnité d'expropriation est établie sur les bases et les règles suivantes :

- l'indemnité est fixée d'après la consistance des biens à la date du procès-verbal de constat ou d'évaluation des investissements ;
- l'indemnité d'expropriation est fixée en tenant compte dans chaque cas du préjudice matériel et moral ;
- elle ne doit porter que sur le dommage actuel et certain directement causé par l'expropriation.

-l'article 328, à son paragraphe 2 précise que l'acte déclaratif d'utilité publique arrête, si l'importance de l'opération le justifie, un programme de réinstallation provisoire ou définitive de la population dont la réalisation du projet doit entraîner le déplacement ;

-l'article 329 formule que l'indemnité de retrait est établie en tenant compte du préjudice matériel et moral. Elle ne comprend pas la valeur marchande des matériaux récupérables ni celles des cultures non pérennes lorsqu'il est laissé la possibilité à l'intéressé (e) de faire la récolte.

L'indemnité peut, en exécution d'un programme ou d'un projet, être affectée à la réinstallation de son bénéficiaire.

2.3.9. Loi N°034-2009/AN du 16 juin 2009 portant Régime foncier rural

L'article 2 de la loi précise qu'elle s'applique aux terres rurales situées à l'intérieur des limites administrative des communes y compris les terres des villages rattachés aux communes urbaines et destinées aux activités de production et de conservation.

L'article 5 dispose que les terres rurales sont réparties dans les catégories ci-après :

- domaine foncier rural de l'Etat ;
- domaine foncier rural des collectivités territoriales ;
- domaine foncier rural des particuliers.

L'article 6 précise que la possession foncière rurale est le pouvoir de fait légitime exercé sur une terre rurale en référence aux us et coutumes foncières locaux et l'article 34 complète que la possession foncière rurale peut être exercée à titre individuel ou collectif.

La loi 034-2009 portant régime foncier rural définit les chartes foncières locales comme « *des conventions locales inspirées des coutumes, pratiques ou usages fonciers locaux, élaborées au niveau local et visant, dans le cadre de l'application de la présente loi, à prendre en considération la diversité des contextes écologiques, économiques, sociaux et culturels en milieu rural* » (art.6).

Les chartes foncières locales contiennent quatre rubriques (art.13). Les modalités d'accès et d'utilisation de la terre rurale précisent la nature des droits fonciers accordés à chaque usager (temporaire, permanent) et l'ensemble des usages fonciers locaux (héritage, prêt, cession, location, vente).

Ces textes législatifs et réglementaires mettent en exergue l'engagement de chaque ministère en matière de développement durable plus précisément la nécessité de la prise en compte de l'environnement lors de l'exécution des projets ou programmes.

2.3.10. Loi n°017-2014/AN portant interdiction de la production, de l'importation, de la commercialisation et de la distribution des emballages et sachets plastiques non biodégradables

Cette loi vise à : (i) éliminer la propagation dans le milieu naturel, des déchets plastiques générés par l'utilisation non rationnelle des emballages et sachets plastiques non biodégradables; (ii) protéger davantage la santé et l'hygiène publiques ;(iii) préserver la qualité des sols, des eaux et de l'air; (iv) assainir le cadre de vie des populations; (v) promouvoir l'utilisation des emballages et sachets plastiques biodégradables. La loi s'applique entre autres à toute personne physique ou morale qui exerce une activité commerciale, industrielle, artisanale ou professionnelle nécessitant l'utilisation des emballages et sachets plastiques. « Sont interdites, toute production, importation, commercialisation et distribution des emballages et sachets plastiques non biodégradables sur le territoire national. », précise l'article 5 de la loi et l'article 6 d'ajouter : « Sont interdits également :

-tout abandon d'emballages ou de sachets plastiques dans le milieu naturel, les voies publiques ou dans des lieux autres que les décharges prévues par les autorités publiques compétentes ;

-tout déversement, tout rejet des emballages et sachets plastiques dans les rues et autres lieux publics, en milieu urbain et rural, dans les infrastructures des réseaux d'assainissement, sur les arbres, dans les cours et plans d'eau et sur leurs abords ;

-tout dépôt de produits solides ou liquides conditionnés dans des emballages et sachets plastiques sur le domaine public, y compris dans les eaux intérieures ;

-toute immersion de produits solides ou liquides conditionnés dans des emballages et sachets plastiques dans les eaux intérieures, les barrages et les fleuves ;

- tout rejet ou abandon dans les eaux intérieures des emballages et sachets plastiques ;

-toute production, importation, commercialisation, distribution des emballages et des sachets plastiques non homologués. ».

La lutte contre la prolifération des emballages et sachets plastiques constituant un paramètre indispensable pour le développement de l'élevage, la salubrité publique, la protection de l'environnement, par conséquent le projet prend en compte les dispositions qui se trouvent dans cette loi.

2.3.11. Décret portant conditions et procédures de réalisation et de validation de l'évaluation environnementale stratégique, de l'étude et de la notice d'impact environnemental et social

Le 22 octobre 2015 a été adopté le décret n°2015-1187/PRES TRANS/PM/MERH/MATD/MME/MS/MARHASA/MRA/MICA/MHU/MIDT/MCT portant conditions et procédures de réalisation et de validation de l'évaluation environnementale stratégique, de l'étude et de la notice d'impact environnemental et social. Ce décret clarifie le champ d'application et définit la procédure de réalisation de l'EIE et de la NIE et donne le plan type des rapports. Dans ce même décret, il est présenté en annexe 1 la « liste des travaux, ouvrages, aménagements, activités, programmes, plans et politiques assujettis à une évaluation environnementale stratégique, une étude ou une notice d'impact sur l'environnement ». Selon l'article 4 du décret, les travaux, ouvrages, aménagements et

activités susceptibles d'avoir des impacts significatifs directs ou indirects sur l'environnement sont classés en trois (03) catégories ainsi qu'il suit :

- catégorie A : Activités soumises à une étude d'impact sur l'environnement ;
- catégorie B : Activités soumises à une notice d'impact sur l'environnement ;
- catégorie C : Activités faisant objet de prescriptions environnementales et sociales.

Le décret aborde l'information relative au public : « *Tout initiateur de politiques, plans, projets, programmes, travaux, ouvrages, aménagements, activités ou toute autre initiative susceptibles d'avoir des impacts significatifs sur l'environnement informe par tout moyen approprié, l'autorité administrative locale et la population du lieu d'implantation du projet envisagé de la réalisation de l'évaluation environnementale stratégique, de l'étude ou de la notice d'impact environnemental et social* », précise l'article 12 du décret et son article 16 d'ajouter : « *Le public est informé de la réalisation de l'évaluation environnementale stratégique, de l'étude ou de la notice d'impact environnemental et social et y participe en collaboration avec les organes compétents de la circonscription administrative et de la collectivité territoriale concernés. La participation du public comporte notamment :*

- *une ou plusieurs réunions de présentation du projet regroupant les autorités locales, les populations, les organisations non gouvernementales et les associations conformément au nombre de réunions prévues dans les termes de référence ;*
- *une ou plusieurs réunions de restitution des résultats préliminaires des rapports d'évaluation environnementale stratégique, d'étude ou de notice d'impact environnemental et social regroupant les autorités locales, les populations, les organisations non gouvernementales et les associations conformément au nombre de réunions prévues dans les termes de référence;*

Un registre de consultation ouvert et accessible aux populations concernées où sont consignées leurs appréciations, leurs observations et leurs suggestions concernant le projet. ».

Par ailleurs, le décret règlemente à travers certains de ses articles les déplacements involontaires physiques et/ ou économiques. Il s'agit notamment de :

- l'article 9 qui stipule que sans préjudice du plan de gestion environnemental et social, tout promoteur dont le projet occasionne le déplacement involontaire physique et/ou économique d'au moins deux cents (200) personnes, est tenu de réaliser un plan d'action de réinstallation ou un plan succinct de réinstallation lorsque ce nombre est compris entre cinquante (50) et cent quatre-vingt-dix-neuf (199) personnes. Le plan d'action de réinstallation ou le plan succinct de réinstallation est un document séparé joint au rapport de l'étude ou de la notice d'impact environnemental et social.
- Lorsque le nombre de déplacés involontaires physiques et/ou économique est inférieur à cinquante (50) personnes, les mesures et les modalités de la réinstallation sont intégrées dans le rapport d'étude d'impact environnemental et social. Tout projet susceptible d'occasionner un déplacement involontaire physique et/ou économique d'au moins deux cents (200) personnes est assujetti à la réalisation d'une étude d'impact environnemental et social.

- l'article 11 qui souligne que le promoteur du projet réalise un plan succinct de réinstallation lorsque le nombre de déplacés involontaires physiques et/ou économiques est compris entre cinquante (50) et cent quatre-vingt-dix-neuf(199) personnes. Lorsque le nombre de déplacés involontaires physiques et/ou économiques est inférieur à cinquante (50) personnes, les mesures et les modalités de la réinstallation sont intégrées dans le rapport de la notice d'impact environnemental et social.

2.3.12. Décret portant normes de rejets des polluants dans l'air, l'eau et le sol au Burkina Faso

Le décret n°2001-185/PRES/PM/MEE du 07 mai 2001 portant fixation des normes de rejets de polluants dans l'air, l'eau et le sol prend un certain nombre de dispositions sur les rejets pouvant porter préjudice en termes de pollution de l'air, l'eau et du sol au Burkina Faso. Ces dispositions réglementent et répriment tout contrevenant dans un souci de préservation de la qualité de l'environnement au Burkina Faso. Elles prennent en compte l'évolution du pays dans l'espace communautaire ouest africain.

Selon l'article 3 du décret, les normes de qualité de l'air ambiant sont : 30g/m³ de CO (moyenne sur 1 h), 200 à 300g/m³ de SO₂ (moyenne sur 1 h), 170ug/m³ de NO₂ (moyenne sur 1 h), 100ug/m³ de NO₂ (moyenne sur 24 h), 200 à 300ug/m³ de particules (moyenne sur 24 h), 2 ug/m³ de Plomb (moyenne annuelle), 150 à 200 ug/m³ d'Ozone (moyenne sur 1 h). Son article 4 précise que : les Normes de rejets des émissions dues aux véhicules automobiles d'âge compris entre 0 et 5 ans sont (g/km) : 2 g/km de CO, 0,25 g/km de NO_x, 0,15g/km de COV, 0,15g/km de COV.

2.3.13. Arrêté n° 2004-019/MECV du 07 juillet 2004 portant détermination de la liste des espèces forestières bénéficiant de mesures de protection particulière

L'Arrêté n° 2004-019/MECV du 07 juillet 2004 portant détermination de la liste des espèces forestières bénéficiant de mesures de protection particulière établit la liste des espèces suivantes :

Tableau 1: Espèces forestières bénéficiant de mesures de protection particulière

N° d'ordre	Nom scientifique	Nom français
01*	<i>Faidherbia albida</i>	Cad, kad (e)
02	<i>Acacia senegal</i>	Gommier blanc
03	<i>Adansonia digitata</i>	Baobab
04	<i>Adenium obesum</i>	Baobab des chacals
05	<i>Azelia Africana</i>	Lingué
06	<i>Anogeissus leiocarpus</i>	Bouleau d'Afrique
07	<i>Bombax costatum</i>	Kapokier à fleurs rouges
08	<i>Borassus aethiopum</i>	Rônier à fruits jaunes
09	<i>Borassus flabellifer</i>	Rônier à fruits verts
10	<i>Ceiba pentandra</i>	Fromager
11	<i>Celtis integrifolia</i>	Micocoulier africains
12	<i>Delbergia melanoxyton</i>	Ebénier du Sénégal
13	<i>Elaeis guineensis</i>	Palmier à huile
14	<i>Guibourtia copallifera</i>	Copallier de Guinée
15	<i>Khaya senegalensis</i>	Caïlcédrat
16	<i>Parkia biglobosa</i>	Néré
17	<i>Prosopis Africana</i>	Prosopis

N° d'ordre	Nom scientifique	Nom français
18	<i>Pterocarpus erinaceus</i>	Vène, Palissandre du Sénégal, Kino de Gambie
19	<i>Pterocarpus lucens</i>	Vène
20	<i>Tamarindus indica</i>	Tamarinier
21	<i>Vitex doniana</i>	Prunier noir
22	<i>Vitellaria paradoxa</i>	Karité
23	<i>Ximenia Americana</i>	Prunier de mer, Citronnier de mer

* Les 11 espèces en gras bénéficiaient de mesures de protection particulière depuis l'arrêté n° 1762 S.F.CH du 30 décembre 1948 portant application de certaines dispositions du décret du 04 juillet 1935 sur le régime forestier en Afrique Occidentale Française.

2.3.14. Conventions Internationales

Le Burkina Faso a ratifié plusieurs conventions internationales en matière d'environnement. Les matières concernées sont constituées des ressources en eau, des ressources forestières, fauniques et halieutiques, des pollutions et nuisances engendrées par les activités humaines. Il reste entendu que ces différentes matières seront touchées ou influencées par le projet PEPA MR. Les conventions les plus en prise avec le présent projet sont répertoriés dans le tableau suivant.

Tableau 2: Conventions ratifiées par le Burkina Faso

Dénomination de la convention	Année de ratification	Justification de la prise en compte de la convention dans le cadre du projet
Convention de Washington sur le Commerce International des Espèces de Faune et de Flore Sauvage menacées d'extinction (CITES)	1973	Construction et exploitation d'ouvrages : menaces potentielles sur certaines espèces de faune et de flore
Convention de Bonn sur la Préservation des Espèces Migratoires d'Animaux Sauvages	1979	Construction et exploitation d'ouvrages : menaces potentielles sur certaines espèces de faune
Convention de Berne sur la conservation de la Faune et de la Flore Sauvage et leurs Habitats	1979	Construction et exploitation d'ouvrages : menaces potentielles sur certaines espèces de faune
Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques	1993	Emissions de gaz à effet de serre liées aux déplacements de véhicules
Convention internationale sur la protection des végétaux	1994	Construction et exploitation d'ouvrages : menaces potentielles sur certaines espèces de flore

2.3.15. Politique environnementale et sociale de la Banque Africaine de Développement (BAD)

Conformément à la SO1, le projet est classé en Catégorie 2 de la BAD.

Le système de sauvegardes intégré (SSI) de juillet 2014 qui pourraient s'appliquer aux activités du projet est :

Types de sauvegardes opérationnelles	Objectifs
Sauvegarde opérationnelle 1 : Evaluation environnementale et sociale	L'objectif de cette SO est d'intégrer les considérations environnementales et sociales – y compris celles liées à la vulnérabilité au changement climatique – dans les opérations de la Banque et de contribuer ainsi au développement durable dans la région.
Sauvegarde opérationnelle 5 : Conditions de travail, santé et sécurité	Le travail est l'une des ressources les plus importantes d'un pays dans la recherche de la réduction de la pauvreté et de la croissance économique. Le respect des droits des travailleurs est l'un des fondements du développement d'une main-d'œuvre solide et productive. Cette sauvegarde opérationnelle énonce les principales conditions que les emprunteurs ou les clients doivent satisfaire pour protéger les droits des travailleurs et subvenir à leurs besoins essentiels.

Les autres politiques qui peuvent s'appliquer dans le cadre du projet sont :

- Politique du secteur de l'énergie du groupe de la BAD (2012) ;
- Politique de la Banque en matière de genre (2001) ;
- Cadre d'engagement consolidé avec les organisations de la société civile (2012) ;
- Politique de diffusion et d'accès à l'information (2012) ;
- La politique de la Banque en matière de gestion intégrée des ressources en eau (2000) ;
- Politique de diffusion et d'accès à l'information (2012) ;
- La politique de la Banque en matière de réduction de la pauvreté (2001) ;
- La politique de la Banque en matière de population et stratégie de mise en œuvre (2002) ;
- Les procédures d'évaluation environnementale et sociale pour les opérations du secteur publique de la Banque (2014).

Le Plan de Gestion Environnemental et Social (PGES) a prévu des mesures de mise en œuvre en conformité avec ces politiques environnementales et sociales.

CHAPITRE 3 : DESCRIPTION ET JUSTIFICATION DU PROJET

3.1. Description du projet

3.1.1. Contexte du projet

Le Burkina Faso a obtenu un appui financier de la part de la Banque Africaine de Développement (BAD) pour le Projet d'eau potable et d'assainissement en milieu rural (PEPA MR). Le PEPA MR vise à appuyer les efforts du Gouvernement pour améliorer la qualité de la desserte en eau potable, l'accès à l'assainissement et de renforcer les capacités de gestion du secteur. La mise en œuvre du projet prévue se fait à travers les trois (3) composantes suivantes :

-Composante 1 : Développement et gestion des infrastructures d'eau potable et d'assainissement ;

-Composante 2 : Appui institutionnel et renforcement de capacités ;

-Composante 3 : Coordination et gestion du projet.

Le présent projet s'exécutera dans différents centres dans les régions du Centre-sud et du Centre-ouest. Plusieurs centres sont concernés. Il s'agit des centres de Gana, Rakaye, Kossilsé et Targho (province de Bazéga), Zoula, Koukouldi et Bourou (Province de Sanguié), Yalle, Kelindou, Nebielianiyou, Bon, Tuai (Province de Sissili), Tuiré (Province du Ganzourgou), Mao massira (Province du Ziro), Tiougou (Province de Zoundwéogo) et Péyiri, Nazoanga, Bologo, Salbisgo-Itaoré et Bangrin (Province du Boulkiemdé). Cette présente NIES concerne les villages de Zoula, Koukouldi et Bourou dans la Province du Sanguié.

3.1.2. Justification du Projet

Ce projet, au regard de son incidence potentielle sur son milieu receveur, au sens de la réglementation en vigueur au Burkina Faso, est classé Catégorie B et requiert la réalisation d'une NIES. Conformément aux règlements en vigueur au Burkina Faso, notamment la loi n°006-2013/AN du 02 Avril 2013 portant code de l'environnement au Burkina Faso et à l'article 13 du décret N°2015-1187/PRES-TRANS/PM/MERH/MATD/MME/MS/MARHASA/MRA/MICA/MHU/MIDT/MCT du 22 octobre 2015, cette activité est soumise à un avis du Ministre en charge de l'environnement sur la base de la réalisation de cette étude. En outre, conformément aux politiques de sauvegardes du Groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD), le projet est de Catégorie 2 et est donc soumis à la réalisation d'une Evaluation d'Impact Environnemental et Social (ÉIES) simplifiée assortie d'un Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES). Dans l'optique d'améliorer les conditions de vie des populations, l'accès à l'eau potable et à l'assainissement demeure un des axes importants de la politique du gouvernement burkinabè. A cet effet il a été élaboré et adopté pour le compte du Ministère de l'Eau et de l'Assainissement (MEA) cinq (05) programmes à l'horizon 2030 que sont : le Programme National d'Approvisionnement en Eau Potable (PN AEP), le Programme National d'Assainissement des Eaux Usées et Excreta (PN AEUE), le programme National pour la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (PN GIRE), le Programme National

d'Aménagement Hydraulique (PNAH), le Programme de la Gouvernance du secteur Eau et Assainissement (PGEA). Ces programmes s'inscrivent dans les Objectifs du Développement Durable (ODD) et visent l'atteinte de son objectif 6 relatif à l'eau et à l'assainissement à savoir « garantir l'accès de tous à des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau ».

Au plan national, ces programmes s'inscrivent en droite ligne dans le nouveau référentiel national de développement à savoir le Plan National de Développement Economique et Social (PNDES) adopté en juillet 2016 précisément en son axe stratégique 2.5.

Au plan international, le projet est conforme à la Stratégie décennale 2013-2022 et à la Stratégie genre de la Banque Africaine de Développement (BAD). En plus, il contribue à deux des cinq grandes priorités de la BAD à savoir : Améliorer la qualité de vie des populations et (ii) nourrir l'Afrique.

Aussi, ces programmes qui constituent les documents de référence et les cadres programmatiques des interventions au Burkina Faso du sous-secteur de l'eau potable et de l'assainissement à l'horizon 2030 se conforment à la vision globale de la politique nationale de l'eau, selon laquelle « en 2030, la ressource en eau du pays est connue et gérée efficacement pour réaliser le droit d'accès universel à l'eau et à l'assainissement, afin de contribuer au développement durable ». C'est dans cet esprit que la réalisation de vingt (20) systèmes d'Adduction d'Eau Potable Simplifiée (AEPS) dans la région du Centre-Ouest et Centre Sud est initié dans le cadre de la mise en œuvre du Projet d'Eau Potable et d'Assainissement en Milieu Rural (PEPA MR).

3.1.3. Objectif principal

L'objectif principal du projet dans chaque localité est d'assurer la réalisation du système d'adduction d'eau potable dans les centres de Zoula, Koukouldi et Bourou (Province de Sanguié).

3.1.4. Consistance des infrastructures et équipement à réaliser

Le projet consiste à la réalisation d'un réseau d'AEPS. Sa mise en œuvre nécessitera les équipements suivants au niveau de chaque site :

- Confection et pose de Château d'eau métallique toutes accessoires compris ;
- Fourniture et pose d'une pompe immergée ;
- Fourniture et installation d'un groupe électrogène de 10 KVA ;
- Construction de regard de tête de forage et de clôture grillagée pour la protection dudit regard ;
- Construction et raccordement de bornes-fontaines à trois (3) têtes de robinets et de branchements privés ;
- Fourniture et pose de canalisations, raccords et de tout appareil d'équipement des canalisations ;
- Réalisation d'une clôture grillagée pour l'ensemble des locaux ;
- Fourniture et pose de panneaux solaires de 3,600Kw ;
- Construction de latrine (VIP), de local bureau/magasin, de local groupe y compris second œuvre (menuiseries ; électricité : éclairage, prises, MALT, peinture, etc.) ;
- Réalisation d'une station photo - voltaïque (charpente métallique, clôture grillagée et accessoires) ;

- Travaux divers annexes.

Les sites situés dans les zones électrifiées seront alimentés à l'aide de système hybride solaire/ électricité du réseau SONABEL. Les sites en zone non-électrifiés seront alimentés à l'aide d'un atelier d'énergie solaire comprenant entre autres des panneaux solaires et des batteries et un groupe électrogène assure l'alimentation du site en cas disfonctionnement des champs solaire.

Tableau 3 : Aménagements à réaliser par villages

Aménagements	Villages		
	Zoula	Koukouldi	Bourou
Château d'eau	Métallique, 30 m ³ et 10 ml sous le radier	Métallique, 30 m ³ et 8 ml sous le radier	Métallique, 20 m ³ et 10 ml sous le radier
Réseau de refoulement	Pose de 2120 ml de conduites	Pose de 110 ml de conduites	Pose de 1400 ml de conduites
Réseau de distribution	Pose de 12157 ml	Pose de 12223 ml	Pose de 9158 ml
Forage			
Pompe	5m ³ /h	5m ³ /h	5m ³ /h
Borne fontaine/Branchement privé	12BF 1 BP	10 BF 11 BP	6 BF 13 BP
Energie	SONABEL	Solaire et réseau SONABEL	Solaire et Groupe électrogène

Source : DGEP ; 2018

Le Château d'eau

Il est métallique, cylindrique avec fond Conique et surélevé par des poteaux métalliques, également cylindriques. Il est équipé :

- d'une conduite de refoulement terminée en col de cygne à l'intérieur du réservoir et vannable depuis une plate forme de manœuvre, munie d'un clapet anti-retour et équipée de robinet flotteur (ou équivalent selon le type de régulation) à la sortie ;
- d'une conduite de distribution comportant à sa partie supérieure une crépine inoxydable dont les ouvertures seront à 15 cm du radier, et de robinets-vannes manœuvrables depuis la plate-forme de manœuvre, et au pied du château un dispositif de comptage et by-pass (voir détails de montage dans les pièces dessinées) ;
- de canalisations de trop plein et de vidange raccordées entre elles en dessous du radier et évacuant l'excès d'eau par une partie horizontale sur une aire bétonnée située à au moins 20 m du pied du château par regard aménagé contre l'affouillement ;

- d'une cheminée d'aération avec grillage moustiquaire ;
- d'une échelle métallique de 0,40 m de large à crinoline permettant d'accéder au réservoir, solidement scellée au poteau ; la partie inférieure (sur 1,80 m) sera amovible, avec un système d'accrochage et un support au sol scellé dans un massif en béton ;
- d'une échelle métallique inoxydable de 0,40 m de large permettant de descendre dans le réservoir ;
- d'un indicateur de niveau d'eau dans le réservoir, lisible depuis le sol ;
- d'un garde-corps permettant d'accéder en toute sécurité au trou d'homme, par la passerelle prolongeant l'échelle à crinoline sur le toit du réservoir.

Les canalisations de refoulement et de distribution

Les travaux comprennent l'ensemble des fournitures et pose des canalisations et accessoires, des pièces spéciales et des vannes de sectionnement ou d'isolement.

Les ouvrages à mettre en place comprennent essentiellement les parties décrites comme suit :

- les canalisations de refoulement en PVC PN 16 ;
- le réseau de distribution comportant essentiellement des canalisations PVC de De 110, De 90 et De 63, en PN 10 desservant des bornes-fontaines et des robinets de puisage ;
- les traversées de ponts et de radiers en montage spécial (tuyau fonte, attaches, etc.) ;
- les ouvrages spéciaux : traversée de route, équipement du réservoir, massifs de butée et d'ancrage, regard de vidange, de ventouse, etc.
- fourniture et pose de repérage de la conduite de refoulement.

Les bornes-fontaines

La surface aménagée au sol est de 2,4 m x 2,4 m soit 5,76 m². Elle est constituée d'un dallage carré comportant une pente convergente vers un canal d'évacuation qui recueille et conduit par un tuyau PVC Φ 100 dans un puisard (Φ 1,5 m /2m).

Au centre du dallage, une petite construction faisant à la fois office de siège et magasin comporte trois (3) robinets de puisage. Cette construction comporte une ouverture rectangulaire à vantail, munie d'une porte métallique (peinte en bleue) fermant à cadenas et abritant un robinet d'arrêt et un compteur (à jets multiples DN 20 mm).

L'abri est en tôle bac alu zinc sur une structure en tube galva de 50/60.

A la fin des travaux, les bornes fontaines seront numérotées à la peinture à huile et des cadenas seront fournis pour les ouvertures.

Le système d'exhaure : Généralités

Il est prévu un local compteur pour abriter le compteur et les divers équipements électromécaniques (armoire électrique de commande, convertisseur, régulateur de tension, batterie d'accumulateur et le Tableau Général Basse Tension (TGBT)).

De même, les équipements de la tête de forage (robinet d'arrêt, ventouse, pressostat, compteur, clapet anti-retour, coffret électrique, etc.) seront protégés par un regard de la tête de forage lui-même protégé par une clôture grillagée.

Pour ces ouvrages, l'Entrepreneur s'en référera aux plans d'exécution qui lui seront remis.

Le tube d'exhaure sera en foraduc et de diamètre correspondant à la sortie de l'électropompe. Il devra être mis en place à l'aide d'un matériel adéquat.

Le matériel électromécanique et de pompage qui sera fourni devra rigoureusement correspondre aux prescriptions ci-après et être préalablement soumis à l'approbation du Maître d'Œuvre.

Tableau 4 : Coordonnées géographiques des sites

N	Région	Province	Commune	village	Coord château d'eau (UTM 30P)	Coord Forages (UTM 30P)	Coord des BF (UTM 30P)
1	Centre-Ouest	Sanguié	Réo	Zoula	557679/1355293	558926/1353600	557663/1355083 557145/1354827 557266/1354528 558418/1353152 558649/1353929 559577/1355330 561125/1354473 560443/1353732 560974/1352885 558794/1354622
2			Tenado	Koukouldi	551632/1349198	551749/1349276	551717/1349206 552089/1349615 552052/1346441 553856/1345984 551429/1349075 550922/1349660 550569/1348261 550185/1348980 551924/1347149 551881/1348385 550314/1348405
3			Zawara	Bourou	533416/1288888	534133/1288142	534074/1288167 535198/1287804 534542/1286773 533791/1287437 533686/1288425 532809/1289535 534025/1288385

Source : DGEP ; 2018

L'ensemble des sites ne possède pas un Acte de Session Amiable du Droit Foncier (ASADF).

3.2. Le Promoteur du projet

Le Promoteur du projet est le Ministère de l'eau et de l'assainissement, chargé de la mise en œuvre de la politique de l'eau et de l'assainissement au Burkina Faso. Il est représenté par la Direction Générale de l'Eau Potable (DGEP), comme maître d'ouvrage.

3.3. Zone d'influence du projet

La zone d'influence du projet de réalisation des systèmes d'AEPS répartit en zone d'influence directe ou restreinte, la zone d'influence locale et la zone d'influence élargie. Les sites destinés pour la construction des infrastructures des AEPS et ses environs immédiats c'est-à-dire pour un rayon d'environ 500 mètres autour des sites constituent la zone d'influence directe ou restreinte du projet. Les villages de Zoula, de Koukouldi et de Bourou couvrent la zone d'influence locale du projet. La zone d'influence élargie du projet s'étend sur toutes les communes de Réo, de Tenado et du Zawara et même la province du Sanguié car elles concernent les activités socio-économiques induites dont les incidences pourraient influencer de façon significative le développement local dans les communes.

Tableau 5 : Zones d'influence du projet

Région	Province	Commune	vilage
Centre-Ouest	Sanguié	Réo	Zoula
		Tenado	Koukouldi
		Zawara	Bourou

Source : DGEP; 2018

3.4. Principales activités du projet (Phase de construction, Phase exploitation et de fermeture ou de réhabilitation)

Les travaux à réaliser dans le cadre du projet consisteront pour l'essentiel :

En phase de Préparation du site et Installation de chantier :

- Libération de l'emprise du projet ;
- Installation du chantier ;
- Débroussaillage, dessouchage et remblai des sites.

Phase de construction :

- Les travaux de génie civil : gros œuvre (infrastructures et superstructures) et secondes œuvres (maçonnerie, enduits, peinture, menuiserie, revêtement et étanchéité) ;
- Les travaux de sondage/ foration ;
- Les travaux d'électricité y compris le raccordement au réseau électrique ;

- Les travaux de circuits de fluide : plomberie sanitaire et alimentation en eau potable ;
- Les travaux de sécurité-incendie,
- Démantèlement des baraques de chantier, évacuation des déchets divers, mise à niveau et nivellement du terrain.

Phase d'exploitation :

- Aménagement paysager (embellissement et divers) ;
- Recrutement et formation des formateurs et du personnel administratifs ;
- Fonctionnement des différents sites
- Gestion des sites : déchets résultants des résidus des travaux, maintenances diverses, santé - sécurité.

Phase de fermeture ou de réhabilitation ;

- Démantèlement des installations techniques ;
- Arrêt des activités.

3.5. Difficultés et limite de l'étude

Les principales difficultés rencontrées tout au long de la mission se résument à l'indisponibilité de certaines personnes concernées par le projet à cause de la période hivernale et certains services techniques pour des raisons de calendrier en phase de collecte de données. Malgré ces difficultés, le consultant a pu collecter des données qui ont permis de rédiger le présent rapport.

CHAPITRE 4 : DESCRIPTION L'ENVIRONNEMENT DU PROJET

4.1. Profil biophysique de la zone du projet

4.1.1 Situation géographique

La province du Sanguié est délimitée au nord par la province du Passoré, au sud par les provinces de la Sissili et du Mouhoun, à l'est par la province du Boulkiemdé et à l'ouest par la province du Sourou. Son Chef-lieu Réo est situé à 115 km à l'ouest de Ouagadougou.

Le projet est localisé dans les villages suivants :

Tableau 6 : Localités concernées

Région	Province	Commune	vilage
Centre-Ouest	Sanguié	Réo	Zoula
		Tenado	Koukouldi
		Zawara	Bourou

Les figures ci-dessous montre la localisation de la zone du projet dans le pays et dans les communes concernées :

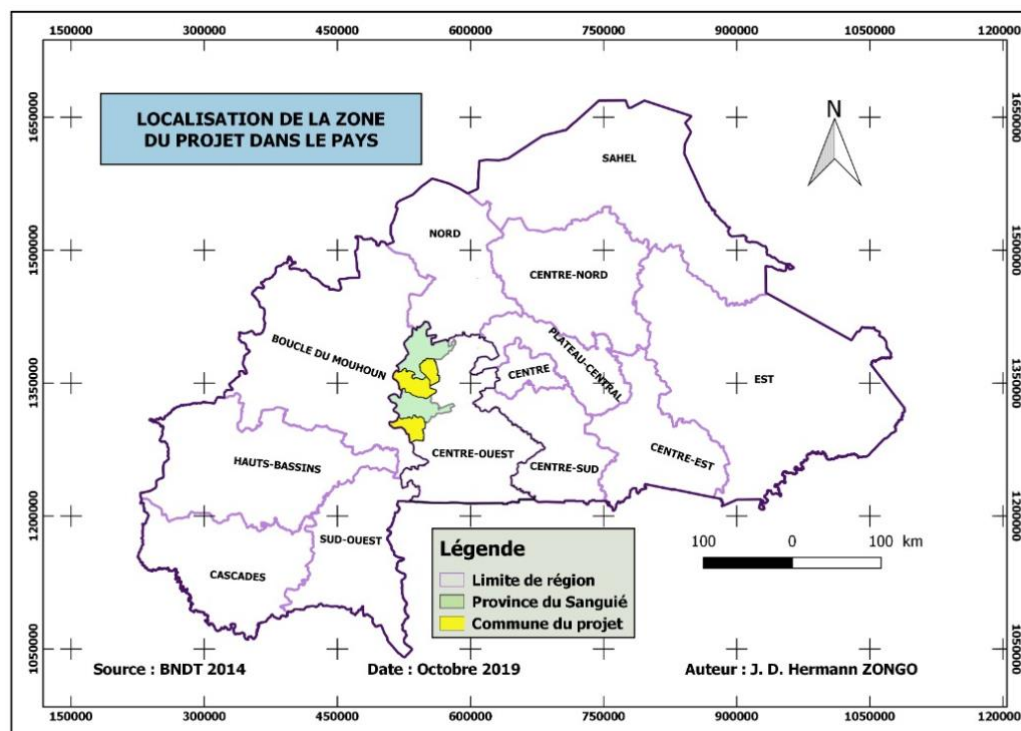


Figure 1 : Localisation de la zone du projet dans le pays

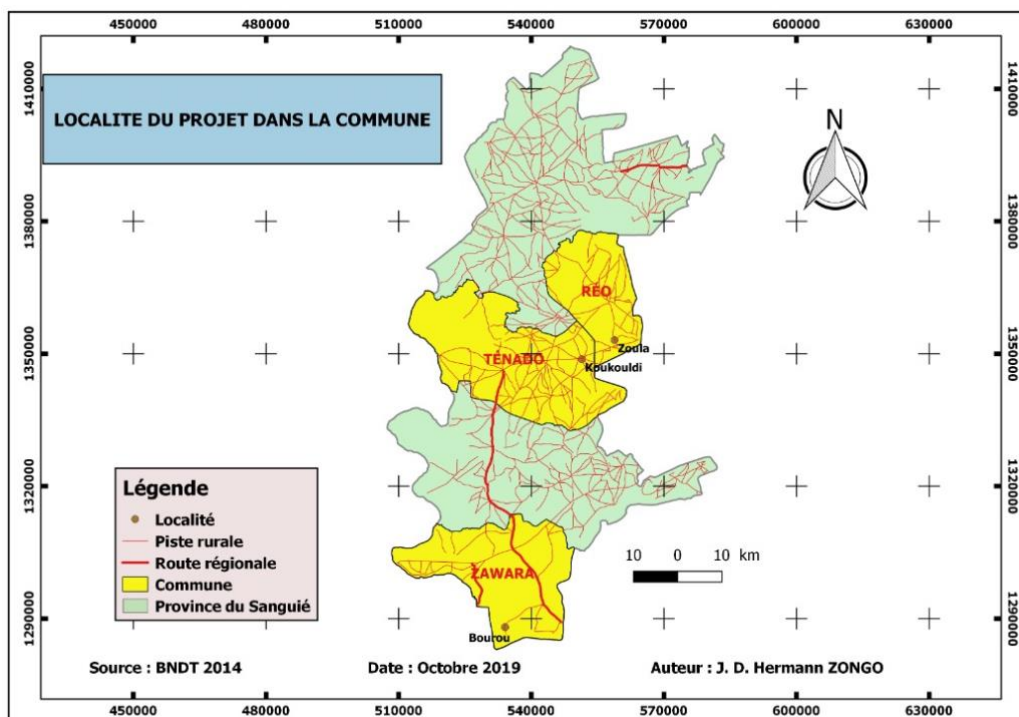


Figure 2 : Localisation de la zone du projet dans le pays

4.1.2 Relief et sols

La province du Sanghaï se caractérise par des altitudes variant de 200 à 400 m. Le relief est peu accidenté avec une prédominance de plaines et de plateaux. La structure géologique de la province appartient aux formations cristallines de l'antebirrimien et du birrimien. Les sols sont de plusieurs types et on distingue :

- des sols peu évolués plus ou moins profonds sableux-argileux à gravillonnaire ;
- des sols hydromorphes sur matériaux argilo sableux, associée à des sols ferrugineux, à des lithosols sur cuirasse, à des sols peu évolués hydro morphes sur matériaux gravillonnaires.

Les sols de la province reposent en grande partie sur le socle cristallin qui occupe 80% du territoire national. Tous ces sols se caractérisent par leur pauvreté en phosphore, en azote et en matière organique.

4.1.3 Climat

La province a un climat de type nord-soudanien avec deux saisons distinctes : une saison sèche qui s'étend d'octobre à mai, et une saison de pluies plus courte de juin à septembre. Les mois de juillet et d'août sont les périodes où les pluies sont plus abondantes. Le régime climatique varie en fonction de la position du front inter tropical (FIT). En effet, lorsque le FIT est en position haute (Nord), la province est sous l'influence des vents de mousson (juin-septembre), correspondant à la saison pluvieuse et quand le FIT est en position basse (sud), la province est exposée à des vents secs chargés de poussière, appelés « harmattan » et correspondant

à la saison sèche (octobre-mai). Les températures les plus élevées s'observent de mars à mai et les plus basses de décembre à janvier. Elles varient, en moyenne, annuellement entre 27,5°C et 28°C. Les précipitations moyennes annuelles sont de l'ordre de 600 à 950 mm réparties sur 04 mois. Les averses sont le plus souvent accompagnées de vents violents (environ 120 km /h).

4.1.4 Hydrographie

Le réseau hydrographique de la région du Centre-Ouest est caractérisé par des bas-fonds et la présence des fleuves Mouhoun et Nazinon et leurs affluents qui drainent essentiellement la région. Ces cours d'eau ont défini des groupes de bassins versants dont les plus importants sont le Vranso, le Nazinon et la Sissili. Quelques barrages et retenues d'eau ont été aménagés sur les cours d'eau principaux. On dénombre un total de 190 barrages et retenues d'eau dans la région dont 35 sont permanents, soit un taux de 18,42 % de plans d'eau permanents.

La province du Boulkiemdé dispose de 85 plans d'eau, soit 44,7 % de l'ensemble des plans d'eau de la région. Le Ziro a le plus faible taux avec 9,5 %. Le Sanguié et la Sissili disposent respectivement de 33,7 % et 12,1 % des plans d'eau de la région.

En fonction des éléments géomorphologiques, les ressources en eau souterraine varient d'une province à une autre. Les réserves en eau souterraine sont plus importantes dans les provinces du Sanguié, de la Sissili et du Ziro. Dans ces provinces, la nappe phréatique est accessible à 20 mètres de profondeur en moyenne. Aux abords des cours d'eau et rivières, elle est accessible entre 5 et 10 mètres tandis qu'elle se situe environ à 30 mètres dans les autres endroits.

Malgré leur relative importance, les réserves en eaux souterraines sont sous exploitées entraînant des pénuries d'eau à certains moments de l'année. A cela, s'ajoute une baisse progressive du niveau statique depuis quelques décennies.

4.2.1 Ressources en eau

La province du Sanguié est relativement favorisée dans le domaine hydrographique avec quelque bras du fleuve Mouhoun. Pour ce qui concerne les eaux de surface, le caractère saisonnier de l'écoulement de la majorité des cours d'eau dans la région ne permet pas d'en apprécier les potentialités stockées dans les lits en raison sèche. Les eaux souterraines de la région sont classées d'abondance bonne dans la classification nationale des unités hydrogéologiques.

4.2. Milieu Biologique

4.2.2 Végétation

Le potentiel de la province en ressources végétales se compose de formations végétales naturelles. Il s'agit d'une savane arbustive, et d'une savane arborée. La savane arbustive est prédominante surtout dans la partie rurale. Cette formation végétale se caractérise par des formations mixtes arbustives ne dépassant pas 07

mètres de hauteur. Les espèces ligneuses, les plus fréquentes, sont le karité (*vittelaria paradoxa*), le néré (*Parkia biglobosa*), le raisinier (*Lannéa microcarpa*), l'acacia albida, le tamarinier (*Tamarindus indica*) et le baobab (*Adansonia digitata*). La savane arborée comprend des espèces d'arbres de 07 à 12 mètres avec un tapis graminéen important. Les espèces, les plus fréquentes, sont : *Butrospermum parkii*, *Parkia biglobosa*, *Anogeissus leiocarpus*, *pterocarpus erunaceus*, *Burkea africana*, *asoberlinia doka*, *Tamarindus indica*, *Crostopterix febrifuga*, *Andansonia digitata* et *Combretum sp.* Le tapis herbacé continu est constitué d'andropogon et de forêts villageoises dominés par les andropogonacées (*Andropogon gayanus*, *Cymbopogon*). A cela s'ajoutent, les plantations artificielles et les superficies brûlées ainsi que les jachères mais cette dernière tend à disparaître à cause de la pression démographique dans la région.

4.2.3 Espèces fauniques et halieutiques

La faune dans la commune est très peu abondante du fait de l'anthropisation sur l'habitat faunique. En l'absence de réelles formations végétales densifiées, la faune est surtout constituée d'espèces aviaires (cailles, pintades, tourterelles, francolins, éperviers, etc.) de rongeurs (lièvres, écureuils, hérisson, porc-épic, et rats), de reptiles (crocodiles, varans, différentes espèces de serpents) et de quelques mammifères en voie de disparition (lièvres, singes, biches, etc.). La faune aquatique est faiblement représentée. En saison humide, on rencontre *les silures clarialazera*, *les carpes tilapia*, les anguilles, les *sardinelles alestes* et quelques stylées (*Chrysiotisnigrodigitatus*) en voie de disparition. Le fleuve Mouhoun constitue le plus important vivier de l'aqua-faune.

4.3. Milieu socio-économique

4.3.1 Populations

Selon le RGPH de 2006, la population de la province du Sanguié compte 297 230 habitants. Cette population est estimée à 302 548 habitants en 2010. Le Chef-lieu de la province qui est Réo comptaient 22 534 habitants en 2006.

Le tableau ci-dessous montre l'estimation de la population de la zone du projet

Tableau 7 : Estimation de la population de la zone du projet

Commune	Village	RGPH2006						Projection 2018
		Population	Femme	0-14 ans	15-64 ans	65 ans ou +	Age N.D.	
Réo	Zoula	4 163	4 684	3 899	4 299	598	51	5571
Tenado	Koukouldi	2 842	3 213	2 801	2 949	290	15	7643
Zawara	Bourou	1 341	1 460	1 442	1 254	98	7	4985

ENSEMBLE ZONE DU PROJET	7 005	7 897	6 700	7 248	986	73	18 199
--------------------------------	-------	-------	-------	-------	-----	----	--------

Source : RGPH 2006, projection du Consultant, Octobre 2019

4.3.2 Organisation traditionnelle

La famille est l'unité sociale de base de la société traditionnelle. Le chef de concession ou de famille est le responsable de sa concession et est chargé de gérer sa famille ou sa concession en répondant aux besoins alimentaires, éducatifs vestimentaires, sanitaires et équipements de celle-là et en s'assurant que la contribution de chacun des membres aux tâches quotidiennes de la famille ou de la concession est respectée. Un second niveau de décision est celui du chef de lignage. En effet la répartition spéciale des populations dans les différents quartiers s'est faite en fonction du lignage et de la provenance dans la majorité des villages de la commune. Le chef de lignage s'occupe de la gestion du patrimoine foncier de son lignage (pour ce qui est des autochtones) en assurant sa redistribution et en gérant les conflits nés de l'occupation des terres. Il est également à l'interface des relations matrimoniales intra ou inter lignages. Le troisième niveau est celui du chef de village. Les attributions du chef consistent à veiller au respect des traditions, à garantir la sécurité de ses administrés et leurs biens, et à concourir à la prospérité des populations sous son autorité. Il est également le premier recours en matière de règlement des litiges, surtout ceux fonciers. Le dernier niveau de décision est celui du chef de terre qui a la commande des forces de la nature et des choses surnaturelles. Le chef de terre est responsable de la gestion foncière à l'échelle villageoise. C'est également celui-ci qui s'occupe de l'exécution des rites et sacrifices qui garantissent la prospérité et la paix sociale dans le village.

4.3.3 Infrastructures de transport

Les infrastructures routières se résument à la présence d'un espace de stationnement de véhicules à proximité des marchés, une piste rurale difficilement praticable surtout en période hivernale.

4.3.4 Habitat

L'habitat est caractérisé d'un ensemble de cases rondes et des maisons en forme rectangulaire, d'une ou deux pièces constituées essentiellement de banco. Des maisons en matériaux définitifs sont rencontrées au niveau les villages zones du projet.

4.3.5 Régime foncier

Le régime foncier dans les dites communes repose sur le principe de la propriété collective de la terre perçue comme un patrimoine identitaire inaliénable. A chaque groupe, sous-groupe ou famille correspond une portion de terre. Les ménages en principe n'ont qu'un droit d'usage sur la terre. Le système traditionnel de gestion des terres axé sur l'unité familiale ou lignagère ne reconnaît pas aux femmes un droit d'accès à la terre foncier, parce qu'elles sont considérées comme non-membre définitif du groupe. Une fois mariée, elle est appelée à quitter son groupe. Cependant, il est reconnu aux étrangers un droit d'accès à la terre, au nom du droit à un minimum d'espace vital pour l'habitat et la production vivrière ; toutefois ceux-ci ne peuvent prétendre à une propriété quelconque de la terre

4.3.6 Education

Quatre (04) ordres d'enseignement sont représentés dans la province du Sanguié. Ce sont : le préscolaire, le primaire, le secondaire, le supérieur et l'éducation non-formelle.

L'enseignement primaire et préscolaire : dans la province, on enregistre de nombreuses écoles primaires publiques et privées.

Enseignement secondaire : la province enregistre de nombreux établissements d'enseignements secondaires publics et privées.

Alphabétisation et éducation non-formelle : l'éducation non formelle concerne les activités d'éducation et de formation structurées et organisées dans un cadre non scolaire et s'adressant à toute personne désireuse de recevoir une formation spécifique. Celle-ci comprend entre autres, des structures qui dispensent une formation professionnelle ou d'alphabétisation en dehors du circuit scolaire classique, dans le cadre par exemple des Centres Permanents d'Alphabétisation et de Formation (CPAF).

4.3.7 Santé

Sur le plan des infrastructures sanitaires, il faut noter que l'offre de santé est relativement satisfaisante dans province du Sanguié. En effet, chaque village zone du projet dispose d'au moins un Centres de Santé et de Promotion Sociale (CSPS). Les principales maladies hydriques (maladies diarrhéiques et parasitaires) sont fréquentes et font parties des dix principales causes de morbidité et de mortalité dans l'aire sanitaire de la province. Cette situation est liée au faible accès à l'hygiène, à l'assainissement et à l'eau potable. En effet, les populations ont des pratiques qui ne respectent pas les règles appropriées d'hygiène et d'assainissement, ce qui rend insalubre le cadre de vie, favorisant ainsi le développement des germes pathogènes. En matière d'évacuation des excréta, on note une faible couverture sur l'ensemble des communes de la province. Toutes les formations sanitaires ne disposent pas de latrines et des efforts restent à faire pour leur bonne utilisation.

Le centre de Zoula, Koukouldi et Bourou dispose d'un CSPS doté d'un dispensaire, d'une maternité et d'un dépôt MEG.

4.3.8 Eau potable

Les forages et les puits à grand diamètre constituent les principales sources d'approvisionnement en eau potable de la province. Selon l'INO 2017, le taux d'accès à l'eau potable du centre de Zoula est de 83,8%, celui de Koukouldi est de 48,2% et enfin celui de Bourou 93,4%. Il faut indiquer que bien que de disparité existe dans l'accès des ménages à l'eau potable, nombreux sont ces ménages qui parcourent encore de grande distance avant d'accéder à un point d'eau potable.

4.3.9 Assainissement et gestion des ordures

L'état des lieux fait ressortir qu'il n'existe pas de système de gestion des ordures dans la province. Les ordures ménagères sont déversées dans la nature ou utilisées pour la production de fumure organique. Au niveau des marchés, les hangars côtoient les dépotoirs sauvages. La plupart des ménages ne possèdent pas non plus de latrines.

4.3.10 Agriculture

L'agriculture est la principale activité de production, elle occupe environ 80% de la population. La majorité des habitants des villages y tire l'essentiel de leurs besoins alimentaires, d'investissement et d'épargne. C'est une agriculture de type extensif, encore faiblement mécanisée, utilisant peu d'intrants et dominée par la petite exploitation familiale, avec cependant une tendance à l'intégration de nouvelles techniques et technologies de production (DRS/CES, mécanisation agricole, petite irrigation villageoise...). Cette agriculture reste largement pluviale, fortement tributaire des pratiques traditionnelles et des aléas climatiques. C'est une agriculture de subsistance de type pluvial, basée sur les céréales vivrières (sorgho, mil, maïs) qui constituent environ 80% des productions.), A cela on a la production maraîchère (l'oignon, la tomate, l'aubergine, les choux, le gombo et le piment) et la production de légumineuses (du sésame, de l'arachide, du niébé, et du voandzou). La dégradation des terres agricoles conjuguée à la mauvaise répartition pluviométrique dans le temps et l'espace amène les producteurs à la recherche de terres fertiles le long des cours d'eau avec leurs corollaires d'ensablement et de comblement, de pollution des eaux, de déboisement, etc.

4.3.11 Elevage

Le cheptel a une influence sur la demande en eau. En effet, en saison des pluies, les animaux s'alimentent à partir des points d'eaux de surface. Seulement en saison sèche, le tarissement de ces sources ou leur occupation par les maraîchères obligent les éleveurs à s'approvisionner aux mêmes sources que les

populations. L'élevage est de type traditionnel avec la divagation des animaux à la recherche du pâturage. L'essentiel de cette pratique concerne les bovins, les ovins, les caprins, les porcins et la volaille. On rencontre dans la commune trois (03) types d'élevage :

- L'élevage extensif sédentaire : il concerne surtout les bovins, les petits ruminants, tous les animaux de trait et la volaille. Il est le plus pratique.
- L'élevage transhumant : qui concerne surtout les grands troupeaux de bovins et de petits ruminants. Ce type d'élevage est pratiqué par les peulhs qui se sédentarisent de plus en plus autour des villages.
- L'embouche : qui consiste à stabiliser les animaux en un endroit où ils reçoivent une alimentation rationalisée et un suivi sanitaire rapproché. Les ovins, les caprins et les volailles possèdent le taux de croissance le plus élevé (3%), viennent ensuite les bovins, les asins et les porcins avec un taux de croit de 2% et enfin les équins avec 1% de taux de croit.

4.3.12 Foresterie

Le sous-secteur des forêts produit du bois de feu, du bois d'œuvre et du bois de service dont le commerce procure des revenus aux populations qui s'y investissent. De nombreux produits forestiers tels que le karité et le néré sont vendus dans les grands centres et apportent une part relativement importante à l'économie locale.

4.3.13 Mine et industrie

La province du Sanguié dispose d'une mine industrielle de zinc appartenant à la Société Nantou Mining. La zone d'étude ne dispose pas d'unités industrielles d'envergure. Dans l'ensemble, l'on rencontre des producteurs (trices) de pain local, de bière locale à base du sorgho (le dolo), de beurre de karité, du souballa et de savon ainsi que la pharmacopée (médicaments traditionnels). Les différents acteurs dans ce secteur souffrent de nos jours de la difficulté d'accès aux sources d'énergie modernes.

4.3.14 Secteurs principaux d'emploi

Les principaux secteurs d'emploi dans la commune sont l'agriculture et l'élevage.

4.3.15 Artisanat

Le secteur informel est essentiellement composé de l'artisanat qui regroupe les tisserands, teinturiers, potiers, forgerons, sculpteurs aux savoir-faire confirmés. Ce secteur enregistre aussi quelques maraichers et les transformateurs des produits de cru comme le karité, le soubala, le dolo et le raisin. Il est à distinguer l'artisanat utilitaire de l'artisanat d'art. L'artisanat utilitaire est la fabrique d'outils de divers ordres, relevant d'activités du domaine du traditionnel et l'artisanat d'art, plutôt est orienté vers la créativité. L'artisanat utilitaire peut contribuer au développement de certaines activités (agriculture, élevage, maraichage), à travers

la fabrication d'outils de travail. Son développement et sa modernisation pourraient contribuer à l'accroissement des rendements de la productivité, à l'amélioration de la balance commerciale en accroissant les exportations. L'artisanat d'art peut constituer un précieux creuset de promotion des activités touristiques.

4.3.16 Commerce

Après l'agriculture et l'élevage, le commerce est la troisième source de revenu de la population. Le secteur commercial de la province est dominé par des activités d'échanges avec les marchés locaux et surtout avec les différents marchés de la ville de Réo. Parmi les produits échangés, il y a les céréales, les fruits, les légumes, les produits de l'apiculture, de l'arboriculture et les animaux. La commune enregistre de nombreux commerçants exerçant dans l'import-export de marchandises diverses. Tous les villages de la zone d'étude disposent d'un marché avec une périodicité de 03 jours. Les produits échangés sont les produits de l'agriculture, les produits animaliers, les produits manufacturés, les produits de cueillette.

4.4. Etat des lieux du site acquis dans le cadre du projet

Les échanges avec les parties prenantes montrent que les sites ont été cédés gratuitement au PEPA MR et l'acte de session du droit foncier est en cours d'établissement. Certains sites se situent dans des champs. Les échanges avec les exploitants indiquent bien qu'ils sont informés de la réalisation du projet et qu'ils cèdent volontairement les sites sans conditions leur portion de terre pour les réalisations dans le cadre du projet. Ils disent être disponibles à libérer le site dès qu'ils seront informés du début des travaux. Mais ils souhaitent que la libération des sites se fasse après les récoltes.

4.5. Analyse de la sensibilité environnementale et sociale

4.5.1 Préservation du cadre de vie, sécurité et santé

La mise en œuvre du projet a un impact positif pour les habitants de la localité. L'exécution du projet pourrait entraîner les risques de pollutions et nuisances (soulèvement de poussières, bruit, accidents), la perturbation de la libre circulation des biens et des personnes, mais aussi une exposition aux maladies déjà existantes comme les maladies hydriques, les Infections Respiratoires Aiguës (IRA) et le VIH/SIDA avec la présence du personnel lors de la mise en œuvre du projet.

4.5.2 Pollutions diverses

La présence des infrastructures occasionnera une production des déchets de nature solide ou liquide source de pollutions et nuisances (mauvaises odeurs des déchets et des latrines insalubres). Les déchets seront constitués de : déchets de chantier : morceaux de tôles, gravats, fer, morceaux de bois, petites pièces métalliques, les morceaux de tuyau et autres matériaux inertes usagés et les produits d'emballages des différents produits (plastiques, papiers, cartons, sac en jute, vieux fûts, etc.) ; déchets ménagers produits lors de la mise en œuvre du projet en phase d'exploitation ; l'utilisation des pesticides par les producteurs pour augmenter les rendements afin de profiter des points d'eau en phase d'exploitation

4.5.3 Sensibilité des questions foncières

La question foncière constitue une préoccupation majeure des populations de la zone du projet. La disponibilité des terres pour les activités agricoles ne constitue pas un enjeu majeur pour la plupart des exploitants. Ils cèdent les portions de terre sans contrepartie. Ainsi les enjeux environnementaux et sociaux majeurs qui mériteraient une attention sont : les pollutions diverses (les déchets ménagers ; les pesticides etc.); la préservation du cadre de vie et de la circulation des biens et des personnes ; la lutte contre les maladies hydriques, les IRA et IST/VIH/SIDA.

4.6. Importance des enjeux identifiés

Tableau 8 : Importance accordée aux enjeux identifiés

Enjeux	Description/Commentaires	Niveau de sensibilité
Protection du site du projet contre la pollution (ordures ménagères, déchets solides, etc)	Ces déchets seront collectés et gérés convenablement à travers la présence des sites de stockage et d'élimination des déchets ménagers, déchets dangereux	Très forte
Préservation du cadre de vie et de la circulation des biens et des personnes	La présence de plusieurs habitations dans la zone du projet et la traversée des routes ainsi que l'accès aux concessions appellent à mettre en place des dispositions particulières de gestion des travaux pour éviter, réduire les gênes et nuisances du cadre de vie et la libre circulation des biens et des personnes.	Moyenne
Sécurité routière et lutte contre les maladies hydriques, les IRA et l'IST/VIH/SIDA	La réalisation des travaux dans le village va mobiliser plusieurs ouvriers et techniciens. Cela appelle à prendre à bras le corps la question de la sécurité et de la santé durant les travaux	Moyenne

Source : Mission terrain du Consultant, Octobre 2019

CHAPITRE 5 : ANALYSE ALTERNATIVES ET SOLUTIONS DE RECHANGE

5.1. Variante « sans projet »

La situation « sans projet » se traduirait par le maintien de la situation actuelle. Cela impliquerait que nombreux sont les ménages qui parcourent des distances non réglementaires (plus de 0,5 km) pour s'approvisionner en eau potable. L'atteinte de l'Objectif 6 du Développement Durable (ODD) relatif à l'eau et à l'assainissement à savoir « garantir l'accès de tous à des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau » sera mitigé.

En l'absence de projet, les populations continueront l'exploitation des cultures pluviales sur ces sites et à l'exploitation des produits forestiers non ligneux et on n'assistera pas à l'abattage d'arbres. Il faut noter que l'option « sans projet » va maintenir le taux d'accès à l'eau potable en milieu rural faible et il n'aura pas de déplacement de population ou/et de perte de revenu ainsi que l'exploitation anarchiques agricoles. Au regard de ces contraintes, cette option n'est pas à envisager.

5.2. Variante « avec projet » (réalisation des infrastructures du projet)

La présence du projet renforcera l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, principalement en milieu rural et favorisera également le développement d'activités génératrices de revenus, toute chose qui contribuera à l'amélioration des conditions de vie des populations rurales et semi-urbaines des régions concernées.

Cette alternative, entraînera certes, une légère réduction de l'espace agricole (moins de 500m²) et les propriétaires terriens se sont engagés à faire des concessions volontaires aux communes en vue de l'installation des ouvrages. Cependant elle occasionnera une forte attraction de la main d'œuvre locale et étrangère dans la zone du projet et apportera des retombés économiques locales.

5.3. Justification de la variante retenue

Au regard des différentes variantes analysées, comparées aux critères environnementaux, nous retenons que l'option « sans projet » ne permet pas d'améliorer durablement les conditions de vie des populations des régions du Centre Ouest. Alors cette alternative ne répond pas aux objectifs des programmes nationaux (PN AEP, PN AEUE) qui visent l'accès universel à l'eau potable et à l'assainissement en 2030.

La présence du projet permettra au Burkina Faso notamment le sous-secteur de l'eau potable et de l'assainissement à l'horizon 2030 de se conformer à la vision globale de la politique nationale de l'eau, selon laquelle « en 2030, la ressource en eau du pays est connue et gérée efficacement pour réaliser le droit d'accès universel à l'eau et à l'assainissement, afin de contribuer au développement durable ». **Ainsi la variante retenue est la réalisation de systèmes d'AEPS dans la région du Centre-Ouest, sur les sites de Zoula, Koukouldi et Bourou dans la province du Sanguié.**

CHAPITRE 6 : METHODES ET TECHNIQUES D'IDENTIFICATION ET D'ANALYSE DES IMPACTS

6.1. Identification des impacts

L'identification des impacts positifs ou négatifs suite à l'exécution du projet se base sur l'analyse des effets résultant des interactions entre un milieu affecté et les différents équipements ou activités mis en œuvre. La méthode consiste à décrire les activités proposées pour la réalisation des AEPS ainsi que les aspects pertinents de l'environnement sans le projet en vue d'identifier les sensibilités du milieu susceptibles d'être affectées et de préciser les impacts potentiels associés à chacune des activités du projet. Elle a donc pour objectif de décrire de façon détaillée les incidences environnementales et sociales du projet. Pour ce faire, quatre points principaux sont traités : (i) l'identification des sources potentielles d'impact liées aux activités, (ii) la définition des sensibilités environnementales, (iii) l'identification des impacts potentiels de chaque activité du projet pendant toutes ses phases et (iv) l'analyse et l'évaluation de l'importance de chacun des impacts identifiés. Les impacts générés par le projet sur l'environnement sont traités à travers deux grandes étapes à savoir l'identification et l'analyse des impacts environnementaux et enfin l'évaluation de l'importance des impacts environnementaux identifiés pour en préciser ceux qui sont significatifs. L'identification et l'analyse des impacts environnementaux prennent en compte les paramètres suivants :

- les différentes phases du projet ;
- les composantes du milieu récepteur : composantes environnementales et sociales ;
- les sources d'impact ;
- la nature de l'impact.

L'identification, l'analyse et l'évaluation des impacts sont effectués selon les Termes de Référence (TDR) et tiennent compte des principales phases du projet ainsi que des différentes composantes du milieu. Ainsi, les quatre phases du projet sont : (i) la phase de préparation du site et l'installation de chantier ; la phase de réalisation des AEPS et l'installation des équipements ; (iii) la phase de l'exploitation des AEPS ; et la phase de fermeture avec la fin des activités ou la réhabilitation des AEPS. Les composantes du milieu récepteur analysées au cours de l'étude sont les composantes biophysiques et socio-économiques de l'environnement. Les sources d'impacts comprennent toutes les activités susceptibles d'avoir un effet direct ou indirect sur une ou plusieurs composantes du milieu récepteur. La nature de l'impact représente l'effet de l'impact sur la composante du milieu. L'outil de synthèse que nous avons utilisé pour l'identification des impacts est la matrice d'impact. La méthode propose de croiser des facteurs de perturbation engendrés par le projet et des descripteurs du milieu récepteur. Le résultat est un tableau à double entrée qui permet la confrontation des paramètres du milieu et les activités du projet. L'impact sur l'environnement est alors identifié au niveau des cases de croisement des lignes et des colonnes, lieu d'interaction des perturbations et des récepteurs sensibles du milieu. Cependant un certain nombre de cases seront considérées comme "actives", c'est à dire pertinentes pour le projet considéré. D'autres seront considérées comme "inactives", car se situant à des

croisements non pertinents dans le cadre du projet précis. Enfin, quelques-unes, se situant à des croisements aberrants, quel que soit le type de projet, seront définitivement “éteintes”. La matrice d'impact a aussi été utilisée comme outils de synthèse résumant l'importance des impacts.

6.2. Evaluation des impacts du projet sur l'environnement

L'évaluation des impacts permet de définir la signification ou la criticité des impacts. Elle porte essentiellement sur les impacts négatifs. L'importance des impacts résulte de l'interaction entre la gravité G ou sévérité S ou encore conséquence C des impacts et la probabilité de survenue de ces impacts. La gravité se définit en fonction des paramètres tels que la nature, l'intensité, la durée et l'étendue des perturbations (impacts) imposées aux composantes significatives du milieu. La formule suivante est mise en œuvre : **Importance = Gravité x Probabilité**. L'évaluation comporte différentes étapes à savoir :

Étape 1 : Déterminer l'intensité, la durée et l'étendue de chaque impact identifié à la phase de l'identification et l'analyse des impacts.

Étape 2 : Evaluer la gravité ou sévérité ou conséquence de chaque impact sur la base de son intensité, sa durée et son étendue.

Étape 3 : Déterminer la probabilité de survenue des différents impacts.

Étape 4 : Estimer la significativité ou criticité de chaque impact pour préciser sa valeur.

Étape 5 : Consigner les résultats de l'analyse dans la grille-synthèse d'évaluation des impacts et déterminer les composantes affectées ou non par le projet de même que l'ampleur des impacts cumulatifs ainsi que ceux où une incertitude persiste quant à leur nature et à leur signification.

6.3. Elaboration des fiches d'impacts

L'élaboration de la fiche d'impact consiste à indiquer :

- ✓ l'activité source de l'impact et l'élément de l'environnement potentiellement affecté par le projet ;
- ✓ la nature de l'impact et à en faire une brève description ;
- ✓ la durée de l'impact :
 - longue : l'impact dure la durée de vie du projet ou plus ;
 - moyenne : l'impact dure quelques mois à 2 ans ;
 - courte : l'impact est limité à la durée de construction du projet ou moins.
- ✓ l'intensité de l'impact :
 - forte : l'activité affecte lourdement l'intégrité de la composante ou son utilisation et compromet sa pérennité ;
 - moyenne : l'activité affecte sensiblement l'intégrité de la composante ou son utilisation, mais sans compromettre sa pérennité ;
 - faible : l'activité affecte peu l'intégrité de la composante ou son utilisation.
- ✓ l'étendue de l'impact :

- régionale : l'impact s'étend sur les régions ou sur une large portion de ces régions ;
 - locale : l'impact s'étend sur une superficie de la dimension d'un secteur, ou affecte la population d'un secteur ;
 - ponctuelle : l'impact s'étend sur une petite superficie inférieure à la dimension d'un secteur, ou n'affecte que quelques personnes ou un petit groupe de personnes.
- ✓ déterminer une importance absolue à l'impact à l'aide de la grille d'évaluation de Fecteau
 - ✓ indiquer si l'élément affecté est valorisé par la société (scientifiques, association professionnelle, groupe de citoyens) et, si cela est pertinent, selon quel critère (rareté de l'élément, valorisation économique, culturelle, religieuse ou autres) ;
 - ✓ indiquer s'il existe une contrainte légale (loi, règlement, schéma d'aménagement régional, plan d'urbanisme municipal, politique gouvernementale) ;
 - ✓ indiquer la ou les mesures d'atténuation prévues, quel que soit l'importance de l'impact ;
 - ✓ indiquer quelle est l'évaluation de l'impact résiduel.

6.4. Utilisation de la grille d'évaluation de Fecteau

Dans la fabrication de cette grille, Fecteau a respecté les principes suivants :

- chaque critère est utilisé pour déterminer l'importance au même poids ;
- si les valeurs de deux critères ont le même niveau de gravité, on accorde la cote d'importance correspondant à ce niveau, indépendamment du niveau de gravité du troisième critère ;
- si les valeurs des trois critères sont différentes, on accorde la cote d'importance moyenne.

La grille résultant de ces règles comporte autant de cotes d'importance majeure que mineure.

Cet agencement des critères, discutables, offre l'avantage d'être transparent et d'éviter les distorsions en faveur des impacts mineurs ou majeurs.

6.5. Matrice de caractérisation et d'évaluation de FECTEAU

Intensité	Etendue	Durée	Importance absolue
Forte	Régionale	Longue	Majeure
		Moyenne	Majeure
		Courte	Majeure
	Locale	Longue	Majeure
		Moyenne	Moyenne
		Courte	Moyenne
	Ponctuelle	Longue	Majeure
		Moyenne	Moyenne
		Courte	Mineure
Moyenne	Régionale	Longue	Majeure
		Moyenne	Moyenne
		Courte	Moyenne

Intensité	Etendue	Durée	Importance absolue	
Faible	Locale	Longue	Moyenne	
		Moyenne	Moyenne	
		Courte	Moyenne	
	Ponctuelle	Longue	Moyenne	
		Moyenne	Moyenne	
		Courte	Mineure	
	Faible	Régionale	Longue	Majeure
			Moyenne	Moyenne
			Courte	Mineure
Locale		Longue	Moyenne	
		Moyenne	Moyenne	
		Courte	Mineure	
Ponctuelle		Longue	Mineure	
		Moyenne	Mineure	
		Courte	Mineure	

(Source: Adapté d'Hydro-Quebec, 2004)

6.6. Identification des sources et récepteurs d'impacts

Les sources d'impacts se définissent comme l'ensemble des activités prévues lors de la réalisation du projet qui sont en mesure d'avoir un impact sur le milieu récepteur. Ces activités sont réparties en trois (03) phases : phase de préparation, phase de construction et phase exploitation.

Le tableau ci-dessous indique les sources d'impact correspondantes à chaque phase

Tableau 9: Activités Sources d'impacts du projet

Phases	Sources d'impacts	Désignation/Description
Phase de préparation	Préparation du site	Activités de préparation du terrain incluant l'acquisition de terrain, le balisage des travaux
Phase de construction, d'installation du réseau AEPS	Construction et installation du réseau AEPS	Activités liées au recrutement de prestataires et de personnel de chantier, aux travaux mécanisés de préparation du terrain, fouilles et ouverture des tranchées, fonçage, pose des tuyaux, du grillage avertisseur, compactage, remblaiement et forage, construction des bâtis, au transport et à la circulation de la main d'œuvre, de la machinerie et des matériaux, à la présence des travailleurs, rejet d'effluents liquides et de déchets solides
Phase d'exploitation	Exploitation du réseau AEPS	Activités liées à la mise en service permanent du réseau AEPS et aux travaux d'entretiens périodiques du réseau AEPS

La mise en relation des activités sources d'impacts d'une part, et des composantes de l'environnement affectées d'autre part, permet de faire ressortir les interrelations entre les activités du projet et les composantes de l'environnement ainsi que les principaux impacts.

La liste des composantes affectées est la suivante :

Pour le milieu physique :

- l'air ;
- les bruits;
- les sols ;
- les eaux de surface ;

Pour le milieu biologique :

- la végétation ;
- la faune ;
- le paysage naturel.

Pour le milieu humain :

- l'emploi ;
- la population et tissu social ;
- les activités socio-économiques ;
- la santé publique et la sécurité des populations ;
- les sites culturel et religieux ;
- les infrastructures et services communautaires.

Matrice d'interaction

Le tableau suivant présente la matrice d'interaction entre les activités sources d'impacts et les principales composantes de l'environnement. Le signe (X) dans la grille signifie que l'activité considérée a une incidence positive ou négative sur la composante correspondante du milieu.

Matrice d'Interrelation entre les activités du projet et les éléments valorisés du milieu

Phases et activités du projet Sources d'impact		Milieu physique				Milieu biologique		Milieu humain											
		Air	Bruit	Sol	Eaux de surface et eaux souterraines	flore	Faune	Agriculture	Paysage	Route	Sources re revenus	Emploi	Conflits, Tissus social	Santé, sécurité, Hygiène	Sites culturels	Infrastructures et services	Impôts et taxes	Développement des TICs	
Phase préparatoire	Délimitation et balisage du couloir								X		X								
	Dégagement de l'emprise	X	X	X	X	X	X	X		X	X	X	X	X	X				
Phase de construction, d'installation du réseau AEPS	Recrutement d'entreprises et de la main d'œuvre locale										X	X				X			
	Travaux mécanisés de préparation du terrain	X	X	X		X	X	X			X	X	X	X	X				
	Transport et circulation de la main d'œuvre, de la machinerie et des matériaux	X	X		X		X		X	X		X		X					

Phases et activités du projet Sources d'impact		Milieu physique				Milieu biologique		Milieu humain										
		Air	Bruit	Sol	Eaux de surface et eaux souterraines	Flore	Faune	Agriculture	Paysage	Route	Sources re	Emploi	Conflits, Tissus social	Santé, sécurité, Hygiène	Sites culturels	Infrastructures et services	Impôts et taxes	Développement des TICs
Phase de construction, d'installation du réseau d'AEPS	Travaux de fouilles, de terrassement et d'excavation, ouverture des tranchées, fonçage	X	X	X	X		X	X	X	X	X	X	X	X	X	X		
	Pose des tuyaux, du grillage avertisseur, compactage		X					X		X								
	Présence des travailleurs						X	X		X		X						
	Rejet d'effluents liquides et de déchets solides			X	X		X	X					X					
Phase d'exploitation	Mise en service permanent du réseau AEPS											X						X
	Travaux d'entretiens périodiques		X				X					X						

CHAPITRE 7 : EVALUATION DES IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX DE LA VARIANTE SANS LE PROJET

7.1. Effets positifs de la variante sans projet

7.1.1 Au plan social de la variante « sans projet »

L'option qui consiste à ne pas exécuter le projet a pour impacts positifs au plan social la non-expropriation de terre agricole. De même, aucun risque d'accident, de nuisance sonore ou d'émissions de poussières ne serait produit en absence du projet. Dans la situation sans le projet, l'impact lié à la contamination par les MST et le VIH suite à la venue de personnes étrangères serait inexistant. On assistera aussi à une faiblesse des risques d'accident par l'absence des travaux.

Cet impact positif sera d'une faible importance pour l'amélioration des conditions de vie des jeunes et des populations.

7.1.2 Au plan environnemental de la variante sans projet

Sur le plan environnemental, les sites du futur projet resteraient intacts donc aucun d'arbuste ne serait pas observé et par conséquent les habitats fauniques resteront intacts. Les composantes du milieu biophysiques (air, sols, la végétation, la faune, eau souterraine et de surface, les zones humides et la biodiversité) sont conservées en l'état. Il faut noter que les habitats naturels surtout au niveau des zones humides ne sont pas perturbés.

7.2. Effets négatifs de la variante sans projet

7.2.1 Impacts négatifs au plan social de la variante sans projet

Au plan social, seraient la persistance des problèmes d'accès à la l'eau pour les ménages et la majorité des populations, la mauvaise qualité de l'eau pour les divers usagers et un retard considérable du pays par rapport à l'atteinte des objectifs de développement durable.

7.2.2 Impacts négatifs au plan environnemental de la variante sans projet

Sur le plan environnemental, dans la situation sans le projet va certainement permettre de maintenir comme tels arbustes sur les sites du projet.

CHAPITRE 8 : EVALUATION DES IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX DE LA VARIANTE AVEC LE PROJET

8.1. Impacts positifs de la variante avec le projet

La mise en œuvre du projet aura plus d'impacts sociaux positifs comme l'indique le tableau ci-après.

Tableau 10 : Impact sociaux positifs de la variante avec le projet

Phases du projet	Activités sources d'impacts	Récepteur d'impact	Description de l'impact	Commentaires	Evaluation			Importance
					Intensité	Etendue	Durée	
Préparation et Construction	Présence des employés	Emploi	Augmentation de l'emploi (environ une cinquantaine d'emplois directs)	La mise en œuvre du projet permettra une intensification des activités économiques et commerciales autour du chantier. Ainsi des emplois seront créés pendant les travaux (travaux de fouilles, débroussaillage, etc.). Ce type d'emplois est temporaire, mais important au plan social et économique.	Moyenne	Ponctuelle	Temporaire	Moyenne
	Présence des employés	Economie	Création de richesses	Les salaires qui seront directement versés aux employés et aux manœuvres des entreprises, seront par voie de conséquences reversés dans l'économie locale sous forme de consommation, d'impôts et d'épargne et donc permettront de réduire la pauvreté (ODD). Cet impact est d'importance moyenne.	Moyenne	Ponctuelle	Temporaire	Moyenne

Phases du projet	Activités sources d'impacts	Récepteur d'impact	Description de l'impact	Commentaires	Evaluation			Importance
					Intensité	Etendue	Durée	
	Approvisionnement du chantier		Augmentation de la capacité Économique des opérateurs de la commune et de la région	L'approvisionnement du chantier en matériaux (sable, ciment, fer etc.) permettra à certains (sous-traitants, notamment) d'augmenter leurs capacités économiques et financières. Cet impact est localisé d'intensité moyenne et de durée le temps du chantier.	Moyenne	Ponctuelle	Temporaire	Moyenne
	Approvisionnement du chantier	Economie	Augmentation de l'assiette fiscale de l'Etat	L'achat ou l'importation des matériaux de construction et des équipements va nécessairement entraîner des versements de taxes d'importation et entraînera l'augmentation de l'assiette fiscale de l'Etat. Cet impact est d'importance moyenne	Moyenne	Ponctuelle	Temporaire	Moyenne
	Présences du chantier	Condition de vie de la Femme	Amélioration des conditions de vie de la femme	Au cours de cette phase, les restaurants et les petits commerces généralement détenus par les femmes seront de plus en plus sollicités par les employés. Cette situation permettra un accroissement de revenus des femmes. Cet impact est d'importance moyenne.	Moyenne	Ponctuelle	Temporaire	Moyenne
	Travaux de construction des infrastructures du site	Pauvreté	Réduction de la pauvreté en milieu urbain et rural	Durant la phase de construction, les travaux auront un impact positif par la création d'emplois dans la collectivité, à travers l'approche de haute intensité de main-d'œuvre. L'augmentation du revenu résultant de la création d'emplois devra contribuer à la lutte contre la pauvreté. Les travaux vont participer aussi à la consolidation et la création d'emplois au niveau local et vont occasionner une forte utilisation de la main d'œuvre locale et de certains ouvriers spécialisés (maçons, menuisiers, ferrailleurs, plombiers, électriciens, etc.).	Forte	Régionale	Temporaire	Forte

Phases du projet	Activités sources d'impacts	Récepteur d'impact	Description de l'impact	Commentaires	Evaluation			
					Intensité	Etendue	Durée	Importance
				Ceci va permettre d'accroître les revenus des populations, d'améliorer les conditions de vie de nombreux ménages, contribuant ainsi à réduire de façon significative les incidences de la pauvreté.				
	Recherche des agrégats pour la construction et d'achat de matériaux sur le marché local	Economie locale	Augmentation des recettes communales à travers le versement de taxes fiscales	L'utilisation des matériaux d'emprunt (pierre, sable, gravier, latérite) ou d'achat de matériaux sur le marché local (ciment, bois traité, acier, etc.) pour le besoin des travaux obligerait le paiement des taxes communales. Les travaux auront donc comme effet d'injecter de l'argent frais dans les marchés locaux, ce qui contribuera au développement des activités socioéconomiques de manière plus directe pour le commerce des matériaux.	Moyenne	Locale	Permanente	Moyenne
Exploitation	Recrutement du personnel administratif	Emploi	Création d'environnements emplois	Recrutement du personnel pour l'exploitation des sites Nous estimons que plusieurs emplois permanents qui seront créés	Forte	Régionale	Permanente	Forte
	Réalisation d'AEPS	Eau potable	Approvisionnement en Eau potable	Il permettra population d'avoir de l'eau potable de bonne qualité, avec un rayon d'action faible. Cet impact est permanent et d'importance forte.	Forte	Ponctuelle	Permanente	Forte
Réhabilitation ou fermeture	Démolition	Emploi	Création d'emploi	Les travaux prévus pour la démolition ou la fermeture nécessiteront l'utilisation d'une main d'œuvre à la fois qualifiée et non qualifiée. C'est une opportunité d'emploi pour les jeunes de ces communes	Moyenne	Ponctuelle	Temporaire	Moyenne

Phases du projet	Activités sources d'impacts	Récepteur d'impact	Description de l'impact	Commentaires	Evaluation			Importance
					Intensité	Etendue	Durée	
	Réhabilitation	Emploi	Création d'emploi	Cette phase du projet demeure une opportunité d'affaires pour les entreprises du Bâtiment et des Travaux Publics (BTP) chargé de réhabiliter les sites, les bureaux d'étude et de contrôle, technique, les entreprises d'import-export	Forte	Régionale	Temporaire	Forte
		Economie	Augmentation de l'assiette fiscale de l'Etat	L'achat ou l'importation des matériaux de construction et des équipements lors de la réhabilitation va nécessairement entraîner des versements de taxes d'importation et entraînera l'augmentation de l'assiette fiscale de l'Etat.	Moyenne	Ponctuelle	Temporaire	Moyenne
		Condition de vie de la Femme	Amélioration des conditions de vie de la femme	Au cours de cette phase, les restaurants et les petits commerces généralement détenus par les femmes seront de plus en plus sollicités par les employés.	Moyenne	Ponctuelle	Temporaire	Moyenne

La mise en œuvre du projet va certes impacter négativement le milieu biophysique. Mais des mesures appropriées seront proposées conformément à la législation environnementale nationale et de la sauvegarde opérationnelle de la BAD afin de minimiser les effets négatifs sur le milieu biophysique.

8.2. Impacts négatifs de la variante avec le projet

Tableau 11 : Matrice d'identification et d'évaluation des impacts sociaux négatifs de la variante avec le projet

Phase du projet	Activités sources d'impacts	Récepteur d'impact	Description de l'impact	Commentaires	Evaluation			
					Intensité	Etendue	Durée	Importance
Préparation et Construction	Acquisition des sites	Conflit	Risque des conflits sociaux liés aux choix du site	Le choix des sites identifiés pour accueillir les infrastructures pourrait constituer une question très sensible au plan social. En effet, un site pressenti peut faire l'objet de conflits à long terme si des personnes en revendiquent la propriété ou sont en train de l'utiliser pour d'autres fins (agricoles, ou autres utilisations culturelles ou coutumières, etc.).	Faible	Ponctuelle	Temporaire	Faible
		Coutumes et us	Perturbation des us et coutumes		Faible	Ponctuelle	Temporaire	Faible
	Installation du chantier	Conflit	Risques de conflits sociaux en cas d'occupation de terrains privés (exploitation de zone d'emprunt etc.)	Le stockage non autorisé de matériaux et/ou d'engins de chantier sur des terrains privés pourrait générer des conflits avec les propriétaires, surtout en cas de leur pollution/dégradation.	Faible	Ponctuelle	Temporaire	Faible
	Recrutement du personnel	Personnel de chantier	Conflits sociaux entre les populations locales et le personnel du chantier suite au non recrutement des populations locales	Le non recrutement du personnel local pourrait entraîner des conflits avec les populations de la zone du projet. Cet impact peut être maîtrisé	Faible	Ponctuelle	Temporaire	Faible
	Transport des matériaux de construction et circulation des engins du chantier	Trafic	Perturbation de la circulation routière dans la zone.	Les véhicules acheminant le matériel risqueront de gêner la circulation et la mobilité en général, en plus des nuisances (bruit, poussières) auxquelles les populations seront exposées. Il en est de	Forte	Ponctuelle	Temporaire	Forte

Phase du projet	Activités sources d'impacts	Récepteur d'impact	Description de l'impact	Commentaires	Evaluation			
					Intensité	Etendue	Durée	Importance
Préparation et Construction				même des risques d'accidents de circulation ou de collision entre les engins de chantier et des piétons				
	Fonctionnement de la machinerie et circulation des engins du chantier	Climat sonore	Nuisances sonores	Les travaux de génie civil étant toujours associés aux bruits de la machinerie, l'on peut retenir que les engins du chantier entraîneront une modification considérable du climat sonore qui pourra être gênant pour les riverains.	Faible	Locale	Momentanée	Faible
	Présence du personnel de l'entreprise	Santé humaine	Risque de contamination des populations par les IST et le VIH/SIDA	Des risques de transmission des MST/VIH-SIDA du fait de la présence de travailleurs étrangers et ouvriers en grand nombre.	Forte	Locale	Temporaire	Forte
	Circulation des engins	Santé humaine	Risque de propagation des maladies respiratoires aiguës	La mise en œuvre du projet va entraîner de la poussière qui renferme des germes provoquant des maladies respiratoires aiguës des ouvriers et des riverains. Cet impact sera d'importance forte	Faible	Locale	Temporaire	Forte
Exploitation	Mise en route du projet	Santé	Accidents dus aux véhicules d'entretiens, de maintenance et de liaison	En phase d'exploitation, les véhicules d'entretiens et de maintenance ainsi que les véhicules de liaison peuvent être à l'origine de divers accidents	Faible	Locale	Momentané e	Faible
	Présence des toilettes	Santé	Pollutions due aux toilettes et du système d'assainissement	La mauvaise utilisation ou le mauvais nettoyage des toilettes pourrait entraîner des odeurs nauséabondes ou même entraîner des maladies	Moyenne	Locale	Permanente	Moyenne

Phase du projet	Activités sources d'impacts	Récepteur d'impact	Description de l'impact	Commentaires	Evaluation			
					Intensité	Etendue	Durée	Importance
Réhabilitation	Réhabilitation ou démolition des infrastructures des sites	Santé et sécurité	Accidents de travail	Des vibrations et bruits seront émises lors de la démolition des infrastructures (éclateurs, boulets, chutes de débris, etc.). A ces vibrations seront associés les bruits qui peuvent être une gêne pour les travailleurs et le voisinage. Aussi, des risques d'accident de circulation (de la route suite à la présence des engins de démolition et de camions pour le ramassage des débris de béton) et de travail (chute d'objets en hauteur) pourraient être occasionnés lors de cette phase. A cela pourraient s'ajouter les IRA etc.	Moyenne	Locale	Permanente	Moyenne
Réhabilitation	Réhabilitation ou démolition des infrastructures des sites	Santé	Pollution suite à la production des déchets solides, liquides et gazeux pendant la démolition du centre	Les déchets produits par la démolition, la construction, et les déchets domestiques des ouvriers créeront des sites inesthétiques et peuvent abriter des insectes, des reptiles et des rongeurs pouvant être nocifs pour la santé et causer une nuisance sur le lieu de travail pour les ouvriers et d'autres agents.	Moyenne	Ponctuelle	Permanente	Moyenne
Réhabilitation	Réhabilitation ou démolition des infrastructures des sites	Emploi	Perte d'emploi et de revenu, source d'augmentation de la pauvreté	La cessation des activités induira une perte d'emploi du personnel administratif par site et donc une augmentation du taux de chômage.	Forte	Régionale	Permanente	Forte
Réhabilitation	Réhabilitation ou démolition des infrastructures des sites	Revenu	Perte de revenu due aux activités commerciales induites par projet.	L'arrêt des travaux entraînera une réduction des activités génératrice des revenus pour les populations riveraines.	Forte	Régionale	Permanente	Forte

Tableau 12 : Matrice d'identification et d'évaluation des impacts environnementaux négatifs de la variante avec le projet

Phase s du projet	Activités sources d'impact	Récepteur d'impact	Description de l'impact	Commentaires	Evaluation			Importance
					Intensité	Etendue	Durée	
Préparation et construction	Circulation des engins ; Libération de l'emprise	Air	Pollution de l'air par les émissions de gaz d'échappement et de particules de poussières	La poussière et les fumées générées par les travaux affecteront localement la qualité de l'air et seront sources de nuisances et de maladies. Globalement l'impact sur la qualité de l'air est négatif, direct, faible importance et d'apparition immédiate.	Faible	Ponctuelle	Courte	Mineure
	Terrassements et décapage Circulation des engins	Sol	Risque d'érosion et d'affection de la texture du sol	Les terrassements et décapage pourraient accentuer le phénomène d'érosion déjà présent dans la zone. Cette situation est accentuée la circulation des engins avec le compactage du sol. L'impact sur le phénomène d'érosion est négatif, direct, faible importance et d'apparition immédiate.	Faible	Ponctuelle	Courte	Mineure
	Déversement des huiles de vidanges, de peinture et les fuites de carburant	Sol	Risque de modification de la structure des sols	Les sols pourront être pollués par les rejets directs des déchets liquides (huiles des vidanges, hydrocarbures et lubrifiants). Ces huiles ont la particularité de boucher les pores des couches superficielles des sols et d'en accroître l'imperméabilité, d'où une augmentation des eaux de ruissellement, avec risque de ravinement du terrain naturel. Elles tuent l'herbe et les micro-organismes qui participent au processus de formation de la couche lumineuse du sol.	Faible	Ponctuelle	Courte	Mineure

Phase s du projet	Activités sources d'impact	Récepteur d'impact	Description de l'impact	Commentaires	Evaluation			Importance
					Intensité	Etendue	Durée	
Préparation et construction	Travaux terrassement, excavation, fouille, et fondation des bâtiments	Sol	Risque de pollutions du milieu par les rejets des déchets issus des travaux avec des risques de modification de la structure du sol	Les travaux de terrassement entraîneront des mouvements d'importantes quantités des terres. Ces quantités des terres sont des excédents de terre, des résidus de matériaux de construction et de déchets solides et liquides qui seront générés. L'utilisation des engins mécanisés et les constructions, qui requièrent des fondations stables, modifieront ponctuellement la qualité, la texture et la structure des sols	Faible	Ponctuelle	Courte	Mineure
	Déversement des huiles de vidanges, de peinture et les fuites de carburant	Eau	Risque de pollution des eaux souterraines et de surface	Le principal impact des travaux sur les eaux souterraines sera la pollution de la nappe phréatique par l'infiltration des produits de peinture et des vidanges anarchiques dans des endroits non agréés de la zone d'étude. Les eaux de surface pourraient également être polluées par le biais du phénomène d'érosion. Cet impact est maitrisable et pour ce genre de travaux l'entreprise ne mobilise pas assez de véhicules sur le chantier. Cet impact est d'importance mineure.	Faible	Ponctuelle	Courte	Mineure
	Libération de l'emprise	Flore	Perte du couvert végétal	L'abattage des herbacés va réduire la végétation déjà limitée. Les espèces seront définitivement détruites (destruction définitive de la composante du milieu). Ce pendant cet impact est circonscrit au site.	Faible	Ponctuelle	Court	Mineure
Préparation et construction	Travaux de terrassement, excavation, fouille, et fondation des bâtiments	Faune	Risque de perturbation des animaux et de destruction des habitats fauniques	Les échanges avec les populations riveraines ont montré encore l'existence de quelques espèces fauniques (serpents, rats varans etc.). Ces différents travaux	Faible	Ponctuelle	Courte	Mineure

Phase s du projet	Activités sources d'impact	Récepteur d'impact	Description de l'impact	Commentaires	Evaluation			Importance
					Intensité	Etendue	Durée	
	bâtiments ; Circulation des engins ; Libération de l'emprise			pourront détruire les habitats des espèces floristiques. Compte tenu du nombre faible de ces habitats, la mission estime que cet impact est de moindre importance.				
	Réalisation de la maçonnerie	Eau	Déficit d'eau dans les retenus d'eau de la commune	Les eaux de surface seront prélevées en forte quantités pour les besoins du chantier de construction. Les quantités d'eau prélevées pour la confection du béton et des briques étant fortes, on ne pourrait assister à une concurrence dans l'utilisation de cette ressource de surface pour les divers besoins : humains, agricoles et les autres travaux de construction	Forte	Ponctuelle	Court	Mineure
Exploitation	Fonctionnement de l'AEPS	Sol, eau et air	Pollution du sol, de l'air et de l'eau par les déchets solides (papier, encre, etc.)	La mise en œuvre des services administratif pourrait générer des déchets solides qui vont polluer l'air, le sol et les eaux.	Forte	Ponctuelle	Moyen et long terme	Forte
	Fonctionnement, des toilettes	Eau, sol et air	Pollution du sol ; air et eau par les déchets solides et liquides	Le fonctionnement des toilettes produira des déchets solides et liquides qui vont impacter négativement le sol et l'eau. Il est important de prévoir un dispositif de gestion de ces déchets, des eaux usées et excréta. Cet impact est maitrisable et rend son importance mineure	Forte	Ponctuelle	Moyen et long terme	Forte
	Déboisement engendré par le démantèlement des installations techniques	Flore	Perte de la végétation	Signalons que les travaux de démantèlement pourraient nécessiter du déboisement mineur, essentiellement à l'intérieur de l'aire de travail.	Faible	Ponctuelle	Courte	Modéré

Phase s du projet	Activités sources d'impact	Récepteur d'impact	Description de l'impact	Commentaires	Evaluation			Importance
					Intensité	Etendue	Durée	
Fermeture ou réhabilitation	Transport et circulation	Air	Risque de pollution sonore, et atmosphérique par des émissions de poussière	À la suite de leur démantèlement, les équipements du système seront transportés vers des sites appropriés. Cette étape nécessitera l'utilisation de camions semblables à ceux qui auront été utilisés au cours de la phase d'aménagement. Il y aura alors une circulation accrue de camions, lesquels devront nécessairement emprunter les routes locales et régionales déjà existantes.	Faible	Ponctuelle	Courte	Modéré

CHAPITRE 9 : EVALUATION DES RISQUES ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX

L'évaluation des risques permet de planifier des actions de prévention dans l'entreprise, en tenant compte des priorités.

9.1. Méthodologie

La méthodologie utilisée comporte principalement trois étapes :

- l'identification des dangers et situations dangereuses liées au travail sur un chantier de construction d'un centre de formation ;
- l'estimation pour chaque situation dangereuse de la gravité des dommages potentiels et de la fréquence d'exposition ;
- la hiérarchisation des risques pour déterminer les priorités du plan d'action.

9.2. Présentation de la grille d'évaluation

L'estimation du risque consiste à considérer pour chaque situation dangereuse deux facteurs :

- la fréquence d'exposition au danger et ;
- la gravité des dommages potentiels.

Les niveaux de fréquence peuvent aller de faible à très fréquent et les niveaux de gravité de faible à très grave comme indiqué dans le tableau ci-après.

Tableau 13 : Niveaux des facteurs (P,G) de la grille d'évaluation des risques professionnels

Echelle de probabilité (P)		Echelle de gravité (G)	
Score	Signification	Score	Signification
P1	Très improbable	G1 = faible	Accident ou maladie sans arrêt de travail
P2	Improbable	G2 = moyenne	Accident ou maladie avec arrêt de travail
P3	Probable	G3 = grave	Accident ou maladie avec incapacité permanente partielle
P4	Très probable	G4 = très grave	Accident ou maladie mortel

Le croisement de la fréquence et de la gravité donne le niveau de priorité.

Tableau 14 : Grille d'évaluation des risques

	P1	P2	P3	P4
G 4				
G 3				
G 2				
G 1				

Tableau 15 : Signification des couleurs

Niveau de risque 1 : Elevé	
Niveau de risque 2 : Moyen	
Niveau de risque 3 : Faible	

9.3. Identification des risques

Pour l'identification des risques liés au projet de construction du centre, une démarche classique matricielle comme suit a été adoptée par le consultant.

Tableau 16 : Démarche matricielle du consultant

		Libération et préparation de l'emprise	Installation générale de chantier	Terrassements et construction des infrastructures	Equipements	Exploitation de zone(s) d'emprunts	Exploitation des infrastructures
RISQUES	Risques de pollution des ressources naturelles		X	X		X	X
	Risques de bruit et de vibrations		X	X		X	X
	Risques liés au manque d'hygiène		X				X
	Risques d'incendie et d'électrocution		X				X
	Risques liés à la manipulation des produits chimiques		X				
	Risques de blessures et de brûlures		X	X			

	Libération et préparation de l'emprise	Installation générale de chantier	Terrassements et construction des infrastructures	Equipements	Exploitation de zone(s) d'emprunts	Exploitation des infrastructures
Risques liés à la circulation et au déplacement	X	X	X	X	X	X

9.3.1 Risques de pollution des ressources naturelles

Le risque environnemental sera lié pour l'essentiel au soulèvement de poussières, aux déversements accidentels d'hydrocarbures et d'autres substances, à l'utilisation des plans d'eau environnants pour la construction des sites et à l'arrosage des voies d'accès au site et la circulation de véhicules mal entretenus, pendant les travaux et l'exploitation des sites. **Il s'agit d'un évènement probable, de gravité moyenne et donc d'un niveau de risque moyen.**

9.3.2 Risques de bruit et de vibration

Les risques de bruit et de vibration seront liés à l'installation de la base vie, aux terrassements et compactage, à l'exploitation des zones d'emprunt et à l'exploitation du système d'AEPS. **Les risques liés aux vibrations constituent des évènements probables, de gravité moyenne, donc d'un niveau moyen.**

9.3.3 Risques liés au manque d'hygiène

Suite à un manque d'hygiène sur la base vie, des risques de maladies professionnelles pourraient survenir au sein du personnel de chantier et même des populations riveraines. **Ce risque constitue un évènement probable, de gravité moyenne, donc d'un niveau moyen.**

9.3.4 Risques d'incendie et d'électrocution

Le personnel de l'entreprise chargé d'exécuter les travaux sera exposé à des risques d'électrocution et d'incendie au niveau de la base vie et du chantier, à partir des installations électriques. **Ces risques sont des évènements probables, grave et d'un niveau élevé.**

9.3.5 Risques de blessures

C'est un risque de blessure causé par la chute de plain-pied ou de hauteur d'une personne. La blessure peut résulter de la chute elle-même ou du heurt d'une partie de machine ou de mobilier.

Les risques de chute sont liés à :

- un sol glissant, du fait par exemple d'un produit répandu ou de l'humidité du sol ;
- un lieu mal éclairé (surtout pendant le travail de nuit) ;
- une utilisation de dispositifs mobiles (échelle, échafaudage) ;

- un accès à des parties hautes.

Ces dangers et situations dangereuses peuvent bien être rencontrés dans la zone de travail. **Le risque de chute constitue un évènement probable, très grave et donc d'un niveau de risque élevé.**

9.3.6 Risques liés à la circulation et au déplacement

Les risques d'accident lors de l'utilisation des engins de chargement et de déchargement peuvent survenir lors des différents mouvements des engins. Il en sera de même pendant l'exploitation du projet. A cela s'ajoutent les risques liés à la méconnaissance ou au non-respect des signalisations et déviations au cours des travaux. Des risques d'accidents pourraient avoir lieu, tant sur les lieux de travail, que sur les autres voies de la zone d'insertion du projet (zone d'influence indirecte), lors de l'approvisionnement du chantier.

Ce risque peut être probable et grave et de niveau moyen.

9.4. Prévention des risques

9.4.1. Protection des ressources naturelles

Les mesures techniques concernent l'aménagement d'aires d'entretien sécurisées pour les camions et pour le stockage des produits polluants afin d'éviter tout déversement accidentel susceptible de polluer les sols et les ressources en eau.

Des mesures sur les sites seront réalisées afin de s'assurer d'une bonne rétention autour des réservoirs de stockage du carburant, d'huile et aussi d'aménager des fosses pour l'évacuation des huiles, graisses et autres liquides polluants provenant des ateliers d'entretien des installations de lavage de véhicules et d'équipements et des zones de chargement.

9.4.2. Hygiène, santé et sécurité du personnel

L'entreprise attributaire du marché devra dans le cadre des travaux adhérer à un service médical du travail interentreprises qui assurera les visites d'embauche, les visites périodiques de contrôle. Il disposera également sur le chantier d'une boîte pharmaceutique de premiers secours.

Des consignes d'exploitation et de sécurité seront remises et commentées à chaque ouvrier lors de l'embauche, qui doit en observer strictement les dispositions.

Ces consignes ainsi que le plan de circulation et de transport du personnel sur le chantier seront affichés dans les locaux de la base-vie et accessibles à tout le personnel.

9.4.3. Protection des sites du chantier

Le périmètre de la zone d'aménagement sera bien délimité, à l'aide de panneaux indiquant « chantier interdit au public » sur les chemins d'accès. Les voies d'accès seront bien déterminées et les chargements bien protégés, afin d'éviter tout risque de déversement accidentel des matériaux transportés. Il faudra également prévoir un plan de circulation pour l'entrée et la sortie des sites du projet en prévoyant deux voies ; une, uniquement pour entrer à vide ou avec les matériaux transportés, et l'autre pour en sortir avec

un panneau de sens interdit. L'ingénieur résident veillera au respect des limitations de vitesse par tous les véhicules du chantier afin de circonscrire les risques liés à la circulation. Les autres mesures comprennent la déviation routière et l'utilisation de dispositifs rétro réfléchissants pour protéger la vie des personnes. Le suivi incombera à l'environnementaliste du projet. L'entrepreneur devra veiller au bon entretien de l'ensemble des véhicules et équipements afin de réduire le bruit et les émissions de particules de diesel.

9.4.4. Secours

La liste des numéros de téléphone d'urgence seront affichées ainsi que la structure du texte à lire en cas d'accident (lieu, numéro de téléphone des pompiers ou des services de transport médicalisé, etc.). Une trousse de secours régulièrement vérifiée et approvisionnée sera mise à la disposition du personnel. Des extincteurs vérifiés tous les semestres seront installés sur le chantier au cours des travaux et placés à des endroits stratégiques au cours de la phase d'exploitation.

9.5. Plan de mesure d'urgence

9.5.1. Elaboration de l'intervention en cas d'urgence

Un plan d'intervention en cas d'urgence doit être élaboré pour intervenir d'une façon sûre, rapide et efficace en cas d'incidents éventuel pouvant être le résultat des activités du projet. Des activités d'intervention en cas d'urgence sont conçues pour traiter directement toutes les situations d'urgence et leurs conséquences ainsi que pour établir le commandement et le contrôle des lieux de l'incident, assurer la sécurité des intervenants, élaborer des plans d'action et faciliter les communications. Un Plan d'Opération Interne (POI) sera préparé pour l'activité et sera spécifique au projet.

Les situations d'urgence abordées dans le plan comprendront :

- l'approvisionnement du chantier ;
- les incendies ;
- le transport du personnel ou de l'équipement ;
- le déversement accidentel (huiles usagées, etc.) ;
- le personnel (blessures, décès, etc.) ;
- la population environnante (blessures, dommages quelconques, etc.) ;
- les évacuations (raison médicale, etc.) ;
- la sûreté ;
- etc.

9.5.2. Organisation de l'intervention en cas d'urgence

Pour organiser et gérer les activités d'intervention en cas d'urgence, il est important de mettre en œuvre un système de gestion d'incident dont l'objectif principal est l'établissement et le maintien du commandement de la maîtrise de l'incident et des activités d'intervention en cas d'urgence.

Une équipe de gestion d'incident devrait être disponible à tout moment pour assurer la mobilisation des moyens d'intervention en cas d'incident.

a) Circulation ou déplacement sur le chantier

Le personnel et les véhicules ne doivent stationner ou circuler que sur les voies aménagées dans le cadre des travaux. Ils ne doivent jamais pénétrer dans une zone quelconque du chantier dont l'entrée est interdite et signalée par un barrage ou une pancarte « DANGER ».

Les ouvriers ne doivent pas stationner ni circuler dans le rayon d'action des pelles mécaniques ou tout autre engin utilisé sur le chantier. Ils ne doivent pas non plus se faire transporter par les engins mécaniques, exception faite des camions sous la responsabilité des conducteurs.

b) .Matériel de protection individuelle

Les matériels qui seront mis à la disposition du personnel seront composées de :

- masques anti-poussière : pour toute personne exposée aux poussières ;
- casques pour toute personne travaillant autour d'un engin élévateur, d'une pelle mécanique en service ou d'un engin de chargement ;
- bouchons souples pour protéger du bruit ;
- lunettes qui abritent les yeux des projections ;
- ceinture de sécurité et cordes : pour tout ouvrier en danger de chute et obligatoirement toutes les fois où il se trouvera à une hauteur supérieure ou égale à 4 mètres ;
- chaussures de sécurité renforcées sur la pointe du pied et le talon et qui sont parfois résistantes aux tensions électriques, elles doivent être distribuées à tout le personnel ;
- gants ;
- gilet rétro-réfléchissant pour les personnes qui interviennent de jour ou de nuit ;
- tenues de travail.

c) Consignes relatives à l'emploi et à la circulation des engins

Les engins seront conformes à la réglementation. Ils seront équipés d'une direction de secours, d'un avertisseur de recul, d'un système de frein comportant un frein principal, un frein de secours, un frein de parking, d'une cabine anti-versement, d'un compteur de vitesse et d'un système interdisant la mise en route de l'engin s'il n'est pas au point mort. Avant la mise en marche, le conducteur fera les vérifications d'usage (niveau, freins, avertisseur). Il s'assurera que personne ne se trouve à proximité et signale toute anomalie qu'il pourra constater. L'entretien des véhicules sera effectué périodiquement (vidange, graissage). A chaque véhicule sera affecté un document d'entretien sur lequel seront notés : la date, les heures de marches, le kilométrage, les opérations effectuées et la qualité des intervenants. Le personnel respectera les règles

de circulation élémentaires sur toutes les voies empruntées, il se conformera à la signalisation existante sur le chantier et ses environs, il informera le responsable des dégradations ou anomalies constatées sur les voies d'accès au chantier. La circulation se fera à vitesse limitée et la priorité est donnée aux véhicules chargés. Lors de la mise à l'arrêt, l'engin sera placé de manière à ce que sa présence ne gêne pas, de préférence adossé à un obstacle. La clé de contact sera retirée, le réservoir d'air sera purgé et le coupe batterie sera enclenché.

CHAPITRE 10 : PLAN DE GESTION ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (PGES)

10.1. Objectifs du PGES

Le Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) est un instrument d'application du processus d'évaluation environnementale. Il vise à s'assurer que les mesures d'atténuation et de bonification proposées par la NIES sont mises en œuvre. Il permet ainsi d'évaluer la conformité aux politiques et aux normes environnementales et sociales nationales, ainsi qu'aux sauvegardes opérationnelles de la BAD. Le PGES vise à s'assurer que les mesures proposées par la NIES sont efficaces et produisent des résultats anticipés.

En clair, le Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) est un élément essentiel au rapport de la NIES et qui définit (i) l'ensemble des réponses à apporter aux nuisances que pourraient causer le projet ; (ii) détermine les conditions requises pour que ces réponses soient apportées en temps voulu et de manière efficace, et (iii) décrit les moyens nécessaires pour satisfaire à ces conditions.

10.2. Programme de bonification

Il porte sur la recherche des voies et moyens pour permettre aux populations d'améliorer leurs revenus. En particulier il s'agira des mesures suivantes :

- priorisation de l'embauche du personnel d'exécution (ouvriers non qualifiés et manœuvres) de la commune concernée par le projet afin de renforcer l'impact de l'emploi ;
- élaboration d'un règlement intérieur pour le respect des clauses environnementales du chantier par le personnel de l'entreprise ;
- Organisation et formation à la gestion environnementale des différents acteurs notamment des autorités communales afin de garantir la durabilité du projet.

10.3. Programme d'atténuation

10.3.1. Mesure d'atténuation des impacts négatifs sociaux

Tableau 17 : Matrice d'identification et d'évaluation des impacts négatifs sociaux de la variante avec le projet

Activités sources d'impacts	Récepteur d'impact	Description de l'impact	Mesures d'atténuation
Phase de préparation et de construction			
Acquisition du site	Conflit	Risque des conflits sociaux liés aux choix du site	Impliquer la mairie et les autorités coutumières dans le choix du site

Activités sources d'impacts		Récepteur d'impact	Description de l'impact	Mesures d'atténuation
Installation du chantier		Conflit	Risques de conflits sociaux en cas d'occupation de terrains privés (Exploitation de zone d'emprunt etc.)	Identifier et impliquer les propriétaires terriens dans le choix des zones d'emprunt.
Recrutement du personnel		Personnel de chantier	Conflits sociaux entre les populations locales et le personnel de chantier suite au non recrutement des populations locales	Prévoir le recrutement des populations locales.
Transport des matériaux de construction et circulation des engins du chantier		Trafic	Perturbation de la circulation routière dans la zone.	Elaborer un plan de circulation pendant les travaux Inciter les entreprises à réaliser les travaux dans les délais contractuels
Fonctionnement de la machinerie et circulation des engins du chantier		Climat sonore	Nuisances sonores	Réaliser les travaux occasionnant beaucoup de bruits hors des heures de repos et recommander l'utilisation des engins moins bruyants ; Réaliser un plan IEC envers les populations riveraines
Réalisation des bâtiments (terrassement, fouilles etc.)		Habitations riveraines	Inondation des habitations et champs des riverains	Prévoir un dispositif de drainage des eaux
Réalisation des bâtiments (terrassement, fouilles, etc.)		Paysage	Dégradation du paysage	Elaborer et mettre en œuvre un aménagement paysager en collaboration avec les services des eaux et forêts
Présence personnel l'entreprise	Du de	Santé humaine	Risque de contamination des populations par les IST et le VIH/SIDA	Réaliser une IEC envers les populations et les employés sur IST/SIDA
Circulation engins		Santé humaine	Risque de propagation des maladies respiratoires aiguës	Réaliser et mettre en œuvre un plan d'arrosage de la zone du projet
Circulation engins		Santé	Risque d'accident pour les populations	Mettre en place des panneaux de limitation de vitesse et réaliser une IEC envers les populations
Construction des infrastructures		Santé	Risque d'accidents de travail et de circulation	Réalisation d'IEC envers le personnel Doter le personnel d'EPI Elaborer un Plan de Circulation des engins Elaborer un Plan d'arrosage des itinéraires proches des concessions Doter la base du chantier de

Activités sources d'impacts	Récepteur d'impact	Description de l'impact	Mesures d'atténuation
			médicaments pour administrer les premiers soins
Phase d'exploitation			
Circulations des véhicules (entretiens, de maintenance et de liaison)	Santé	Accidents dus aux véhicules d'entretiens, de maintenance et de liaison	Réaliser une IEC envers le personnel, les élèves et la population
Présence du personnel d'administration	Santé	Risque de propagation du MST et VIH/SIDA	Réaliser une IEC envers les populations et les employés sur MST/Sida
Présence des infrastructures : électricité, appareillage électrique, etc.)	Santé	Accidents et perte en vie humaine suite au déclenchement d'incendies	Réaliser et mettre en œuvre un plan de localisation des extincteurs aux niveaux de toutes les infrastructures selon une IEC envers le personnel
Mise en route de l'ensemble du projet	Santé	Pollution dues aux déchets solides et liquides	Mettre en place un service interne chargé de la collecte et de gestion des déchets
Présence des toilettes	Santé	Pollutions due aux toilettes et du système d'assainissement	Mettre en place un dispositif d'assainissement adéquat selon les normes nationales
Augmentation du trafic routier dans la zone	Trafic (voie d'accès au centre)	Risque de pollution sonore, atmosphérique et d'accident	Mettre en place des ralentisseurs de vitesse à chaque km
Phase de fermeture			
Réhabilitation ou démantèlement des infrastructures du centre	Santé et sécurité	Accidents de travail	Doter le personnel de l'entreprise d'EPI
	Santé	Pollutions suite à la production des déchets solides, liquides et gazeux pendant la démolition des sites	Proposer un plan d'acheminement et de traitement des déchets
Arrêt des activités (Démolition)	Emploi	Perte d'emploi et de revenu des travailleurs	Prévoir une indemnisation du personnel

10.3.2. Mesure d'atténuation des impacts négatifs environnementaux

Les mesures d'atténuation des impacts environnementaux négatifs sont consignées dans le tableau ci-après.

Tableau 18 : Mesures d'atténuation des impacts négatifs environnementaux

Activités sources d'impact	Récepteur d'impact	Description de l'impact	Mesures d'atténuation
Phase de préparation et de construction			
Circulation des engins ; Libération de l'emprise	Air	Pollution de l'air par les émissions de gaz d'échappement et particules de poussières	Mettre en place d'une bâche de protection sur les camions transportant les matériaux ; Réglage de la teneur en eau des graveleux pour atténuer l'impact de la poussière avant leur déchargement ; Limiter les vitesses à 40km/heure.
Terrassements et décapage Circulation des engins	Sol	Risque d'érosion et d'affection de la texture du sol	Mettre en place un plan de remise état du sol
Déversement des huiles de vidanges, de peinture et les fuites de carburant	Sol	Risque de modification de la structure des sols par des huiles de vidanges, de peinture et les fuites de carburant	Obliger les entreprises à faire les visites techniques et à réaliser les vidanges dans les garages agréés
Travaux terrassement, excavation, fouille, et fondation des bâtiments	Sol	Risque de pollutions du milieu par les rejets des déchets issus des travaux avec des risques de modification de la structure du sol	Prévoir un système de collecte et de gestion des déchets
Déversement des huiles de vidanges, de peinture et les fuites de carburant	Eau	Risque de pollution des eaux souterraines et de surface par les huiles de vidanges, de peinture et les fuites de carburant	Prévoir un système de collecte et de gestion des huiles de vidanges, de peinture et les fuites de carburant
Libération de l'emprise	Flore	Perte du couvert végétal (herbacées)	Réaliser des reboisements compensatoires
Travaux terrassement, excavation, fouille, et fondation des bâtiments Circulation des engins ; Libération de l'emprise	Faune	Risque de perturbation des animaux et de destruction des habitats fauniques	Réaliser un reboisement Compensatoire Mettre en état les habitats fauniques

Réalisation de la maçonnerie	Eau	Déficit d'eau dans les retenus d'eau de la zone du projet	Prévoir un plan d'alimentation du chantier
Phase d'exploitation			
Fonctionnement de l'AEPS	Sol et air	Pollution du sol, de l'air et de l'eau par les déchets solides	Mettre en place un système de collecte et de gestion des déchets solides
Fonctionnement des toilettes	Eau, sol air	Pollution du sol, air et eau par les déchets solides et liquides	Mettre en place un dispositif d'assainissement adéquat selon les normes nationales
Fermeture ou réhabilitation			
Démantèlement des installations techniques	Flore	Perte de la végétation	Réaliser un reboisement compensatoire
	Air	Risque de pollution sonore, et atmosphérique par des émissions de poussière	Réaliser les travaux occasionnant beaucoup de bruits hors des heures de repos et recommander l'utilisation des engins moins bruyants
			Elaborer un plan d'arrosage des sites
			Réaliser un plan IEC envers les populations riveraines

10.4. Programme de surveillance et de suivi

Le programme de suivi intègre d'une part la surveillance environnementale et d'autre part le suivi environnemental des travaux.

10.4.1. Surveillance environnementale

La surveillance environnementale est l'opération visant à s'assurer de l'application effective, durant la phase de construction du projet, des mesures d'atténuation proposées. Elle vise également à surveiller toute autre perturbation de l'environnement durant la réalisation du projet et qui n'aurait pas été appréhendée. Elle relève de la compétence du promoteur, à travers la Mission De contrôle (MDC) qui doit s'assurer du respect des engagements ou des obligations pris par lui-même en matière d'environnement tout au long du cycle de son projet. Elle est essentielle pour s'assurer que :

- les prédictions des impacts sont exactes ;
- les mesures de prévention, d'atténuation et de compensation permettent de réaliser les objectifs voulus ;
- les règles et les normes sont respectées ; □ les critères d'exploitation de l'environnement sont respectés.

10.4.2. Suivi environnemental

Le suivi environnemental est une opération à caractère scientifique servant à mesurer les impacts réels de la réalisation d'un projet et à évaluer la justesse des mesures d'atténuation proposées. Il s'agit donc de l'examen et de l'observation continue d'une ou de plusieurs composantes environnementales pertinentes durant la période d'exploitation du projet.

Le suivi environnemental a pour objectif d'apprécier régulièrement le degré de mise en œuvre ou d'exécution des mesures d'atténuation préconisées par la NIES afin de permettre au commanditaire de préciser, d'ajuster, de réorienter ou d'adapter éventuellement certaines mesures au regard des caractéristiques des composantes du milieu.

Le suivi se déroule pendant les phases du chantier et d'exploitation du projet. Les responsabilités du suivi incombent particulièrement au Ministère chargé de l'environnement, à travers le BUNEE. Celui-ci élabore un plan de suivi qui portera sur les impacts les plus préoccupants du projet, dans le but de mettre en exergue les effets réels sur une composante environnementale et de valider les appréhensions exposées dans l'étude d'impact.

Le plan de suivi inclut la définition des indicateurs de suivi environnemental permettant d'observer les évolutions au regard des objectifs préalablement définis.

a) Procédures de mise en œuvre du programme de suivi

La mise en œuvre du programme de suivi se fera essentiellement à travers les visites régulières des chantiers, à travers la mobilisation permanente d'un environnementaliste sur le chantier par les entreprises des travaux, les Bureaux de Contrôle (BC), et à travers les visites périodiques effectuées par le BUNEE. Le contrôle et la surveillance internes des travaux par l'environnementaliste de l'entreprise et celui du bureau de contrôle, se feront de façon quasi quotidienne sur l'ensemble du chantier et en fonction du planning hebdomadaire des travaux. Ils seront sanctionnés à la fin de chaque semaine par un compte rendu. Quant au BUNEE, son suivi se fera au moyen de visite sur le chantier mais aussi de consultation du « *journal de chantier* » et de tout autre document élaboré dans le cadre du projet.

b) Programme de suivi des impacts sociaux

Tableau 19 : Programme de suivi des impacts sociaux

Activités sources d'impacts	Récepteur d'impact	Description de l'impact	Mesures d'atténuation	Indicateurs de suivi	Responsabilité	
					Mise en oeuvre	Suivi
Phase de préparation et de construction						
Acquisition du site	Conflit	Risque des conflits sociaux liés au choix du site	Impliquer la mairie et les autorités coutumières dans le choix du site	Nombre de plaintes enregistrées	Mairie SDEEVCC	CES ₁
Installation du chantier	Conflit	Risques de conflits sociaux en cas d'occupation de terrains privés (exploitation de zone d'emprunt etc.)	Identifier et impliquer les propriétaires terriens dans le choix des zones d'emprunt	Nombre de plaintes enregistrées	Entreprise	CES Mairie autorités coutumières BC ₂
Recrutement du personnel	Personnel de chantier	Conflits sociaux entre les populations locales et le personnel de chantier suite au non recrutement des populations locales	Prévoir le recrutement des populations locales	Nombre de plaintes enregistrées	Entreprise	CES Mairie BC
Transport des matériaux de construction et circulation des engins du chantier	Trafic	Perturbation de la circulation routière dans la zone.	Elaborer un plan de circulation pendant les travaux Inciter les entreprises à réaliser les travaux dans les délais contractuels	Nombre de plaintes enregistrées	Entreprise	CES BC Mairie

¹ Cellule Environnementale et Sociale

² Bureau de Control

Activités sources d'impacts	Récepteur d'impact	Description de l'impact	Mesures d'atténuation	Indicateurs de suivi	Responsabilité	
					Mise en oeuvre	Suivi
Fonctionnement de la machinerie et circulation des engins du chantier	Climat sonore	Nuisances sonores	Réaliser les travaux occasionnant beaucoup de bruits hors des heures de repos et recommander l'utilisation des engins moins bruyants Réaliser un plan IEC envers les populations riveraines	Nombre de plaintes enregistrées	Entreprise	CES BC Mairie
Réalisation des bâtiments (terrassement, fouilles etc.)	Site culturel et archéologique	Découverte de sites archéologiques et de vestiges culturels	Arrêter les travaux et informer immédiatement les autorités municipales	Rapport du plan de localisation des archéologiques et de vestiges culturels	Entreprise	CES Mairie Direction du patrimoine culturel
Réalisation des bâtiments (terrassement, fouilles etc.)	Habitations riveraines	Inondation des habitations et champs des riverains	Prévoir un dispositif de drainage des eaux	Nombre de plaintes enregistrées	Entreprise	CES Commune
Réalisation des bâtiments (terrassement, fouilles etc.)	Paysage	Dégradation du paysage	Elaborer et mettre en œuvre un aménagement paysager en collaboration avec les services des eaux et forêts	Taux de réussite des plants	Entreprise	CES BC Mairie
Présence des ouvriers	Economie locale	Risques d'inflation des prix des denrées de première nécessité	Réaliser et mettre en œuvre un plan d'IEC envers les populations	Nombre de séance de sensibilisation Nombre de produits ayant fait l'objet d'inflation Nombre de plaintes enregistrées au niveau des ouvriers,	Entreprise	CES BC

Activités sources d'impacts	Récepteur d'impact	Description de l'impact	Mesures d'atténuation	Indicateurs de suivi	Responsabilité	
					Mise en oeuvre	Suivi
Présence du personnel de l'entreprise	Santé humaine	Risque de contamination des populations par les IST et le VIH/SIDA	Réaliser une IEC envers les populations et les employés sur MST/SIDA	Nombre de séances d'IEC réalisées	Entreprise	CES BC Santé
Circulation des engins	Santé humaine	Risque de propagation des maladies respiratoires aiguës	Réaliser et mettre en œuvre un plan d'arrosage de la zone du projet	Nombre de malades d'origines respiratoires	Entreprise	CES BC Santé
Circulation des engins	Santé	Risque d'accident pour les populations	Mettre en place des panneaux de limitation de vitesse et réaliser une IEC envers les populations	Nombre d'IEC	Entreprise	CES BC Santé
Construction des infrastructures	Santé	Risque d'accidents de travail et de circulation	Réalisation d'IEC envers le personnel Doter le personnel d'EPI Elaborer un plan de circulation des engins Elaborer un plan d'arrosage des itinéraires proches des concessions Doter la base du chantier de médicaments pour administrer les premiers soins	Nombre de personnel avec EPI Nombre d'accidents	Mairie Entreprise	RSES BC Santé CES
Phase d'exploitation						
Circulations des véhicules (entretiens, de maintenance et de liaison)	Santé	Accidents dus aux véhicules d'entretiens, de maintenance et de liaison	Réaliser une IEC envers le personnel, les élèves et la population	Nombre de séances d'IEC Réalisées Nombre d'accidents	Mairie	Santé BUNEE CES

Activités sources d'impacts	Récepteur d'impact	Description de l'impact	Mesures d'atténuation	Indicateurs de suivi	Responsabilité	
					Mise en oeuvre	Suivi
Fonctionnement des AEPS	Santé	Accidents (blessures etc.) due à la manipulation du matériel lors de l'exploitation du système AEPS (pomper l'eau, etc.)	Réaliser une IEC envers les usagers et la population	Nombre de séances d'IEC réalisées Nombre d'accidents	Mairie	BUNEE CES Commune
Présence du personnel d'administration	Santé	Risque de propagation du MST et VIH/SIDA	Réaliser une IEC envers les populations et les employés sur MST/SIDA	Nombre séances d'IEC réalisées	Mairie	CES BUNEE
Présence des infrastructures : électricité, etc.)	Santé	Accidents et perte en vie humaine suite au déclenchement d'incendies	Réaliser et mettre en œuvre un plan de localisation des extincteurs aux niveaux de toutes les infrastructures selon IEC envers le personnel et les élèves	Nombre séances d'IEC réalisées Nombre de personnes électrocutées	Mairie	CES BUNEE
Fonctionnement de l'AEPS	Santé	Pollutions dues à la Production des déchets solides	Mettre en place un dispositif de collecte des déchets solides	Nombre de bac mis en place pour la collecte des ordures	Mairie	CES BUNEE
Mise en route de l'ensemble du projet	Santé	Pollution dues aux déchets solides et liquides	Mettre en place un service interne chargé de la collecte et de gestion des déchets	Existence du service interne chargé de la collecte et de gestion des déchets	Service de collecte et de gestion des déchets	CES BUNEE
Présence des toilettes	Santé	Pollutions due aux toilettes et du système d'assainissement	Mettre en place un dispositif d'assainissement adéquat selon les normes nationales	Présence du dispositif d'assainissement adéquat selon les normes nationales	Entreprise	CES BUNEE Direction de l'hygiène
Augmentation du trafic routier dans la zone	Trafic (voie d'accès aux sites)	Risque de pollution sonore, atmosphérique et d'accident	Mettre en place des ralentisseurs de vitesse à chaque km	Nombre de ralentisseurs mis	Entreprise	BUNEE CES Mairie

Activités sources d'impacts	Récepteur d'impact	Description de l'impact	Mesures d'atténuation	Indicateurs de suivi	Responsabilité	
					Mise en oeuvre	Suivi
				en place Nombre de plaintes		
Phase de fermeture						
Réhabilitation ou démantèlement des infrastructures du centre	Santé et sécurité	Accidents de travail	Doter le personnel l'entreprise d'EPI	Nombre d'ouvriers portant les EPI	Entreprises	BUNEE
	Santé	Pollutions suite à la production des déchets solides, liquides et gazeux pendant la démolition du centre	Proposer un d'acheminement et plan de traitement des déchets	Existence du plan d'acheminement et de traitement des déchets	Entreprise	BUNEE
Arrêt des activités (Démolition)	Emploi	Perte d'emploi et de revenu des travailleurs	Prévoir une indemnisation du personnel	Nombre de personnes indemnisées	DGEP	Ministère en charge de l'emploi

c) Programme de suivi des impacts environnementaux

Tableau 20 : : Indicateurs de suivi des impacts environnementaux

Activités sources d'impact	Récepteur d'impact	Description de l'impact	Mesures d'atténuation	Indicateurs de suivi	Responsabilité	
					Mise en oeuvre	Suivi
Phase de préparation et de construction						
Circulation des engins ; Libération de l'emprise	Air	Pollution de l'air par les émissions de gaz d'échappement et particules de poussières	Mettre en place une bâche de protection sur les camions transportant les matériaux Réglage de la teneur en eau des graveleux pour atténuer l'impact	Nb de malade Nb de séance de sensibilisation Linéaire de plateforme arrosée	Entreprise	CES

Activités sources d'impact	Récepteur d'impact	Description de l'impact	Mesures d'atténuation	Indicateurs de suivi	Responsabilité	
					Mise en œuvre	Suivi
			de la poussière avant leur déchargement Limiter les vitesses à 40km/heure			Mairie BC
Terrassements et décapage Circulation des engins	Sol	Risque d'érosion et d'affection de la texture du sol	Mettre en place un plan de remise état du sol	Nb de sites d'emprunt mis en état Nb de plaintes enregistrées	Entreprise	CES Mairie BC
Déversement des huiles de vidanges, de peinture et les fuites de carburant	Sol	Risque de modification de la structure des sols par des huiles de vidanges, de peintures et les fuites de carburant	Obliger les entreprises à faire les visites techniques et à Réaliser les vidanges dans les garages agréés	Nb de véhicules ayant les visites techniques Nb de tâches d'hydrocarbure visible	Entreprise	CES Mairie BC
Travaux terrassement, excavation, fouille, et fondation des bâtiments	Sol	Risque de pollutions du milieu par les rejets des déchets issus des travaux avec des risques de modification de la structure du sol	Prévoir un système de collecte et de gestion des déchets	Présence du système de collecte et de gestion des déchets	Entreprise	CES BC
Déversement des huiles de vidanges, de peinture et les fuites de carburant	Eau	Risque de pollution des eaux souterraines et de surface par les huiles de vidanges, de peintures et les fuites de carburant	Prévoir un système de collecte et de gestion des huiles de vidanges, de peintures et les fuites de carburant	Présence du système de collecte et de gestion des déchets	Entreprise	CES BC
Libération de l'emprise	Flore	Perte du couvert végétal (herbacées)	Réaliser des reboisements compensatoires	Superficie reboisée et taux de réussites des plants	Entreprise	BUNEE
Travaux terrassement, excavation, fouille, et fondation des bâtiments	Faune	Risque de perturbation des animaux et de destruction des habitats fauniques	Réaliser un reboisement compensatoire Mettre en état les habitats fauniques	Superficie reboisée et taux de réussites des plants	Entreprise	MEEVCC Mairie

Activités sources d'impact	Récepteur d'impact	Description de l'impact	Mesures d'atténuation	Indicateurs de suivi	Responsabilité	
					Mise en œuvre	Suivi
Circulation des engins ; Libération de l'emprise						
Réalisation de la maçonnerie	Eau	Déficit d'eau dans les retenus d'eau de la commune	Prévoir un plan d'alimentation du chantier	Existence du plan d'alimentation du chantier	Entreprise	Mairie CES
Phase d'exploitation						
Fonctionnement de l'AEPS	Sol et air	Pollution du sol, de l'air et de l'eau par les déchets solides	Mettre en place un système de collecte et de gestion des déchets solides	Nombre de bac mis en place pour la collecte des ordures	Mettre en place un dispositif de collecte des déchets solides	Mairie CES
Fonctionnement du des toilettes	Eau, sol air	Pollution du sol, air et eau par les déchets solides et liquides	Mettre en place un dispositif d'assainissement adéquat selon les normes nationales	Présence du dispositif d'assainissement adéquat selon les normes nationales	Entreprise	CES BUNEE de direction de l'hygiène
Fermeture ou réhabilitation						
Démantèlement des installations techniques	Flore	Perte de la végétation	Réaliser un reboisement compensatoire	Taux de réussite des plants	Entreprise	BUNEE
	Air	Risque de pollution sonore, et atmosphérique par des émissions de poussière	Réaliser les travaux occasionnant beaucoup de bruits hors des heures de repos et recommander l'utilisation des engins moins bruyants	Nb de plaintes	Entreprise	BUNEE BC
Démantèlement des installations techniques	Elaborer un plan d'arrosage des sites		Nb de plaintes	Entreprise	BUNEE BC	
	Réaliser un plan IEC envers les populations riveraines		Nb de plaintes	Entreprise	BUNEE BC	

10.5. Plan de Gestion d'Urgence ou de gestion des Risques

Tableau 21 : Plan d'urgence

Sources de Danger	Risques	Mesures de prévention ou d'atténuation	Responsabilité	
			Surveillance	Suivi
Phase de Préparation et de construction				
Défrichage/nettoyage du site et exploitation des emprunts	Blessures	Porter des équipements de protection individuelle (EPI)	<i>SDEEVCC Marie</i>	CES DGEP BUNEE
Circulation des engins	Dommages dues aux vibrations	Respecter les heures de travail	<i>SDEEVCC Marie</i>	BUNEE
	Blessures ou pertes de vie dues aux accidents	Sensibiliser les travailleurs et faire les visites techniques périodiques	<i>SDEEVCC Marie</i>	CES DGEP
	Trouble de la quiétude des riverains	Faire fonctionner les engins lourds en dehors des heures de repos	<i>SDEEVCC Marie</i>	BUNEE
Fuite ou déversement accidentel des produits pétroliers	Pollution chimique	Mettre en place des bacs de récupérations	<i>SDEEVCC Marie</i>	CES DGEP
Circulation des Bulldozer, compacteur et d'autres engins pendant la construction	Dommages dues aux vibrations	Respecter les heures de travail	<i>SDEEVCC Marie</i>	BUNEE
	Blessures ou pertes de vie dues aux accidents	Sensibiliser les travailleurs et faire les visites techniques périodiques	<i>SDEEVCC Marie</i>	CES DGEP
	Trouble de la quiétude des riverains et de la faune	Faire fonctionner les engins lourds en dehors des heures de repos	<i>SDEEVCC Marie</i>	BUNEE
Phase d'exploitations				
Présence des ouvriers, du personnel administratif	Risques de développement des IST /SIDA	Réaliser des campagnes de sensibilisations sur les IST/VIH-SIDA	<i>SDEEVCC Marie</i>	BUNEE
Déchets des infrastructures sanitaires (déchets solides)	Contamination	Mettre en place un incinérateur pour les déchets solides	<i>SDEEVCC Marie</i>	CES DGEP
Fonctionnement des AEPS	Blessure dues aux accidents	Porter des Equipements de Protection Individuelle (EPI)	<i>Marie</i>	CES DGEP
	Pollution sonore (Surdité, Vibration)	Eviter de travailler pendant les heures de repos	<i>SDEEVCC</i>	BUNEE
	Risques sanitaires pour les humains et les animaux	Prévoir un site de stockages des déchets solides, liquides, dangereux et ménagés	<i>MS MEEVCC</i>	CES DGEP

	Risques	Mesures de prévention ou d'atténuation	Responsabilité	
			Surveillance	Suivi
Sources de Danger	Risque d'électrocution	Etablir des fiches techniques d'entretien et d'utilisation des équipements énergétiques	MS MEEVCC	BUNEE
Production des déchets solides et liquides et gazeux	Pollutions et nuisances du les mauvaises odeurs des déchets et des latrines insalubres	Assurer le nettoyage régulier des latrines et collecte régulier des déchets solides	MS MEEVCC	CES DGEP BUNEE
Phase de Fermeture				
Circulation des Bulldozer, compacteur et d'autres engins pendant la Réhabilitation	Dommages dues aux vibrations	Respecter les heures de travail	MEEVCC	BUNEE
	Blessures ou pertes de vie dues aux accidents	Sensibiliser les travailleurs et faire les visites techniques périodiques	MS MEEVCC	BUNEE
	Trouble de la quiétude des riverains et de la faune	Faire fonctionner les engins lourds en dehors des heures de repos	MS MEEVCC	BUNEE

10.6. Plan de renforcement de capacités et budgétisation

Afin d'assurer une bonne mise en œuvre du PGES, il est important de renforcer les capacités d'un certain nombre des acteurs clés. Ainsi, les thèmes de formation et de sensibilisation sont présentés dans le tableau ci-après. Le coût global de renforcement de capacité est de **quatre millions sept cent cinquante mille (4 750 000) francs CFA** comprenant la prise en charge du formateur et des participants.

Tableau 22 : Plan de renforcement de capacités et budgétisation

Acteurs concernés	Thèmes de la formation	Prise en charge du formateur			Prise en charge des participants				TOTAL (FCA)
		Nb de jours	Coûts Unitaire	Coûts (FFCA)	Nb de jours	NB de participants	Coûts Unitaire	Coûts (FCA)	
Personnel du projet	- Gestion environnementale et sociale du projet	5	50 000	250 000	5	10	25000	1 250 000	1 500 000
Agents de la DPEEVCC et des mairies	- Renforcement des capacités des agents pour assurer les suivis du PGES	2	50000	100 000	2	20	10 000	400 000	500 000
Populations riveraines	- Renforcement de capacités techniques sur la gestion rationnelle des ressources en eau ; - Bonnes pratiques agricoles.	3	50000	150 000	3	20	10 000	600 000	750 000
Personnel et populations	Vulgarisation des latrines VIP, sensibilisation sur les IST/VIH	10	50000	500 000	FF	FF	1500 000	1 500 000	2 000 000
TOTAL GENERAL				1 000 000				3 750 000	4 750 000

10.7. Responsabilité de mise en œuvre du PGES

La mise en œuvre des mesures de bonification, d'atténuation et de suivi exige de définir clairement les responsabilités des différents organismes impliqués dans l'exécution et l'opérationnalisation du projet. Les responsabilités pour la mise en œuvre du PGES seront confiées à la Cellule Environnementale et Sociale (CES) du projet, au BUNEE, au Service Départemental l'Environnement de l'Economie Verte et des Changements Climatiques au CVD, à la commune, aux bureaux de contrôle, à l'entreprise et à la chefferie.

Les indicateurs de performance seront atteints si un certain nombre de mesures sont intégrés dans le cahier des charges de l'entreprise adjudicataire. Ce sont entre autres des mesures préventives dont la substance est présentée dans le tableau ci-après :

Tableau 23 : Clauses environnementales à inclure dans le cahier des charges des entreprises

N°	Mesures	Responsabilité	Responsable surveillance
1	Clause sur l'emploi de la main d'œuvre locale et la sous-traitance avec les entreprises et opérateurs locaux	Entreprise	CES Mairie
2	Clause sur l'information du personnel et des populations sur les IST et le VIH/SIDA, contrôle sanitaires et mise à disposition de préservatifs	Entreprise Mairie Santé	CES BUNEE
3	Clause sur le respect des règles environnementales dans la gestion des déchets solides et liquides et des hydrocarbures	Entreprise SDEEVCC	CES BUNEE Mairie
4	Clause sur la protection des ressources naturelles (abattage sélectif et protection des arbres, interdiction de la chasse)	Entreprise SDEEVCC	CES BUNEE Mairie
5	Clause sur la sécurité et la signalisation du chantier y compris la limitation de vitesse des engins et véhicules de chantier	Entreprise SDEEVCC	CES BUNEE Mairie
6	Clause sur l'obligation d'assurer le personnel contre les accidents de travail et de doter le personnel en matériel de protection de chantier	Entreprise SDEEVCC Santé	CES BUNEE Mairie
7	Clause sur la remise en état des zones d'emprunt	Entreprise SDEEVCC	CES, BUNEE Mairie

10.8. Budget du PGES

*La mise en œuvre du PGES devrait coûter au projet la somme de **rente-six millions deux cent cinquante mille (36.250.000) francs CFA** comme l'indique le tableau ci-après.*

Tableau 24 : Estimation des coûts du PGES

N°	Activités	Unités	Coûts unitaires FCFA	Quantités	Entreprise	Projet	Coûts totaux en FCFA
1	Mesures d'IEC et de formations						
1.1.	Formation et Sensibilisations	FF	4 750 000	1		4 750 000	4 750 000
	Sous Total 1					4 750 000	4 750 000
2.	Mesures spécifiques par sites						
2.1.	Mise en place de Bac de collecte des ordures	NB	50 000	30		1 500 000	1 500 000
2.2	Réaliser des reboisements compensatoires et aménagements paysagers	FF	2 000 000	1	2 000 000		2 000 000
2.3	Mise en place du dispositif de collecte des déchets solides	FF-	2 500 000	1		2 500 000	2 500 000
2.4	Installation des extincteurs	Nb	100 000	10		1 000 000	1 000 000
	Sous Total 2					2 000 000	5 000 000
3	Mesures à intégrer dans le DAO de l'entreprise						
3.1	Doter le personnel en Equipements de Protection Individuel (EPI)	FF	2 000 000	1	2 000 000		2 000 000
3.2	Remise en état des zones d'emprunt et des sites	Ha	1 000 000	3	3 000 000		3 000 000
3.3	Mener des campagnes de sensibilisation sur les IST/VIH/SIDA (personnel /population)	An	1 000 000	2	2 000 000		2 000 000
	Sous Total 3					7 000 000	-
4	Mesures de surveillance, suivi, audit et évaluation						
4.1.	Suivis de proximité par la mairie et le Service départemental de l'environnement	an	500 000	1		500 000	500 000
4.2.	Suivi par le CES	An	2 000 000	1		2 000 000	2 000 000
4.3.	Audit environnemental et social du PGES	Etude	15 000 000	1		15 000 000	15 000 000
	Sous total 4					17 500 000	17 500 000
	TOTAL GENERAL					9 000 000	27 250 000

10.9. Acceptabilité et faisabilité du projet

La consultation du public a permis d'évaluer l'acceptabilité sociale du projet. En effet, l'objectif de cette consultation était de permettre aux personnes ou groupes de personnes non informées de ce projet dans la zone d'avoir non seulement l'information, mais aussi d'exprimer leurs opinions ou de faire des suggestions. Les acteurs rencontrés lors des échanges apprécient positivement le projet. Au plan social, les activités du projet connaissent une pleine adhésion de la part des populations de

la zone. La mise en œuvre du projet contribuera à augmenter le taux d'accès à l'eau potable dans la région du centre ouest.

CHAPITRE 11 : CONSULTATIONS DU PUBLIQUE

11.1. Objectifs de la consultation

L'objectif global des consultations du public dans le cadre des évaluations environnementales est d'associer les populations à la prise de décision finale concernant un projet. Les objectifs spécifiques poursuivis par une telle démarche sont de :

- fournir premièrement aux acteurs intéressés, une information juste et pertinente sur le projet, notamment son objectif, sa description assortie de ses impacts tant négatifs que positifs ainsi que les mesures de mitigation y relatives ;
- inviter les acteurs à donner leurs avis et suggestions sur les propositions de solutions et instaurer un dialogue ;
- d'asseoir les bases d'une mise en œuvre concertée et durable des actions prévues par le projet.

Les consultations ont été tenues avec les responsables administratifs, techniques et les populations des communes de Réo, Tenado et Zawara.

11.2. Méthodologie

Des séances de consultations avec les parties prenantes et les acteurs intéressés, ont été organisées en vue de les informer sur le projet d'une part, et de recueillir leurs points de vue d'autre part. Ces acteurs ont été rencontrés individuellement ou collectivement. Les photos ci-dessous indiquent quelques acteurs rencontrés lors des consultations.



Source : Consultant, Septembre 2019

Photo 1 : Séance de consultation publique

11.3. Synthèse de la consultation du public

11.3.1. Avis général sur le projet

La consultation du public a permis d'évaluer l'acceptabilité sociale du projet. Lors des missions de terrain, des entretiens individuels ou collectifs (focus group) avec les acteurs concernés par le projet ont été organisés. Dans l'ensemble, ces personnes rencontrées adhèrent pleinement à la mise en œuvre du projet sur le site choisi. En effet, la mise en œuvre du projet à accroître le taux d'accès à l'eau potable dans la région du centre ouest.

11.3.2. Synthèse des préoccupations, craintes et questions

Pour l'essentiel, les acteurs et bénéficiaires du projet ont globalement apprécié le projet. Le consensus général a porté sur le besoin de tenir compte :

- (i) de réalisation très rapidement de projet ;
- (ii) de l'implication et de la formation du conseil communal dans le suivi des activités du projet ;
- (iii) de la nécessité de mettre des toilettes publique dans les villages ;
- (iv) de la nécessité de sensibiliser les populations sur la gestion de l'eau ;
- (v) de recrutement des jeunes de la localité pour la main d'œuvre non qualifiée ;

- (vi) de formation les artisans pour la gestion de l'eau ;
- (vii) de formation des groupements pour l'entretien des équipement ;
- (viii) de la nécessité d'augmenter le nombre de bornes fontaines
- (ix) de la formations des acteurs notamment le personnel de la mairie et les services départementaux sur la gestion environnementale des projets etc.

CHAPITRE 12 : MECANISME DE GESTION DES PLAINTES

Plusieurs types de conflits sont susceptibles de surgir dans le cadre de la mise en œuvre du projet. Pour prévenir et parvenir à la gestion efficace des plaintes et doléances en matière de gestion environnementale et sociale du Projet, un mécanisme sera mis en place. Ce mécanisme traitera principalement les plaintes et doléances relatives :

- à la Gestion des ressources naturelles et du conflit d'usage;
- au Cadre de vie et au Foncier ;
- aux emplois et revenus, aux pollutions et nuisances et à la présence et exploitation des infrastructures.

Ainsi, l'information des populations sur le mécanisme de gestion de plaintes et doléances se fera à travers la mise en place d'un registre de doléances auprès des autorités locales concernées (mairies, Points Focaux, CVD, etc.). Ensuite, le PEPA MR informera les populations sur la procédure à suivre pour pouvoir s'exprimer en cas de plainte.

Au niveau de chaque localité concernée par les activités du projet, il sera mis à la disposition du public en permanence un registre de recueil des plaintes au niveau de la mairie de commune et auprès du CVD. Ces organes recevront toutes les plaintes et réclamations liées à la mise en œuvre de l'activité, analyseront les faits et statueront en même temps et veilleront à ce que les activités soient bien menées par le PEPA MR dans la localité concernée. Une information du public sur la permanence des recueils sur ce cahier sera entreprise, notamment par l'UGP, en rapport avec les collectivités territoriales concernées, avec l'appui au besoin d'ONG et/ou Associations locales.

CHAPITRE 13 : ACCEPTABILITE DU PROJET

L'objectif de la consultation est de permettre aux personnes, groupes et autres acteurs concernés par le projet d'avoir des informations sur le Projet d'Eau Potable et d'Assainissement en Milieu Rural (PEPA-MR) dans les Régions du Centre-Sud et du Centre-Ouest, d'avoir des informations sur le projet, d'exprimer les opinions et de faire des suggestions. Comme indiqué dans les chapitres précédents. La mise en place d'un système d'AEPS est l'un des besoins essentiels des populations bénéficiaires. Le projet de ce point de vue, n'est pas une activité sujette à controverses pour les communes et est accepté par tous les acteurs.

Au contraire, il vient combler un maillon manquant dans la chaîne des interfaces visant à promouvoir l'économie dans le milieu rural. En matière d'occupation de l'espace, la question de la propriété foncière revêt une importance capitale à ce jour en milieu rural.

À ce sujet, la **DGEP en collaboration avec les populations bénéficiaires et les communes** ont bénéficié d'une cession volontaire des sites nécessaires à l'installation des ouvrages nécessaires à la mise en œuvre du projet. En effet, la procédure d'acquisition du site a été suivie et respectée. Ensuite le promoteur s'est assuré que le domaine n'abrite aucun cimetière ou tombe, ni de sites sacrés, cultuel ou culturel.

Par ailleurs, le promoteur a pu vérifier par l'occasion que ces domaines ne sont pas source de contestations ou de conflits et ce, en collaboration avec les responsables administratifs et coutumiers.

Les propriétaires terriens ont cédé, suivant les règles et pratiques traditionnelles, la propriété du site aux communes de Doulogou, Saponé et Kayao de façon irrévocable. En outre, l'usage réservé au site par le promoteur est connu des propriétaires terriens et des autres exploitants et occupants riverains des sites, d'où l'assurance de la **DGEP** de pouvoir mener ses activités dans la quiétude et la sécurité, et aussi de l'assurance sur l'acceptabilité sociale du projet d'AEPS et son environnement immédiat.

CHAPITRE 14 : PLAN DE FERMETURE ET DE REHABILITATION

Dans le cas du projet d'eau potable et d'assainissement en milieu rural (PEPA MR), on ne parlera pas de fermeture, mais plutôt d'une réutilisation de l'infrastructure à d'autres fins.

L'extension du réseau AEPS, l'utilisation de nouvelles techniques ou technologies hydrauliques ne nécessitent pas un démantèlement de toute l'infrastructure, mais juste un remplacement des équipements en extrémité. Plusieurs services, au-delà de la distribution de l'eau et de leur utilisation, pourront être valorisés sur le long terme.

A la différence des projets miniers où la ressource s'amenuise avec l'exploitation, le besoin en eau augmente progressivement, ce qui implique une extension continue des infrastructures d'accès.

CONCLUSIONS – RECOMMANDATIONS

La réalisation du réseaux AEPS dans les villages de Zoula, Koukouldi et Bourou (Province de Sanguié) apportera des avantages environnementaux, sociaux et économiques certains aux populations dans la zone du projet. Ces impacts positifs se manifesteront en termes d'amélioration des infrastructures d'eau, l'amélioration des conditions de travail des bénéficiaires, l'amélioration de la sécurité au niveau des infrastructures, la création d'emplois et la réduction de la pauvreté. Aussi, le renforcement des capacités de gestion environnementale donnera lieu à une meilleure gestion des déchets provenant de la mise en œuvre du projet.

Quant aux impacts négatifs, ils se résument principalement aux envols de poussière, à la production des déchets, aux nuisances sonores, à la perturbation des voies de circulation pendant la réalisation des travaux, aux risques d'accidents lors des travaux, etc. En déclenchant la Sauvegarde Opérationnelle de la BAD et les politiques nationales en matière environnementale et sociale, elles ont rendu nécessaires la présente NIES assortie d'un PGES destiné à prendre en charge les impacts négatifs induits par le Projet sur l'environnement et les populations ; toutes choses qui contribueront à minimiser les impacts négatifs liés à la mise en œuvre des activités du projet.

Ce Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) élaboré, inclut les éléments clefs de la gestion environnementale et sociale ainsi que la mise en œuvre et de suivi des mesures, les responsabilités institutionnelles et le budget. Le PGES inclut également des mesures de renforcement techniques ; des mesures de formation et de sensibilisation ; des bonnes pratiques en matière d'hygiène et Suivi/Evaluation des activités du projet.

La mise en œuvre des activités sera assurée par la coordination du projet sous la supervision de l'Expert en Sauvegarde Environnementale et Sociale du projet avec l'implication des services techniques de l'Etat, la mairie, le bureau de contrôle. Le programme de suivi portera sur le suivi permanent et l'évaluation annuelle. Le suivi externe devra être assuré par le BUNEE. La mise en œuvre du PGES est estimé à la somme de **rente-six millions deux cent cinquante mille (36.250.000) dont vingt-sept millions deux cent cinquante mille (27 250 000) financé par le projet et neuf millions (9 000 000) FCFA pris en charge par l'entreprise en charge des travaux.**

Les échanges avec les différents acteurs et bénéficiaires montrent pour l'essentiel une bonne appréciation du projet. Le consensus général a porté sur les recommandations suivantes :

- ✓ une réalisation très rapidement de projet ;
- ✓ une implication et la formation du conseil communal dans le suivi des activités du projet ;
- ✓ la nécessité de mettre des toilettes publique dans les villages ;
- ✓ la sensibilisation les populations sur la gestion de l'eau ;
- ✓ le recrutement des jeunes de la localité pour la main d'œuvre non qualifiée ;

- ✓ la formation les artisans pour la gestion de l'eau ;
- ✓ la formation des groupements pour l'entretien des équipement ;
- ✓ l'augmentation du nombre de bornes fontaines ;
- ✓ la formations des acteurs notamment le personnel de la mairie et les services départementaux sur la gestion environnementale des projets etc.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- MEA, 2018 : Études technique du Projet d'Eau Potable et d'Assainissement en Milieu Rural (PEPA-MR) dans les Régions du Centre-Sud et du Centre-Ouest ;
- MEA, Stratégie nationale de gestion du service public de l'eau potable en milieu rural, 45 p;
- E7, OIF et IEPF, 2003. Évaluation des impacts environnementaux, 2è ed., 102 P.
- Gaétan. A. L. et Michel R., 2000. Évaluation des impacts environnementaux, un outil d'aide à la décision, 377 p.
- INSD, 2007. Résultats préliminaires du recensement général de la population et de l'habitat de 2006, 52 p.
- Lise P., 1998. Évaluation environnementale, Presse de l'Université du Québec., Canada.
- MEE/CONAGES, 1996. Monographie nationale sur la diversité biologique du Burkina Faso. 178 p + annexes.
- PIERRE A. et al, 1999 ; L'évaluation des impacts sur l'environnement, Processus, acteurs et pratique, Presses Internationales Polytechnique - collaboration de l'IEPF, 416 P.
- PIERRE A. et al, 2003 ; L'évaluation des impacts sur l'environnement, Processus, acteurs et pratique, pour un développement durable, Presses Internationales Polytechnique, avec 2ème ed. , 433 P. + annexes.
- Monographie de la Province du Sanguié ;
- INSD. (2008) Recensement Général de la Population et de l'Habitation ;
- Martin FECTEAU. (1997) Grille de détermination de l'importance des impacts;
- MECV. (2011) Guide général de réalisation des études et notice d'impact sur l'environnement.

ANNEXES

Annexe 1 : Clauses environnementales et sociales à insérer dans le dossier de Consultation des entreprises

Les présentes clauses sont destinées à aider les personnes en charge de la rédaction de dossiers d'appels d'offres et des marchés d'exécution des travaux (cahiers des prescriptions techniques), afin qu'elles puissent intégrer dans ces documents des prescriptions permettant d'optimiser la protection de l'environnement et du milieu socio-économique. Les clauses sont spécifiques à toutes les activités de chantier pouvant être sources de nuisances environnementales et sociales. Elles devront être incluses dans les dossiers d'exécution des travaux dont elles constituent une partie intégrante.

Les autorités compétentes doivent aussi être destinataires de ces clauses pour faciliter le suivi concerté des activités ayant des impacts sur l'environnement et l'aspect social.

Directives Environnementales pour les Entreprises contractantes

De façon générale, les entreprises chargées des travaux de construction et de réhabilitation des structures devront aussi respecter les directives environnementales et sociale suivantes :

- Disposer des autorisations nécessaires en conformité avec les lois et règlements en vigueur
- Etablir un règlement de chantier (ce que l'on permet et ne permet pas dans les chantiers)
- Mener une campagne d'information et de sensibilisation des riverains avant les travaux
- Veiller au respect des mesures d'hygiène et de sécurité des installations de chantiers
- Procéder à la signalisation des travaux
- Employer la main d'œuvre locale en priorité
- Veiller au respect des règles de sécurité lors des travaux
- Protéger les propriétés avoisinantes du chantier
- Eviter au maximum la production de poussières et de bruits
- Assurer la collecte et l'élimination écologique des déchets issus des travaux
- Mener des campagnes de sensibilisation sur les IST/VIH/SIDA
- Impliquer étroitement les services techniques locaux dans le suivi de la mise en œuvre
- Veiller au respect des espèces végétales protégées lors des travaux
- Fournir des équipements de protection aux travailleurs

Respect des lois et réglementations nationales :

Le Contractant et ses sous-traitants doivent : connaître, respecter et appliquer les lois et règlements en vigueur dans le pays et relatifs à l'environnement, à l'élimination des déchets solides et liquides, aux normes de rejet et de bruit, aux heures de travail, etc. ; prendre toutes les mesures appropriées en vue de minimiser les atteintes à l'environnement ; assumer la responsabilité de toute réclamation liée au non-respect de l'environnement.

Permis et autorisations avant les travaux

Toute réalisation de travaux doit faire l'objet d'une procédure préalable d'information et d'autorisations administratives. Avant de commencer les travaux, le Contractant doit se procurer tous les permis nécessaires pour la réalisation des travaux prévus dans le contrat du projet routier : autorisations délivrées par les collectivités locales, les services forestiers (en cas de déboisement, d'élagage, etc.), les gestionnaires de réseaux, etc. Avant le démarrage des travaux, le Contractant doit se concerter avec les riverains avec lesquels il peut prendre des arrangements facilitant le déroulement des chantiers.

Réunion de démarrage des travaux

Avant le démarrage des travaux, le Contractant et le Maître d'œuvre doivent organiser des réunions avec les autorités, les représentants des populations situées dans la zone du projet et les services techniques compétents, pour les informer de la consistance des travaux à réaliser et leur durée, des itinéraires concernés et les emplacements susceptibles d'être affectés. Cette réunion permettra aussi au Maître d'ouvrage de recueillir les observations des populations, de les sensibiliser sur les enjeux environnementaux et sociaux et sur leurs relations avec les ouvriers.

Préparation et libération du site- Respect des emprises et des tracés

Le Contractant devra informer les populations concernées avant toute activité de destruction de champs, vergers, maraîchers requis dans le cadre du projet. La libération de l'emprise doit se faire selon un calendrier défini en accord avec les populations affectées et le Maître d'ouvrage. Avant l'installation et le début des travaux, le Contractant doit s'assurer que les indemnités/compensations sont effectivement payées aux ayant-droit par le Maître d'ouvrage. Le Contractant doit respecter les emprises et les tracés définis par le projet et en aucun il ne devra s'en éloigner sous peine. Tous les préjudices liés au non-respect des tracés et emprises définis sont de sa responsabilité et les réparations à sa charge.

Repérage des réseaux des concessionnaires

Avant le démarrage des travaux, le Contractant doit instruire une procédure de repérage des réseaux des concessionnaires (eau potable, électricité, téléphone, égout, etc.) sur le plan qui sera formalisé par un Procès-verbal signé par toutes les parties (Entrepreneur, Maître d'œuvre, concessionnaires).

Libération des domaines public et privé

Le Contractant doit savoir que le périmètre d'utilité publique lié à l'opération est le périmètre susceptible d'être concerné par les travaux. Les travaux ne peuvent débuter dans les zones concernées par les emprises privées que lorsque celles-ci sont libérées à la suite d'une procédure d'acquisition.

Programme de gestion environnementale et sociale :

Le Contractant doit établir et soumettre, à l'approbation du Maître d'œuvre, un programme détaillé de gestion environnementale et sociale du chantier.

Affichage du règlement intérieur et sensibilisation du personnel

Le Contractant doit afficher un règlement intérieur de façon visible dans les diverses installations de la base-vie prescrivant spécifiquement : le respect des us et coutumes locales ; la protection contre les IST/VIH/SIDA ; les règles d'hygiène et les mesures de sécurité. Le Contractant doit sensibiliser son personnel notamment sur le respect des us et coutumes des populations de la région où sont effectués les travaux et sur les risques des IST et du VIH/SIDA.

Emploi de la main d'œuvre locale : Le Contractant est tenu d'engager (en dehors de son personnel cadre technique) le plus de main-d'œuvre possible dans la zone où les travaux sont réalisés.

Respect des horaires de travail : Le Contractant doit s'assurer que les horaires de travail respectent les lois et règlements nationaux en vigueur. Le Contractant doit éviter d'exécuter les travaux pendant les heures de repos, les dimanches et les jours fériés.

Protection du personnel de chantier : Le Contractant doit mettre à disposition du personnel de chantier des tenues de travail correctes réglementaires et en bon état, ainsi que tous les accessoires de protection et de sécurité propres à leurs activités (casques, bottes, ceintures, masques, gants, lunettes, etc.). Le Contractant doit veiller au port scrupuleux des équipements de protection sur le chantier. Un contrôle permanent doit être effectué à cet effet et, en cas de manquement, des mesures coercitives (avertissement, mise à pied, renvoi) doivent être appliquées au personnel concerné.

Responsable Hygiène, Sécurité et Environnement

Le Contractant doit désigner un responsable Hygiène/Sécurité/Environnement qui veillera à ce que les règles d'hygiène, de sécurité et de protection de l'environnement sont rigoureusement suivies par tous et à tous les niveaux d'exécution, tant pour les travailleurs que pour la population et autres personnes en contact avec le chantier.

Mesures contre les entraves à la circulation

Le Contractant doit éviter d'obstruer les accès publics. Il doit maintenir en permanence la circulation et l'accès des riverains en cours de travaux. Le Contractant veillera à ce qu'aucune fouille ou tranchée ne reste ouverte la nuit, sans signalisation adéquate acceptée par le Maître d'œuvre. Le Contractant doit veiller à ce que les déviations provisoires permettent une circulation sans danger.

Repli de chantier et réaménagement : A toute libération de site, le Contractant laisse les lieux propres à leur affectation immédiate. Il ne peut être libéré de ses engagements et de sa responsabilité concernant leur usage sans qu'il ait formellement fait constater ce bon état. Le Contractant réalisera tous les aménagements nécessaires à la remise en état des lieux. Il est tenu de replier tous ses équipements et matériaux et ne peut les abandonner sur le site ou les environs.

Protection des zones instables : Lors du démantèlement d'ouvrages en milieux instables, le Contractant doit prendre les précautions suivantes pour ne pas accentuer l'instabilité du sol : (i) éviter toute circulation lourde et toute surcharge dans la zone d'instabilité ; (ii) conserver autant que possible le couvert végétal ou reconstituer celui-ci en utilisant des espèces locales appropriées en cas de risques d'érosion.

Notification des constats

Le Maître d'œuvre notifie par écrit au Contractant, dans un délai maximum d'une semaine après les constats, tous les cas de défaut ou non-exécution des mesures environnementales et sociales. Le Contractant doit redresser, dans un délai maximum de deux semaines après réception de la notification, tout manquement aux prescriptions dûment notifiées à lui par le Maître d'œuvre. La reprise des travaux ou les travaux supplémentaires découlant du non-respect des clauses sont à la charge du Contractant.

Sanction

En application des dispositions contractuelles, le non-respect des clauses environnementales et sociales, dûment constaté par le Maître d'œuvre, peut être un motif de résiliation du contrat.

Signalisation des travaux

Le Contractant doit placer, préalablement à l'ouverture des chantiers et chaque fois que de besoin, une pré-signalisation et une signalisation des chantiers à longue distance (sortie de carrières ou de bases-vie, circuit utilisé par les engins, etc.) qui répond aux lois et règlements en vigueur.

Protection des zones et ouvrages agricoles

Le calendrier des travaux doit être établi afin de limiter les perturbations des activités agricoles. Les principales périodes d'activité agricoles (semences, récoltes, séchage, ...) devront en particulier être connues afin d'adapter l'échéancier à ces périodes.

Protection des milieux humides, de la faune et de la flore

Il est interdit au Contractant d'effectuer des aménagements temporaires (aires d'entreposage et de stationnement, chemins de contournement ou de travail, etc.) dans des milieux humides

Protection des sites sacrés et des sites archéologiques

Le Contractant doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour respecter les sites culturels et culturels (cimetières, sites sacrés, etc.) dans le voisinage des travaux et ne pas leur porter atteintes. Pour cela, elle devra s'assurer au préalable de leur typologie et de leur implantation avant le démarrage des travaux. Si, au cours des travaux, des vestiges d'intérêt culturel, historique ou archéologique sont découverts, le Contractant doit suivre la procédure suivante : (i) arrêter les travaux dans la zone concernée ; (ii) aviser immédiatement le Maître d'œuvre qui doit prendre des dispositions afin de protéger le site pour éviter toute destruction ; un périmètre de protection doit être identifié et matérialisé sur le site et aucune activité ne devra s'y dérouler ; (iii) s'interdire d'enlever et de déplacer les objets et les vestiges. Les travaux doivent être suspendus à l'intérieur du périmètre de protection jusqu'à ce que l'organisme national responsable des sites historiques et archéologiques ait donné l'autorisation de les poursuivre.

Mesures d'abattage d'arbres et de déboisement

En cas de déboisement, les arbres abattus doivent être découpés et stockés à des endroits agréés par le Maître d'œuvre. Les populations riveraines doivent être informées de la possibilité qu'elles ont de pouvoir disposer de ce bois à leur convenance. Les arbres abattus ne doivent pas être abandonnés sur place, ni brûlés ni enfouis sous les matériaux de terrassement.

Prévention des feux de brousse

Le Contractant est responsable de la prévention des feux de brousse sur l'étendue de ses travaux, incluant les zones d'emprunt et les accès. Il doit strictement observer les instructions, lois et règlements édictés par les autorités compétentes.

Gestion des déchets solides

Le Contractant doit déposer les ordures ménagères dans des poubelles étanches et devant être vidées périodiquement. En cas d'évacuation par les camions du chantier, les bennes doivent être étanches de façon à ne pas laisser échapper de déchets.

Protection contre la pollution sonore

Le Contractant est tenu de limiter les bruits de chantier susceptibles d'importuner gravement les riverains, soit par une durée exagérément longue, soit par leur prolongation en dehors des heures normales de travail. Les seuils à ne pas dépasser sont : 55 à 60 décibels le jour; 40 décibels la nuit.

Prévention contre les IST/VIH/SIDA et maladies liées aux travaux

Le Contractant doit informer et sensibiliser son personnel sur les risques liés aux IST/VIH/SIDA. Il doit mettre à la disposition du personnel des préservatifs contre les IST/VIH-SIDA. Le Contractant doit prévoir des mesures de prévention suivantes contre les risques de maladie : (i) instaurer le port de masques, d'uniformes et autres chaussures adaptées ; (ii) installer systématiquement des infirmeries et fournir gratuitement au personnel de chantier les médicaments de base nécessaires aux soins d'urgence.

Passerelles piétons et accès riverains

Le Contractant doit constamment assurer l'accès aux propriétés riveraines et assurer la jouissance des entrées de véhicules et des piétons, par des passerelles provisoires munis de garde-corps, placés au-dessus des tranchées ou autres obstacles créés par les travaux.

Services publics et secours

Le Contractant doit impérativement maintenir l'accès des services publics et de secours en tous lieux. Lorsqu'une rue est barrée, le Contractant doit étudier avec le Maître d'Œuvre les dispositions pour le maintien des accès des véhicules de pompiers et ambulances.

Journal de chantier

Le Contractant doit tenir à jour un journal de chantier, dans lequel seront consignés les réclamations, les manquements ou incidents ayant un impact significatif sur l'environnement ou à un incident avec la population. Le journal de chantier est unique pour le chantier et les notes doivent être écrites à l'encre. Le Contractant doit informer le public en général, et les populations riveraines en particulier, de l'existence de ce journal, avec indication du lieu où il peut être consulté.

INTRODUCTION

L'application de la procédure de découverte fortuite de patrimoine enfoui ou procédure « chance find » permet de sauvegarder les vestiges historiques au bénéfice de la culture.

Elle consiste à alerter la structure nationale en charge du Patrimoine Culturel ou le service technique compétent le plus proche en cas de découverte de vestige (objets d'art ancien, vestiges archéologiques, etc.) pendant l'ouverture, les fouilles pour fondations et l'exploitation des carrières et emprunts et pendant les travaux de construction.

Il s'agira pour les entreprises qui seront chargées des travaux de :

- i. informer et sensibiliser les ouvriers sur les biens concernés et la procédure à suivre ;
- ii. faire arrêter immédiatement les travaux sur la zone concernée dans le cas d'un vestige archéologique (grotte, caverne, fourneaux, cimetière, sépulture) en attendant la décision de l'autorité compétente (structure nationale en charge du Patrimoine Culturel);
- iii. pour ce qui concerne les objets tels que : figurines, statuettes, etc., faire circonscrire le site à l'aide de bandes fluorescentes ou tout autre dispositif et alerter l'autorité ou le service technique compétent (Service en charge du Patrimoine Culturel);
- iv. ne reprendre les travaux sur le site que sur autorisation de l'autorité ou du service technique compétent.

En somme, les différentes phases de gestion d'une découverte fortuite de vestiges de patrimoines enfouis sont les suivantes :

1. SUSPENSION DES TRAVAUX

Ce paragraphe peut indiquer que l'entreprise doit arrêter les travaux si des biens culturels physiques sont découverts durant les fouilles. Il convient toutefois de préciser si tous les travaux doivent être interrompus, ou uniquement ceux en rapport direct avec la découverte. Dans les cas où l'on s'attend à découvrir d'importants ouvrages enfouis, tous les travaux pourront être suspendus dans un certain périmètre (de 50 mètres par exemple) autour du bien découvert. Il importe de faire appel à un archéologue qualifié pour régler cette question. Après la suspension des travaux, l'entreprise doit immédiatement signaler la découverte à l'ingénieur résident. Il se peut que l'entreprise ne soit pas en droit de réclamer une indemnisation pour la période de suspension des travaux. L'ingénieur résident peut être habilité à suspendre les travaux et à demander à l'entreprise de procéder à des fouilles à ses propres frais s'il estime qu'une découverte qui vient d'être faite n'a pas été signalée.

2. DELIMITATION DU SITE DE LA DECOUVERTE

Avec l'approbation de l'ingénieur résident, il est ensuite demandé à l'entreprise de délimiter temporairement le site et d'en restreindre l'accès.

3. NON-SUSPENSION DES TRAVAUX

La procédure peut autoriser l'ingénieur résident à déterminer si le bien culturel physique peut être transporté ailleurs afin de poursuivre les travaux, par exemple si l'objet découvert est une pièce de monnaie.

4. RAPPORT DE DECOUVERTE FORTUITE

L'entreprise doit ensuite, sur la demande de l'ingénieur résident et dans les détails spécifiés, établir un Rapport de découverte fortuite fournissant les informations suivantes :

- date et heure de la découverte ;
- emplacement de la découverte ;
- description du bien culturel physique ;
- estimation du poids et des dimensions du bien ;
- mesures de protection temporaire mises en place.

Le Rapport de découverte fortuite doit être présenté à l'ingénieur résident et aux autres parties désignées d'un commun accord avec les parties désignées d'un commun accord avec les services en charge du patrimoine culturel, et conformément à la législation nationale.

L'ingénieur résident, ou toute autre partie d'un commun accord, doivent informer les services culturels de la découverte.

5. ARRIVEE DES SERVICES CULTURELS ET MESURES PRISES

Les services responsables du patrimoine culturel font le nécessaire pour envoyer un représentant sur le lieu de la découverte dans un délai de 24 heures au maximum et déterminer les mesures à prendre, notamment :

- retrait des biens culturels physiques jugés importants ;
- poursuite des travaux d'excavation dans un rayon spécifié autour du site de la découverte ;
- élargissement ou réduction de la zone délimitée par l'entreprise.

Ces mesures doivent être prises dans un délai donné (dans les 7 jours qui suivent la découverte par exemple). L'entreprise peut, mais pas nécessairement, prétendre à une indemnisation pour la période de suspension des travaux.

NB1: Si les services en charge du patrimoine culturel n'envoient pas un représentant dans les délais spécifiés (dans les 24 heures, par exemple), l'ingénieur résident peut être autorisé à proroger ces délais pour une période spécifiée

NB2: Si les services en charge du patrimoine culturel n'envoient pas un représentant dans la période de prorogation, l'ingénieur résident peut être autorisé à demander à l'entreprise de déplacer le bien culturel physique ou de prendre d'autres mesures d'atténuation et de reprendre les travaux. Les travaux supplémentaires seront imputés sur le marché mais l'entreprise ne pourra pas réclamer une indemnisation pour la période de suspension des travaux.

6. SUSPENSION SUPPLEMENTAIRE DES TRAVAUX

Durant la période de 07 jours, les services culturels peuvent être en droit de demander la suspension temporaire des travaux sur le site de la découverte ou à proximité pendant une période supplémentaire de 30 jours, par exemple. L'entreprise peut, mais pas nécessairement, prétendre à une indemnisation pour la période de suspension des travaux. L'entreprise peut être cependant être autorisée à signer avec les services responsables du patrimoine culturel un nouvel accord portant sur la fourniture de services ou de ressources supplémentaires durant cette période.

Annexe 3 : Liste des personnes ressources rencontrées/contactées

N°	Nom et Prénom (s)	Lieu de résidence	Observations	Contact
1.	Diane W.OUEDRAOGO	Ouagadougou	DGEP/DEAP	70391276
2.	KONE	Ouagadougou	DGEP	72262784
3.	SAWADOGO Hamadé	Ouagadougou	DGEP	70698136
4.	N'ZOMBIE Zounoubaté	Ouagadougou	Expet EA/ BAD	70234540
5.	TIENDREBEOGO Julienne	Koudougou	DREA/Centre-Ouest	71 30 36 50
6.	NIKIEMA Guy Christian	Ziniaré	DREA/Plateau Central	61 77 22 68

**NOTICE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL
 PROJET D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT EN MILIEU RURAL (PEPA
 MR) DANS LES RÉGIONS DU CENTRE-SUD ET DE CENTRE-OUEST**

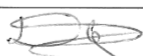
PROCES VERBAL DE CONSULTATION PUBLIQUE

A BOUROU (Province du Sanguie).....

L'an deux mil dix-neuf et le 06 du mois de octobre.....

a eu lieu une rencontre d'information et de consultation des population de la localité dans le cadre de l'élaboration des notices d'impact environnemental et social du Projet d'Eau Potable et d'Assainissement en Milieu Rural (PEPA MR).

Personnes ressources présentes :

Nom et Prénom(s)	Occupation	Contact	Signature
YARO Béhou	chef du village		
Zonou Hamadou	Président CMA	70073688	
DAHIRE Parfait Cédric	Représentant du consultant	72075518	

La liste de présence en annexe à ce présent Procès-Verbal.

A l'issue de cette rencontre, les attentes, préoccupations et adhésion au projet ont été mentionnés :

- Ceder volontairement les sites réservés à la réalisation des infrastructures d'ATEPS.....
- Recruter prioritairement les jeunes du village pour la main d'œuvre non qualifiée pendant la réalisation du projet.....
- Former des groupements pour l'entretien des différentes installations.....

Yaro
Béhou
M

Ont signé
 DAHIRE
 Parfait Cédric


Zonou
Hamadou
CMA

NOTICE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL

PROJET D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT EN MILIEU RURAL (PEPA MR) DANS LA RÉGION DU CENTRE OUEST

LISTE DES PERSONNES RENCONTREES

Localité: Village de Bourou

Date: Vendredi, 04 Octobre 2019

Nom	Prénom(s)	Localité	Occupation/Structure	Contacts téléphoniques	Signature
YARO	Bérou	Bourou	Chef du village	-	U.
ZONOU	Hamadou	Bourou	Président CVD	7073688	amh
BOGNINI	Pobayé	Bourou	Conseiller	77625246	
BOGNINI	Lonko	Bourou	Membre CVA	99295592	
Yaro	MBI	Bourou	Membre CVD	99609218	*
yaro	Guisé	Bourou	" "	55770302	App
Coulibaly	Karfacé	Bourou	Treasorier CVD	75178197	
Coulibaly	Tiem	Bourou	Membre CVD	94726401	
Zonou	Kami	Bourou	" "	67777623	
BOGNINI	Gnchan	Bourou	" "	65014410	

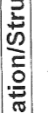

NOTICE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL

PROJET D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT EN MILIEU RURAL (PEPA MR) DANS LA RÉGION DU CENTRE OUEST

LISTE DES PERSONNES RENCONTREES

Localité: Bourou

Date: 04/10/2019



Nom	Prénom(s)	Localité	Occupation/Structure	Contacts téléphoniques	Signature
Yaro	Nibélé'	Bourou	Membre CVD	74659593	
Bogoumi	Fakoua	Bourou	''	70672480	

NOTICE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL

PROJET D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT EN MILIEU RURAL (PEPA MR) DANS LA RÉGION DU CENTRE OUEST

LISTE DES PERSONNES RENCONTREES

Localité : Zawara
Date : 06/10/2010

Nom	Prénom(s)	Localité	Occupation/Structure	Contacts téléphoniques	Signature
BADOBO	B. Jean de Dieu	Zawara	SG Prairie	7050428 76705878	
KIENDRÉBÉOU	Abombacou	Zawara	Adjoint au Maire	63933793 65404043	

**NOTICE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL
PROJET D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT EN MILIEU RURAL (PEPA
MR) DANS LES RÉGIONS DU CENTRE-SUD ET DE CENTRE-OUEST**


PROCES VERBAL DE CONSULTATION PUBLIQUE

A ZOUA (Province du Sanguie).....

L'an deux mil dix-neuf et le 07..... du mois de Octobre.....

a eu lieu une rencontre d'information et de consultation des population de la localité dans le cadre de l'élaboration des notices d'impact environnemental et social du Projet d'Eau Potable et d'Assainissement en Milieu Rural (PEPA MR).

Personnes ressources présentes :

Nom et Prénom(s)	Occupation	Contact	Signature
Madame DO née Kanzié Suzanne	Présidente CVA	70349382	
BAMA Pierre	Président de l'association des usagers de l'eau	71839895	
DAHIRE Parfait Cédric	représentant du consultant	72075518	

La liste de présence en annexe à ce présent Procès-Verbal.

A l'issue de cette rencontre, les attentes, préoccupations et adhésion au projet ont été mentionnés :

- Céder volontairement les sites réservés à la réalisation des infrastructures d'AEPS.....
- Recruter prioritairement les jeunes du village pour la main d'œuvre non qualifiée pendant la réalisation du projet.....
- Former des groupements pour l'entretien des différentes installations.....

Madame DO née
Kanzié Suzanne

Ont signé
DAHIRE
Parfait Cédric

BAMA
Pierre



NOTICE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL

PROJET D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT EN MILIEU RURAL (PEPA MR) DANS LA RÉGION DU CENTRE OUEST

LISTE DES PERSONNES RENCONTREES

Localité: ZOUOLA

Date: 01/10/2019

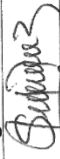


Nom	Prénom(s)	Localité	Occupation/Structure	Contacts téléphoniques	Signature
Madame DO née Kangie	Suzane	Zoula	Présidente CVA	70319382	
BAMA	Ludovic	//	Membre CVA	71148060	
BAMA	Pierre	//	Président de l'association des usagers de l'eau (AUE)	71835895	
BAKALA	Bali	//	Cultivateur		
BAKALA	Bahou	//	//	01360189	
BAMA	Bagnini	//	//		
Bassolet	Baléle'	//	//	53114392	
BAKALA	Kouakou	//	//	71526838	
BAMA	Bongouana	//	//	63114494	
BAZEMO	Joseph	//	//	61368705	

NOTICE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL

PROJET D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT EN MILIEU RURAL (PEPA MR) DANS LA RÉGION DU CENTRE OUEST

LISTE DES PERSONNES RENCONTREES

Localité : REO
Date : 01/10/2019

Nom	Prénom(s)	Localité	Occupation/Structure	Contacts téléphoniques	Signature
SADIBE	Bakou	Reo	SG/Drainie	7180 0731	
BACHAR	Michel	Reo	Point Focal	73 07 0073	
MINOUNGOU	W. Hervé	Reo	DPEECC-SNG	7175 68 58 / 7504 69 22	

**NOTICE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL
PROJET D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT EN MILIEU RURAL (PEPA
MR) DANS LES RÉGIONS DU CENTRE-SUD ET DE CENTRE-OUEST**

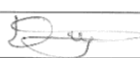
PROCES VERBAL DE CONSULTATION PUBLIQUE

A Koukouldi (Province du Sanguie')

L'an deux mil dix-neuf et le... 01... du mois de... octobre

a eu lieu une rencontre d'information et de consultation des population de la localité dans le cadre de l'élaboration des notices d'impact environnemental et social du Projet d'Eau Potable et d'Assainissement en Milieu Rural (PEPA MR).

Personnes ressources présentes :

Nom et Prénom(s)	Occupation	Contact	Signature
BAGO Isidor	Président CVD	71936703	
BADO Amedée	Secrétaire CVD	7378 73 77	
DAHIRE Parfait Cédric	Représentant du consultant	72075518	

La liste de présence en annexe à ce présent Procès-Verbal.

A l'issue de cette rencontre, les attentes, préoccupations et adhésion au projet ont été mentionnés :

- Céder volontairement les sites réservés à la réalisation des infrastructures d'AEPS
- Recruter prioritairement les jeunes du village pour la main d'œuvre non qualifiée pendant la réalisation du projet
- Former des groupements pour l'entretien des différentes installations
- Arrêter de l'utilisation du forage du village pour alimenter le château

Ont signé

Bago Isidor

DAHIRE
Parfait Cédric

BADO
Amedée



NOTICE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL

PROJET D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT EN MILIEU RURAL (PEPA MR) DANS LA RÉGION DU CENTRE OUEST

LISTE DES PERSONNES RENCONTREES

Localité : Koukouli

Date : 01.10.2019

Nom	Prénom(s)	Localité	Occupation/Structure	Contacts téléphoniques	Signature
Bago	Isidor	Koukouli	Président C.V.D	71334703	
BADO	Amechie	Koukouli	Secrétaire C.V.D	73-78-73-77	
BATIONO	LANARI	Koukouli	propriétaire du champ ou est implantee 1 bonne fontaine	729149.01	
BAZIE'	Anatole	//	Propriétaire du champ ou est implantee la borne F.	71410413	
BAGO	Samuel	//	cultivateur	62430010	
BAKI	Brahima	//	cultivateur	71100514	
BAKALA	Bazona	//	//	70564305	
Tongo	Fauli	Koukouli	Infirmier chef.	70561806	
Sawapogo	Rosalie	//	A. A	60692097	
Bakobidi	Noelie	//	Agent Formation	70334631	
Kangambega					



NOTICE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL

PROJET D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT EN MILIEU RURAL (PEPA MR) DANS LA RÉGION DU CENTRE OUEST

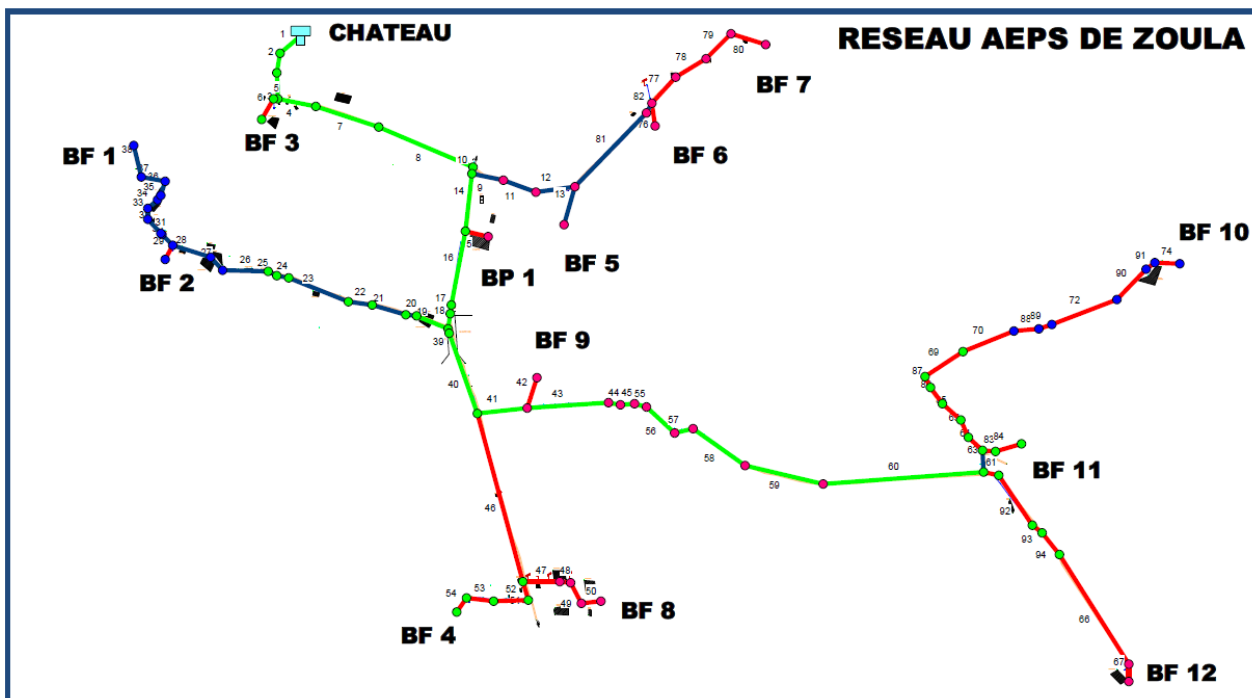
LISTE DES PERSONNES RENCONTREES

Localité: Ténado

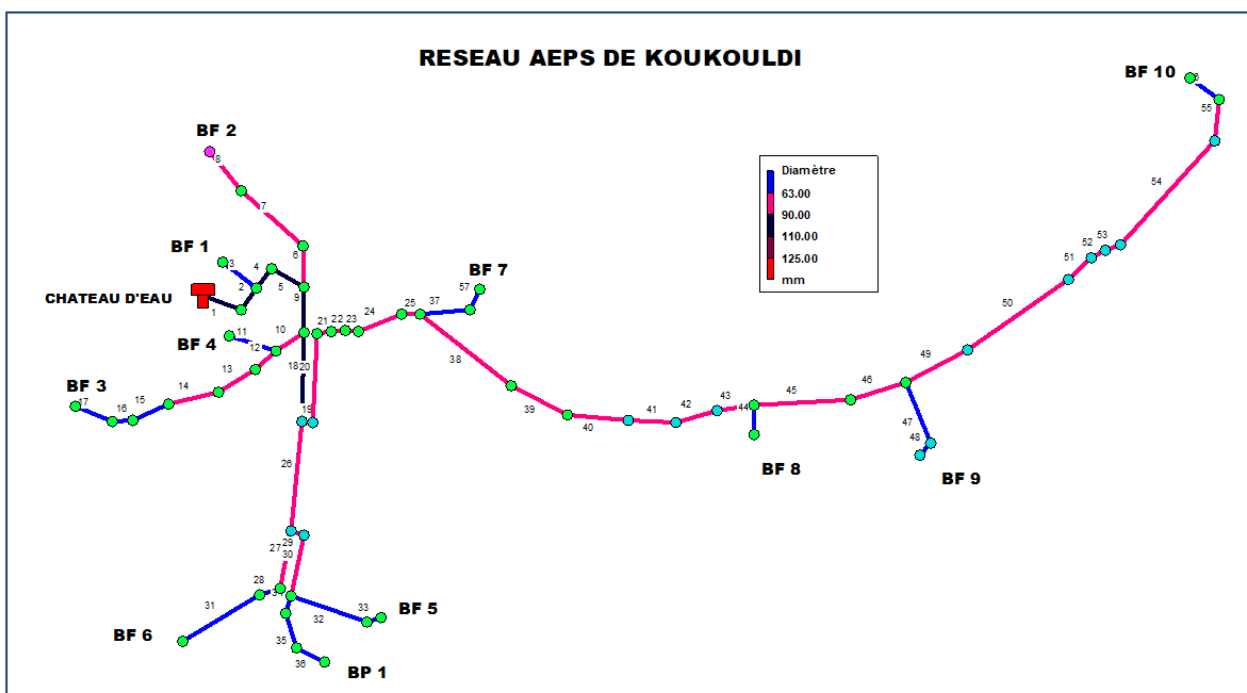
Date: 01/10/2019

Nom	Prénom(s)	Localité	Occupation/Structure	Contacts téléphoniques	Signature
SEOGO	Alphonse	Ténado	SG - Mairie	70-09-73-05	
BADONOU	Toussaint	Ténado	Point focal chef de service départemental de l'environnement	60-82-72-35	
TARAH	Moussa			70188548	

Annexe 6 : Réseau de Zoula



Annexe 7 : Réseau de Koukouldi



Annexe 8 : Réseau de Bourou

